Pamph.
Pol. Sci
Col.
C

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE. - FACULTÉ DE DROIT

31761 09702124 0

LES

COLONIES ALLEMANDES

Avant et pendant la guerre 1914-17

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

Bertrand COUGET

AVOCAT

LIBRARY
APR 1 9 1918
UNIVERSITY OF TORONTO

TOULOUSE
Vnt RIVIÈRE, LIBRAIRE-EDITEUR
6, RUE DES LOIS, 6

1917

LES COLONIES ALLEMANDES

Avant et pendant la guerre 1914-17

Digitized by the Internet Archive
in 2014

https://archive.org/details/lescoloniesallem00coug

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE. - FACULTÉ DE DROIT

LES COLONIES ALLEMANDES

Avant et pendant la guerre 1914-17

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE PAR

Bertrand COUGET

AVOCAT

TOULOUSE
Vve RIVIÈRE, LIBRAIRE-EDITEUR
6, RUE DES LOIS, 6
—
1917

FACULTÉ DE DROIT DE TOULOUSE

MM. HAURIOU, ✲, Doyen, professeur de Droit administratif.
CAMPISTRON, professeur de Droit civil, en congé.
BRESSOLLES, professeur de Procédure civile.
ROUARD DE GARD, professeur de Droit international privé et de Droit civil comparé, en congé.
MÉRIGNHAC, O. ✲, professeur de Droit international public.
HOUQUES-FOURCADE, professeur d'Economie politique.
FRAISSAINGEA, ✲, professeur de Droit commercial.
GHEUSI, professeur de Droit civil.
MESTRE, professeur de Législation française des finances et de Science financière.
EBREN, professeur de Droit constitutionnel.
DEGLAREUIL, professeur d'Histoire générale du Droit français.
POLIER, professeur d'Economie politique.
THOMAS, professeur de Droit romain.
CÉZAR-BRU, professeur de Droit civil.
MAGNOL, professeur de Droit criminel.
FLINIAUX, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain.
PERREAU, ✲, professeur, chargé du cours de droit civil.
RIGAUD, chargé de cours.
CLAVELIER, licencié ès lettres, secrétaire des Facultés de Droit et des Lettres.

WALLON, professeur honoraire.

Président de la Thèse : M. MÉRIGNHAC.

Suffragants : { MM. FRAISSAINGEA
RIGAUD.

La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

A LA MÉMOIRE

de mon Père et de ma Mère

A MON FRÈRE

Paul COUGET

soldat au 83e de ligne

disparu depuis le combat de Bertrix, le 22 août 1914

à l'âge de 19 ans.

Puissent cette étude et les conclusions qui s'en dégagent servir la France dans sa lutte contre l'empire d'Allemagne et dissiper quelques erreurs et quelques préjugés! De toute son âme, l'auteur a voulu être utile à son pays et, selon ses moyens, « SERVIR ».

BIBLIOGRAPHIE

ALBIN (P.) — *Les grands traités politiques*. Paris, Félix Alcan, 1910.

— *Le coup d'Agadir*. Paris, Félix Alcan, 1912.

ANDRILLON (H.). — *L'expansion de l'Allemagne et la France*. Coquemard et Cie, Angoulême, 1909.

ARENDT (O.) — *Ziele deutscher Kolonial politik*. Berlin, 1886.

BANNING (O.) — *Le partage politique de l'Afrique, etc.* Bruxelles, Mugnard, 1888.

BLONDEL (G.). — *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*. Paris, Larose, 1898.

BAINVILLE (J.). — *Histoire de deux peuples, la France et l'Empire d'Allemagne*. N. L. N., 1915.

BULOW (DE). — *La politique allemande*. Paris, Charles Lavauzelle, 1916.

BERNHARDI (DE). — *L'Allemagne et la prochaine guerre*. Paris, Payot, 1913.

BELLET (D.). — *Tsing-Tao*. (*Revue des Deux Mondes*, 1er mars 1915.)

BIARD D'AUNET. — *L'union des colonies britanniques sud-africaines*. (*Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1909.)

BABIN (G.). — *La conquête du Cameroun*. (*L'Illustration*, numéros des 5 et 19 février et 13 septembre 1916.)

BÉRARD (V.). — *L'affaire marocaine*. Paris, Armand Colin, 1906.

— *Le sultan, l'Islam et les puissances*. Paris, A. Colin, 1916.

— *Accord franco-allemand. (Revue de Paris*, 1er mars 1909.)

BAZIN (R.). — *Croquis d'Orient*, Calmann-Lévy, 1899.

BAUDIN (P.). — *L'alerte*. Chavelot, 1906.

Bulletin du Comité de l'Afrique française. — Toute la collection.

CHÉRADAME (A.). — *La question d'Orient : la Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*. Plon, 1915.

— *La colonisation et les colonies allemandes*. Plon, 1905.

— *Le plan pangermaniste démasqué*. Plon, 1916.

CHAUVELOT (R.). — *L'Allemagne dans le Pacifique. (La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie*, juillet 1915.)

DECHARME (P.). — *Compagnies et Sociétés coloniales allemandes*. Paris, Masson, 1903.

DEMAY. — *Histoire de la colonisation allemande*. Paris, Bayle, 1889.

DIMIER (L.). — *Les tronçons du serpent*. N. L. N., 1915.

DELAIRE (A.). — *Au lendemain de la victoire*. N. L. N., Paris, 1916.

EBRAY (A.). — *La France qui meurt*. Lecène, 1910.

FIDEL (C.). — *Les colonies allemandes*. Tonnerre, 1908.

— *L'emprise allemande sur l'Afrique équatoriale et centrale. (Revue des questions coloniales et maritimes*, mars 1914.)

— *L'Allemagne d'outre-mer. — Grandeur et décadence* Boivin, 1915.

GUIBERT (D.) et FERRETTE (H). — *Le conflit franco-allemand*. 1905.

HUBERT (F.). — *La guerre navale*. Payot, 1916.

HULOT (Baron). — *Les projets de l'Allemagne en Afrique. (La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie*, juillet 1915.)

HITCH (A.). — *Le chemin de fer de Bagdad*. A. Colin, 1913.

HAUSER (H.). — *Les méthodes allemandes d'expansion économique. — Les colonies allemandes impériales et spontanées*. Paris, Nony, 1900.

HANOTAUX (G.). — *La politique de l'équilibre*. Plon, 1908.

LOBSTEIN. — *Essai sur la législation coloniale de l'Allemagne.* Paris, 1902.

LEROY-BEAULIEU (P.). — *De la colonisation chez les peuples modernes.* Paris, Guillaumin, 1902.

Livres Jaunes. — *Affaires du Maroc 1901-1903, 1908-1910, 1910-1912.*

LAMY (E.). — *La France du Levant.* Plon, 1900.

MARTIN (C.) — *Togo et Cameroun.* Comité de l'Afrique française, 1916.

MILLET (R.) — *Politique extérieure, 1898-1905.* Juven.

MÉRIGNHAC (A.). — *Précis de législation coloniale.* Tenin, 1912.

MERMEIX. — *Chronique de l'an 1911.* — *Maroc et Congo.* Grasset.

MURATET. — *Le chemin de fer de Bagdad.* Thèse, Toulouse, 1913.

PIERRE-ALYPE. — *La provocation allemande aux colonies.* Berger-Levrault, 1915.

— *L'Ethiopie et les convoitises allemandes.* Berger-Levrault, 1917.

PINON (R.). — *France et Allemagne.* Arrault, 1913.

PLUMON (E.). — *L'Afrique orientale.* Thèse, Rennes, 1905.

RECLUS (O.). — *L'Allemagne en morceaux.* Attinger, 1915.

RŒDERER. — *La Syrie et la France.* Berger-Levrault, 1917.

ROUARD DE CARD. — *Documents diplomatiques pour servir à l'étude de la question marocaine.* Paris, Pedone et Gamber, 1911.

— *Traités et accords concernant le protectorat de la France au Maroc.* Paris, Pedone et Gamber, 1914.

ROHRBACH (Dr). — *Das deutsche Kolonialwesen,* Leipzig, 1911.

— *Die Bagdadbahn.* Berlin, 1902.

SEMBAT (M.). — *Faites la paix, sinon faites un roi.* Figuière, 1915.

SALESSES (M.). — *Les chemins de fer africains. (La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie,* 15 avril et 15 mai 1914.)

STIÉNON (C.). — *La campagne coloniale des alliés. (Revue des Deux Mondes,* 1er et 15 novembre, 1er décembre 1915.)

— *La conquête de la dernière colonie allemande.* (*Illustration*, 24 février 1917.)

TONNELAT (E.). — *L'expansion allemande hors d'Europe.* A. Colin, 1908.

TARDIEU (A.). — *La Conférence d'Algésiras.* F. Alcan, 1909.

— *Le mystère d'Agadir.* C. Lévy, 1912.

TANNENBERG (O.). — *Gross Deutschland die Arbeit des 20 Jahrhunderte.* Leipzig, 1911.

VIALATTE (A.). — *Hollandais, Anglais, Allemands en Afrique australe.* (*Revue des Deux Mondes*, 15 août 1915.)

X... — *La conquête des colonies allemandes.* (*Le Correspondant*, 10 août 1915.)

CHAPITRE PREMIER

Historique de la Colonisation allemande.

SECTION PREMIÈRE

Historique général.

Des établissements nombreux avaient été créés, jadis, au delà des mers, par la ligue Hanséatique; leur durée fut éphémère. Plus tard, le Grand Electeur Frédéric-Guillaume fonda, sur la côte occidentale d'Afrique, le poste de *Gross Friedrichsburg*, que ses successeurs abandonnèrent. Vers 1850 un mouvement se dessina en faveur de la création d'une flotte et de colonies, mais sans résultats. En 1871, quelques journaux réclamèrent l'annexion de certaines colonies françaises sans réussir davantage. Bismarck ne jugeait pas le moment venu de se lancer dans une politique coloniale qui eût éveillé les méfiances de l'Angleterre. L'Empire naissant avait besoin de se fortifier avant de jeter son dévolu outre-mer.

C'est à l'influence d'un petit groupe d'hommes intelligents et actifs, à la propagande des sociétés qu'ils fondèrent, que Bismarck, quelques années après, dut de pouvoir inaugurer la colonisation impériale. En 1878 étaient créés, à Berlin : le *Zentralverein für Handelsgeographie und Fœderung deutscher Interessen in Auslande;* à Dusseldorf : le *Westdeutscher Verlin für Kolonisation und Export.* Ces groupements s'occupaient de questions économiques et de l'émigration. En 1882, le Reichstag repoussait un projet de loi comportant une garantie de l'Empire pour une Société d'exploitation des Samoa. Ce vote provoqua une réaction dans le petit monde des coloniaux fervents, et le 6 décembre 1882, le prince de Hohenlohe Langenburg fonda l'Union Coloniale allemande ou *Deutscher Kolonialverein.*

Les raisons de la propagande coloniale étaient les suivantes : on voulait acquérir des territoires lointains pour y diriger l'émigration allemande; c'était une perte sèche pour la mère patrie. En canalisant ce mouvement vers des terres impériales, l'Allemagne conserverait toutes ses forces vives. Elle était poussée, en second lieu, par la nécessité de se procurer des denrées coloniales : café, tabac, fruits, etc... Chaque année il fallait en importer pour de nombreux millions que l'étranger encaissait : en faisant venir ces denrées de colonies allemandes, l'argent ne sortirait pas des mains nationales. Personne n'apercevait encore

l'utilité des colonies au point de vue du ravitaillement en matières premières : il est vrai que l'Empire commençait à peine son brillant développement industriel.

Le 24 avril 1884 est considéré, en Allemagne, comme le jour de naissance du domaine colonial. Ce jour-là Bismarck déclara le protectorat de l'Empire sur les possessions de Lüderitz au sud-ouest africain. Ce Lüderitz était un riche négociant de Brême qui avait réclamé le soutien de son Gouvernement pour pouvoir mener à bien ses affaires. Cette méthode était conforme aux vues du chancelier. « Le marchand doit précéder le soldat », disait-il. Il ne voulait pas risquer les finances de l'Empire dans des entreprises de conquêtes et de gestion coloniales. En se contentant d'affirmer la protection de l'Allemagne sur les possessions de ses nationaux, il donnait le moins de prise possible aux suspicions de l'Angleterre. La même année, le protectorat allemand était proclamé sur la Nouvelle-Guinée et l'Archipel Bismarck, au Cameroun et au Togo. Cela donnait lieu à des froissements avec le Royaume-Uni qu'un traité, en 1885, réglait à l'amiable. Bismarck pouvait donc affirmer au Reichstag qu'il ne se proposait pas « d'annexer d'abord des territoires pour y installer des garnisons et chercher ensuite à y introduire le commerce ». « Un système colonial analogue à celui actuel de l'Angleterre, disait-il encore, c'est-à-dire avec des garnisons, des gouver-

neurs et des fonctionnaires de la mère-patrie ne nous est pas indiqué par des raisons qui tiennent à notre organisation et à notre situation intérieures; mais je pense que l'Empire ne peut s'empêcher d'étendre sa protection *autant que ses forces le permettent*, sur toutes les entreprises commerciales des sujets allemands qui sont liées à des acquisitions territoriales ».

Vis-à-vis de l'Empire, ces entreprises devinrent des vassales. Elles furent sous sa dépendance immédiate en échange de la protection accordée; mais elles gardèrent l'administration de leurs possessions, sous la réserve du droit que l'Empereur conservait de modifier leur statut. « Mon intention, conforme à celle de Sa Majesté, est de laisser à l'activité et à l'esprit d'entreprise de nos concitoyens, navigateurs et commerçants, la responsabilité entière de la fondation et du développement matériel de la colonie. Je ne me servirai pas de la forme de l'annexion de provinces maritimes à l'empire allemand, mais je délivrerai des lettres de franchise semblables aux *Royal Charters* anglaises ». C'était donc à la formule de la Compagnie privilégiée que Bismarck se ralliait, et à l'heure où l'Angleterre commençait à l'abandonner. Lorsque, quinze et vingt ans plus tard, on put constater que les Compagnies à Chartes avaient donné de piteux résultats et que le rachat de leurs privilèges serait une charge pour l'Empire, Bismarck fut beaucoup critiqué pour avoir adopté

cette politique. Il aurait pu prévoir que ces sociétés ne prendraient pas le même essor que les Compagnies anglaises, les Allemands étant alors peu habitués à ces sortes d'affaires; mais, devant l'opposition du Reichstag à toute autre forme d'acquisition coloniale et l'inertie de l'opinion qui se désintéressait totalement de ces questions, il n'aurait pu, d'aucune autre façon, doter l'Empire de ses colonies.

Une nouvelle Association fut fondée à Berlin dans le courant de 1884 : la *Gesselschaft für Deutsche Kolonisation*. Sous la direction du Dr Peters, elle donna à l'Allemagne l'embryon de sa colonie d'Afrique Orientale et obtint en 1887 la première charte de colonisation pour la *Deutsche Ostafrikanische Gesselschaft*. En 1886, elle tint à Berlin le premier Congrès colonial allemand; mais le *Deutscher Kolonial Verein* s'était abstenu. En 1887, les deux ligues fusionnèrent sous le nom de Société Coloniale Allemande, ou *Deutsche Kolonialgesselschaft* ; celle-ci se proposait de favoriser toutes les entreprises coloniales et créait un bureau spécial de renseignements pour les émigrants. Sa propagande ne pénétra pas la masse, et la plus grande partie de l'opinion resta toujours indifférente. En 1885, les îles Marschall passèrent sous le protectorat allemand et l'île Nauru, en 1888. Ainsi se trouva constitué l'essentiel du domaine colonial germanique : Togo, Cameroun, Sud-Ouest Africain, Est Africain, et Nouvelle-Guinée.

Bismarck fit encore autre chose : en 1884 et 1885, au Congrès de Berlin, il obtint des puissances la reconnaissance officielle de l'Association Internationale du Congo, et il fut l'apôtre du commerce libre dans la zone centre-africaine. Il s'était rendu compte que l'Empire ne pouvait alors s'emparer de ces vastes territoires, que la France et l'Angleterre ne le permettraient pas, et il avait trouvé la solution élégante que tous approuvaient. Déjà la liberté commerciale, qui sera plus tard au Maroc un sujet de réclamations passionnées, était stipulée sur la demande de l'Allemagne. Bismarck prévoyait-il le développement économique de l'Empire ? Par le Congrès de Berlin, il lui laissait, de toute manière, la porte ouverte dans le futur Congo belge pour la pénétration commerciale, et les visées politiques devaient naturellement apparaître à leur tour.

En 1890, Caprivi succédait au chancelier de fer. Ses idées coloniales différaient de celles de son prédécesseur. Il disait qu'on ne pourrait lui jouer de plus méchant tour qu'en lui abandonnant l'Afrique. Il craignait que les colonies fussent des causes de difficultés internationales, et qu'elles n'amenassent l'Empire dans la voie des embarras financiers. La défense rapprochée de l'Allemagne, l'organisation intérieure, étaient ses grands soucis. En 1890, il signait avec l'Angleterre un traité qui motivait la protestation de la *Deutsche Kolonialgesselschaft :* en échange de zones d'influences en Afrique et

surtout de l'îlot d'Helgoland, il renonçait au Sultanat de Vitou, à la côte des Somalis, et reconnaissait le protectorat britannique sur Zanzibar. Peu de gens, hormis les ligueurs, furent émus en Allemagne par cet abandon.

Caprivi disparut en 1893, et dans la décade suivante, si les progrès de l'idée coloniale furent lents dans l'opinion publique, les sphères dirigeantes, et l'Empereur en personne, saisirent son importance. Guillaume II assistait au développement économique de son peuple; il comprenait quel parti il pourrait tirer de ses ressources pour une politique mondiale, et que les colonies étaient aussi nécessaires pour la grandeur de l'Allemagne qu'une armée forte et une flotte puissante. C'est vers l'Extrême-Orient que les événements attirèrent son attention.

Il semblait, à cette époque, que l'Europe allait partager l'Empire Chinois. L'Angleterre et la France avaient pris leurs mesures; la Russie l'allait faire. Pour affirmer son désir que la question chinoise ne se liquidât pas en dehors d'elle, l'Allemagne s'unissait à la France et à la Russie, lors du traité de Shimonoseki, en 1896. L'année suivante, elle profitait de l'assassinat de deux missionnaires pour prendre possession de la baie de Kiao-Tchéou, dans la province de Chan-Toung, où, en 1898, la Chine reconnaissait le protectorat allemand sous la forme d'une cession à bail pour une durée de 99 ans. Sous la direction du Ministère de la Marine,

les Allemands établirent là une base navale de premier ordre, point d'appui de leur puissance dans ces mers lointaines. Ils achetèrent à l'Espagne, en 1899, les Mariannes, les Carolines et les Palaos; en 1900, un accord avec les Etats-Unis leur donna les deux plus grandes des îles Samoa.

La *Kolonialgesselchaft,* qui était passée sous la présidence du prince Jean Albert de Mecklembourg, s'était occupée, sans grand succès, d'étendre l'emprise allemande vers l'intérieur du continent africain. En 1896, on créa à Berlin le *Kolonial Wirtschaftliches Komitee,* ou Comité Economique Colonial. Cependant, on s'aperçut en haut lieu que, si le public ne s'intéressait pas aux questions coloniales, c'était probablement à cause des résultats négatifs donnés par les Sociétés à Chartes. Elles n'avaient rien fait pour développer leurs possessions : aucune amélioration, aucun travail. Il fallait que l'Empire leur succédât et fît les sacrifices nécessaires pour obtenir un bon rendement. Faire accepter les rachats de privilèges par le Reichstag n'était pas facile, sans le concours de l'opinion. Bien plus, jusqu'alors les colonies n'étaient pas rattachées à un ministère spécial, et formaient un département du ministère des Affaires étrangères. Le personnel n'était au courant de rien, et les colonies étaient considérées comme bonnes à recevoir les fruits secs et les indésirables. Il était nécessaire de bouleverser complètement cet ordre de choses. Le Gouverne-

ment, même aidé par les Ligues et les Associations, n'y serait peut-être arrivé que lentement, si la révolte du Sud-Ouest Africain, qui éclatait en 1904, n'était venue l'aider puissamment (1).

On croyait, au début, que l'insurrection serait peu de chose; à mesure qu'on apprenait la résistance des rebelles, l'irritation grandissait en Allemagne. La presse relatait les souffrances des soldats de la métropole dans les vastes étendues sans eau du Sud-Ouest; elle montrait l'honneur national engagé dans la lutte. Le public énervé, acceptait, réclamait des envois nouveaux de troupes : il lui fallait la victoire complète et l'extermination des révoltés. La rébellion durait jusqu'à la fin de 1906. L'opinion avait eu le temps de s'instruire. Elle venait à son tour de comprendre qu'il fallait à une grande puissance de grandes colonies, que l'Allemagne, toujours plus prospère, devait posséder outre-mer des points d'appui nombreux. On lui disait quelles régions seraient propices à la colonisation blanche; on lui montrait surtout les avantages immenses qu'on pourrait retirer de ces possessions pour l'industrie et le commerce nationaux. « Les colonies sont des débouchés pour la production allemande et des réservoirs de matières premières pour l'industrie. »

L'Allemagne avait compris la leçon : elle accep-

---

(1) Dr Rohrbach, *Das Deutsche Kolonialwesen*, pp. 5 et suiv.

ta les sacrifices nécessaires pour pouvoir, dans la suite, recueillir aux colonies une abondante moisson. Elle soutint fermement son Gouvernement lors de l'alerte de Tanger et partagea ses ambitions sur le Maroc. Lorsque, fin 1906, le Reichstag refusa les crédits demandés pour indemniser les colons du Sud-Ouest, l'opinion allemande fit bloc avec l'Empereur qui proclama la dissolution, et la nouvelle Assemblée se rendit au vœu général. Un ministère des Colonies autonome fut créé et M. Dernburg, un homme d'affaires énergique, en prit la direction. Dès lors, on le verra, le développement économique des colonies allemandes se poursuivra remarquablement.

Parallèlement à son développement colonial, l'Empire allemand faisait un effort militaire et naval qui lui permettait de soutenir ses ambitions et aidait son expansion économique. L'industrie et le commerce allemands étaient servis par une flotte marchande, sans cesse en croissance. Toutes les mers du globe étaient sillonnées par le pavillon impérial.

Pour protéger les possessions d'outre-mer, on construisait une flotte de guerre qui allait, en peu de temps, n'avoir de rivale que dans la flotte anglaise. « Notre avenir est sur les flots », disait l'Empereur dans un discours retentissant. Les armements et les effectifs de l'armée de terre étaient augmentés à outrance. Les Allemands étaient imbus de la supériorité de la race germanique.

Hélas ! beaucoup de nos intellectuels, et des plus officiels, avaient admis cette thèse. La philosophie, l'histoire, les sciences semblaient s'être donné le mot pour stimuler leur incommensurable orgueil. Pendant les dix années qui précèdent le conflit actuel, l'Allemagne, tout entière en armes à côté de son Gouvernement, fit peser sur le monde la menace terrible : elle se dressa contre la France au sujet du Maroc, elle prépara en Afrique, en Turquie, en Chine, sur les routes des Océans vers Panama, l'extension de sa puissance inassouvie et « tentaculaire ».

SECTION II

L'Allemagne contre la France au Maroc et au Congo.

Le 8 avril et le 3 octobre 1904, la France signait, avec l'Angleterre et l'Espagne, des accords relatifs au Maroc (1). Nos intérêts économiques dans ce pays, sans égaler ceux de l'Angleterre, étaient considérables. A cette époque, le commerce de la

---

(1) Voir pour les textes concernant traités et accords marocains M. Rouard de Card : *Documents diplomatiques pour servir à l'étude de la question marocaine*, 1911 ; *Traités et accords concernant le protectorat de la France au Maroc*, 1914, Paris, Pedone et Gamber.

France et de l'Algérie avec le Maroc était de 32 millions, celui de l'Angleterre de 41 millions. En 1910, notre commerce passait à 51 millions. Mais notre intérêt politique était hors de toute discussion. Pour la sûreté de l'Algérie, il nous fallait au Maroc une situation stable qui nous permit de nous opposer à toute ingérence étrangère. Nous avions cru l'obtenir par les accords précités, précédés d'une entente avec l'Italie en 1900 et 1902.

L'Allemagne sembla d'abord ne pas prendre ombrage de ces négociations. M. de Bülow disait au Reichstag que les intérêts économiques de l'Empire étaient sauvegardés et l'indépendance du Maroc hors de question. Au début de 1905, cette opinion changea et l'Empereur, débarquant à Tanger le 31 mars 1905, prononça un discours où il parlait de l' « indépendance » du Sultan, « souverain absolument libre », et où il lui conseillait de n'appliquer les réformes (présentées par nous) « qu'avec beaucoup de précaution ».

Quelles étaient les causes de ce changement soudain? On a parlé de visées allemandes sur le Maroc. Sans doute, une partie de la presse menée par la *Deutsche Kolonialgesselschaft* avait dévoilé ses ambitions. M. Irving Fischer réclamait le Sous ; il y voyait une région propice à la colonisation et à une base navale importante. Il est cependant probable que le Gouvernement impérial ne se jugeait pas encore de taille à faire accepter semblable conquête par l'Angleterre. Mais il était dési-

reux d'infliger un échec sérieux à la politique « d'encerclement » (1) que la France adoptait à son égard depuis 1900. Et pour réussir dans cette tentative, il saisissait l'occasion de la défaite des Russes en Extrême-Orient.

Sur les instances du comte de Tattenbach, envoyé en mission spéciale auprès de lui, le Sultan réclamait une conférence internationale qui examinerait les propositions françaises. C'était faire droit aux demandes de l'Allemagne. M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, était d'avis de refuser le principe d'une conférence. Le Gouvernement pensait autrement. M. Delcassé se retirait et M. Rouvier lui succédait.

Pour démontrer le bien-fondé de son intervention, l'Allemagne nous accusait de préparer la tunisification du Maroc, de violer l'article 17 de la Convention Internationale de 1880 et d'avoir voulu nous faire passer auprès du Sultan comme les délégués de l'Europe. Il est inutile de montrer l'insanité de cette dernière imputation qui eût mis à notre charge non-seulement une indélicatesse, mais une sottise. Quant à la Convention de 1880 (2), elle avait trait exclusivement au Droit de Protection, et l'article 17, qui portait la clause de la nation la

---

(1) Le mot est de M. Delcassé.

(2) Voir l'article de M. A. de Lapradelle, *La convention de 1880* (*Revue politique et parlementaire* du 10 mars 1906).

plus favorisée, s'appliquait uniquement à l'exercice du droit de protection. Enfin, nos assurances de liberté commerciale, d'intégrité de l'Empire chérifien disaient la fausseté de notre soi-disant projet de tunisifier le Maroc.

N'importe, la France, désarmée, avait accepté le projet de la conférence, mais sous la condition que ses droits conventionnels ne subiraient aucune atteinte et que le programme des questions à discuter serait fixé par avance. Cela fit l'objet des accords du 8 juillet et du 28 septembre 1905. M. de Radolin disait à M. Rouvier : « Allez donc à la Conférence, autant nous sommes intraitables sur ce point, autant nous trouverons des arrangements ensuite ».

La Conférence s'ouvrit à Algésiras en janvier 1906, et, pendant toute la durée des négociations, la diplomatie allemande donna au monde les preuves de son intransigeance et de sa duplicité. Elle fit tant et si bien, qu'elle réussit à mettre contre elle l'ensemble des puissances qui devaient plus tard mener la lutte actuelle, et quelques autres encore. Les Etats-Unis et l'Espagne nous devinrent favorables. L'Autriche elle-même essaya parfois de fausser compagnie à son alliée.

Dès le début des pourparlers, le comte de Tattenbach, faisant bon marché de l'accord franco-anglais (nous savons le cas que font les Allemands des traités qui les gênent), disait à M. Nicolson, représentant de la Grande-Bretagne : « Vous avez recueilli de cet accord le bénéfice qui vous revenait.

La conférence vous offre une occasion unique de reprendre votre liberté. Profitez-en et arrangeons-nous » (1). Une autre fois, renseignée par le même plénipotentiaire, l'Agence Wolff lançait un télégramme tendancieux qui aurait pu nous desservir gravement (2). Enfin, mettant à profit la chute du ministère Rouvier, l'interrègne ministériel et le flottement qui s'ensuivait, l'Allemagne essayait contre nous une vaste campagne de chantage. Ses ambassadeurs nous dépeignaient comme restant isolés à la Conférence à cause de notre mauvais vouloir, alors que nous étions les seuls à avoir fait des concessions (3). Elle essayait de dresser contre nous les ambitions espagnoles, mais au total, si elle nous forçait à restreindre à deux les quatre parts que nous demandions dans la Banque et à subir la création d'un inspecteur, nous gardions la police, de concert il est vrai avec l'Espagne. Le gros échec, pour la France, avait été d'accepter le principe de la Conférence; ironique retour des choses, celle-ci contraignait maintenant l'Allemagne à rabattre ses prétentions. M. de Bülow, dans son discours au Reichstag, se disait satisfait du résultat : la presse allemande, en général, était déçue. Il était évident que si la France avait plié au début, elle avait vu se reformer autour d'elle l'union des puissances

(1) A. Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*, p. 148.
(2) A. Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*, p. 167.
(3) A. Tardieu, *op. cit.*, pp. 309 et suiv.

à l'influence desquelles l'Allemagne aurait désiré la soustraire en lui montrant l'inanité de leur concours.

Pendant les deux années suivantes, l'Empire allemand nous surveilla jalousement dans notre mission de police. L'incident des déserteurs de Casablanca, les difficultés que nous éprouvâmes pour faire reconnaître Moulay-Hafid jalonnèrent cette étape. Mais trois mois après, le 9 février 1909, un accord était signé par M. Jules Cambon et M. de Schœn.

Voici le texte de la déclaration signée à Berlin :

« Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement impérial allemand, animés d'un égal désir de faciliter l'exécution de l'Acte d'Algésiras, sont convenus de préciser la portée qu'ils attachent à ses clauses, en vue d'éviter toute cause de malentendus entre eux dans l'avenir.

« En conséquence :

« Le Gouvernement de la République française, entièrement attaché au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'Empire chérifien, résolu à ne pas y entraver les intérêts commerciaux et industriels allemands.

« Et le Gouvernement impérial allemand ne poursuivant que des intérêts économiques au Maroc, reconnaissant d'autre part que les intérêts politiques particuliers de la France y sont étroitement liés à la consolidation de l'ordre et de la paix intérieure et décidé à ne pas les entraver.

« Déclarent qu'ils ne poursuivront et n'encoura-

geront aucune mesure de nature à créer en leur faveur ou en faveur d'une puissance quelconque un privilège économique; et qu'ils chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise ».

Quelle était la cause de ce revirement de politique? Il faut la chercher en partie dans la question d'Orient. L'Autriche, qui venait de rouvrir celle-ci à son profit par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, essayait d'obtenir les bonnes grâces de la France en reconnaissant Moulay-Hafid et en ne réclamant pas le déserteur autrichien arrêté à Casablanca. Pour parer à toute nouvelle divergence de vue entre elle et son alliée, l'Allemagne jugeait adroit de s'entendre avec nous. La manœuvre était encore habile en ce sens que, du seul fait du traité, l'Allemagne se faisait reconnaître par nous un droit spécial nouveau, autre que celui qu'elle devait à l'Acte d'Algésiras. Cet accord semblait plein de promesses pour l'Empire qui y voyait l'aurore d'une période d'ententes et d'affaires profitables. En France il était seulement considéré comme le terme d'une série d'ennuis extérieurs.

La Société l' « Union Minière », qui datait de 1907 et était formée de capitalistes français, allemands, anglais, espagnols et portugais, ne put, même après l'accord de 1909, réaliser ses projets. Son œuvre était entravée par les frères Mannesmann, sujets allemands, qui avaient obtenu des concessions du Sultan et que Berlin ne put faire

renoncer à leurs prétentions, ensuite par le défaut de promulgation du règlement minier, prévu par l'Acte d'Algésiras. Au sujet des travaux publics aussi bien que des chemins de fer, aucune entente n'arrivait à se produire (1).

L'accord de 1909 avait été étendu au Congo, comme on le verra en étudiant la colonie du Cameroun, et un projet de consortium anglo-franco-allemand s'était fait jour. Ce projet, après avoir contribué à ébranler le cabinet Briand, était enterré par le cabinet Monis. Des pourparlers au sujet d'un chemin de fer Congo-Cameroun étaient également interrompus par une fin de non-recevoir du Gouvernement français. Ainsi, les bénéfices escomptés par l'Allemagne se trouvaient volatilisés. L'accord n'avait pas été fructueux.

Cependant, la France qui avait trop tardé à user de ses droits auprès du Sultan se voyait acculée en 1911 à la marche sur Fez par une insurrection grandissante. Cette intervention, qui devait amener fatalement un changement de notre politique vis-à-vis du Maroc, ajoutée aux déconvenues qu'elle venait de subir, lançait l'Allemagne dans une détermination nouvelle.

M. Cambon avait une entrevue à Kissingen avec M. de Kiderlen, ministre des Affaires étrangères.

L'Allemagne, en présence de la situation nouvelle,

---

(1) A. Tardieu, *Le mystère d'Agadir*, pp. 44, 59, 74.

réclamait des compensations. Le ministère français tombait le 24 juin; le 28, le ministère Caillaux était constitué et le 1er juillet, à midi, l'ambassadeur d'Allemagne venait annoncer à M. de Selves l'envoi du torpilleur *Panther* à Agadir. Le véritable mobile de cet « acte inamical » était de montrer au nouveau ministère que l'Allemagne entendait terminer au plus vite la conservation engagée, et y introduire un fait nouveau à son avantage. Mais l'Angleterre intervint alors, et par un discours de M. Lloyd George, enleva à l'Empire tout espoir de s'établir au Maroc (1). Cela mécontenta beaucoup une fraction de la presse germanique qui rêvait déjà un établissement dans le Sous et d'une base navale à Agadir. Ce n'est pas que les intérêts allemands au Maroc eussent beaucoup augmenté (la valeur des capitaux engagés et des maisons de commerce au Maroc était de 12.500.000 francs en 1905 et le commerce allemand ne s'élevait de 10.000.000 en 1903 qu'à 13.000.000 en 1910) (2). Mais les Allemands se croyaient déjà tout permis tant ils étaient imbus de leur supériorité et fiers de leur force. Après quatre mois de pourparlers, le 11 novembre 1911, un accord intervenait : dans la première partie de la convention, le Gouvernement allemand déclarait

---

(1) 21 juillet 1911. Voir traduction de ce discours A. Tardieu, *Le Mystère d'Agadir*, p. 462.

(2) *Les intérêts français et les intérêts allemands au Maroc*, C. Fidel, 1905.

que, poursuivant au Maroc des intérêts économiques seulement, il n'entraverait pas l'action politique de la France (1). En retour « des droits de protection ainsi reconnus sur l'Empire chérifien » (2), la France cédait à l'Allemagne 270.000 kilomètres carrés du Congo français. Et les Allemands n'étaient pas satisfaits. M. de Lindequist, qui avait succédé à M. Dernburg au ministère des Colonies, donnait sa démission. La question n'était pas encore réglée; le principe de la liberté commerciale restait, pour l'Allemagne, un chapitre d'incessantes réclamations auxquelles la guerre seule a pu mettre un terme.

Ainsi, c'est d'une manière brutale que l'Empire a pratiqué contre la France sa politique ambitieuse et conquérante, mise en échec par l'intervention de l'Angleterre.

On verra maintenant l'Allemagne agir en Afrique, en Turquie et en Extrême-Orient par des voies détournées : elle va se servir habilement de la pénétration économique pour poser ses jalons et n'avoir plus, ensuite, qu'à cueillir le fruit mûr.

---

(1) Rouard de Card, *Traité et accords concernant le protectorat de la France au Maroc*, p. 12.

(2) *Id.*, p. 13.

SECTION III

L'Allemagne dans l'Afrique australe et centrale.

Devant l'obstination de l'Angleterre, l'Allemagne avait renoncé en 1885 à la baie de Sainte-Lucie. Depuis lors, elle n'avait jamais abandonné ses visées sur les populations hollandaises du Transwaal et de l'Orange. On se souvient du retentissant télégramme envoyé par Guillaume II au président Krüger en 1897 pour le féliciter d'avoir repoussé le raid Jameson. Lorsque les petites républiques entrèrent en guerre contre le Royaume-Uni, l'Empire allemand leur envoya subsides et munitions, mais n'osa pas intervenir plus efficacement que par un discours du Chancelier. Les Boërs avaient oublié cet abandon et beaucoup d'entre eux se laissaient encore séduire par les fallacieuses promesses de l'Allemagne. Le colonel Maritz s'était entendu avec le gouverneur du Sud-Ouest Africain pour fomenter une révolte dans l'Union sud-africaine, en cas de guerre anglo-allemande, et l'Empire espérait, à la faveur de ce mouvement, s'emparer des riches territoires diamantifères. Un embranchement stratégique du chemin de fer de Lüderitzbucht à Keetmanshoop gagnait Kalkfontein dans les environs du fleuve Orange, en direction de Prieska, sur le réseau anglais du Cap. Ces projets n'ont échoué

que grâce à la loyauté et à l'habileté du général Botha.

L'Angleterre n'était pas seulement menacée dans le Sud : l'Allemagne allait s'opposer dans l'Afrique Centrale au grand projet du Cap au Caire : elle était sur le point de réaliser la première une voie transversale de l'Océan Indien à l'Atlantique. Pour asseoir son ambition elle s'attaqua à la France et chercha à s'immiscer dans le Congo belge et l'Angola portugais. Le Cameroun, l'Afrique Orientale, le Sud-Ouest Africain étaient les trois points d'où son effort allait converger vers le Centre Africain. Le 4 novembre 1911, le traité franco-allemand ouvrait à l'Allemagne deux portes sur le Congo belge : à Zinga, sur l'Oubangui, à Bonga, sur le Congo. Comment allait-elle essayer de réaliser ses aspirations? Quel serait son moyen de conquête? Un seul pouvait s'employer sans attirer brutalement l'attention des intéressés : la voie ferrée, instrument de pénétration économique qui lui permettrait de se rendre maîtresse du commerce intérieur et préparerait le chemin à la conquête politique. Depuis quelques années déjà la construction des chemins de fer était activement poursuivie au Sud-Ouest et en Afrique Orientale. Le 1er février 1914 le rail allemand atteignait Kigoma, sur le Tanganyika, reliant ainsi le Congo belge à Dar-es-Salam, sur l'Océan Indien. La flotte allemande du Tanganyika assurait le monopole du commerce sur ce lac à la colonie de l'Est Africain. Par la ligne belge d'Albert-

ville à Kabalo, par le cours du Lualaba, par la ligne anglo-belge de Bakama à Kambove, le Katanga belge et ses richesses minières seraient drainés vers Dar-es-Salam, car le trajet ne durerait que trois ou quatre jours, alors qu'il en faut trente par la ligne du Congo vers Matadi.

De Lobitobay, un consortium anglo-portugais avait obtenu la concession d'une ligne vers Kambove, par Dilolo. Cette voie serait la plus courte vers le Katanga et la plus économique puisqu'elle évitait le canal de Suez. L'Allemagne parvenait à s'entendre avec l'Angleterre pour se réserver l'Angola comme zone d'influence. Elle obtenait une participation de 75 millions dans la ligne projetée dont elle devenait ainsi maîtresse (1). Bientôt donc, de Dar-es-Salam à Lobitobay, l'Allemagne aurait eu son transafricain. De Tsumeb dans le Sud-Ouest, une ligne aurait été dirigée sur Mossamédés, une autre sur Kazoungoula, sur le Zambèze. Enfin, pour achever l'encerclement l'Allemagne, qui nous avait fait hypothéquer en 1911 notre droit de préemption

---

(1) Voir sur ce sujet : C. Fidel, *L'emprise allemande sur l'Afrique équatoriale et centrale* (dans la *Revue des questions coloniales et maritimes*, mars 1914) ; — Baron Hulot, *Les projets de l'Allemagne en Afrique* (*Bulletin de la Société de Géographie*, juillet 1915) ; — M. Salesses, *Les chemins de fer africains* (*Bulletin de la Société de Géographie*, avril et mai 1914) ; — P. Alype, *La provocation allemande aux colonies*, p. 81 : « La politique des chemins de fer ».

sur le Congo belge, allait faire prolonger la ligne de Douala au Nyong, jusqu'à Ouesso d'un côté, de l'autre jusqu'à Zinga sur l'Oubangui, visant Nouvelle Anvers sur le Congo et rejoignant par ce fleuve le lac Tanganyika et la ligne de l'Afrique Orientale. Ces projets colossaux ne doivent pas étonner. L'Allemagne les avait déjà réalisés en partie, et la rapidité avec laquelle elle l'avait fait semble prouver que leur achèvement n'eût pas tardé. En 1904, elle possédait en Afrique 500 kilomètres de voies ferrées, 1.988 en 1908, et 4.177 en 1914. Avec le complément de ces travaux, l'Allemagne se fut trouvée en possession du commerce de l'Afrique centrale et maîtresse absolue de ses communications et de ses débouchés : l'emprise politique devait suivre fatalement cette invasion économique.

Enfin, au moment de la marche sur Paris, alors que rien, semblait-il, n'arrêterait l'envahisseur, l'ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis dévoilait les visées de l'Empire sur nos colonies de l'Afrique du Nord (1). Telles étaient les ambitions germaniques sur le continent noir !

---

(1) Voir P. Alype, *La provocation allemande aux colonies*, pp. 143 et suiv. : « Le problème libérien et les visées allemandes ».

SECTION IV

L'Allemagne et la Turquie.

Dès 1898, lors de son voyage à Constantinople et à Jérusalem, Guillaume II plaçait les jalons de son influence en Orient. Quand la Révolution jeune-turque eut déposé Abdul-Hamid, les ingérences de Berlin devinrent plus faciles encore. Des officiers allemands allaient instruire l'armée turque. Von der Goltz était depuis longtemps chargé de sa réorganisation. Les secours financiers étaient accordés par les banques de l'Empire. A la suite d'accords avec des Sociétés anglaises et françaises, l'Allemagne obtenait pour elle seule la ligne de Constantinople à Bagdad et Bassora, sur le golfe Persique, et la concession du port d'Alexandrette sur la Méditerranée. C'était la main-mise absolue de l'Empire sur les riches territoires de la Mésopotamie, la liaison directe entre Hambourg, Berlin, Vienne, Constantinople, Bagdad et l'Océan Indien. Mais la guerre d'Orient survenait; la Turquie fut vaincue et l'Allemagne vit se dresser devant son ambition le Monténégro, la Serbie et la Roumanie. Le désir de détruire cette ligue hostile fut une des causes de la guerre européenne. Nonobstant cette barrière l'Allemagne resserra son étreinte sur la Turquie. Inféodée économiquement à l'Empire, ayant livré asile au *Gœben* et au *Breslau*, ayant une armée

pleine d'instructeurs allemands, la Turquie se laissa conduire à la guerre. Aujourd'hui, par l'écrasement de nos alliés serbes, par la défaite de la Roumanie, l'Allemagne a, de nouveau, la route libre vers la Turquie d'Asie ; celle-ci n'est plus qu'une dépendance de l'Empire; mais il est permis d'espérer qu'il en sera bientôt de cette ambition coloniale comme des autres et que les Alliés couperont sur la route de Constantinople les tentacules germaniques.

SECTION V

L'Allemagne en Extrême-Orient et sur les Océans.

Avec son établissement de Tsing-Tao comme centre, l'Allemagne avait essayé de rayonner dans la Chine du Nord. Une voie ferrée unissait Tsing-Tao à Tsinanfou sur le chemin de fer de Tien-Tsin à Nankin et tout le commerce du Chan-Toung convergeait sur le protectorat allemand. Néanmoins, cet établissement avait valu à l'Allemagne l'inimitié du Japon, et cette hostilité voisine et puissante portait ombrage à l'extension impériale.

Dans les eaux du Pacifique, les archipels allemands servaient de points d'appui et de relâche. Les Samoa étaient une étape sur la route de Panama: mais le port d'Apia était concurrencé par celui de Papeete, capitale de nos établissements d'Océanie.

Aussi, cette ville ouverte fut-elle bombardée par l'escadre de von Spee!

Personne n'ignore les projets pangermanistes sur la Hollande et ses colonies: les îles de la Sonde, ces îles merveilleuses dont les richesses excitaient la convoitise allemande. L'Indo-Chine devait nous être enlevée comme nos autres colonies. N'étions-nous pas un peuple en décadence et ne fallait-il pas transmettre nos possessions à la Germanie active, généreuse, et protégée par son vieux Dieu!

SECTION VI

L'hégémonie mondiale.

L'Empire fondait encore de grands espoirs : sur les masses de population germanique, émigrées au dernier siècle en Amérique, principalement aux Etats-Unis et dans le Brésil. Depuis son essor incontesté, ces émigrés avaient resserré le lien, d'abord relâché, qui les unissait à leur pays d'origine. On a vu quelle était leur influence aux Etats-Unis pendant le conflit actuel.

Ainsi, l'Allemagne étendait sur le monde les mailles d'un gigantesque filet; « elle pratiquait sa politique d'expansion, dit M. C. Fidel (1), à l'aide

---

(1) C. Fidel, *L'Allemagne d'outre-mer. Grandeur et décadence*, p. 52.

d'une organisation perfectionnée de son exportation, d'une marine marchande puissante, d'un réseau mondial de maisons de commerce, d'agences, d'importantes entreprises commerciales, industrielles, bancaires, de chemins de fer. Elle établissait dans certains pays particulièrement convoités son emprise économique, en vue de préparer graduellement leur absorption politique, à l'abri de sa flotte de guerre et de son armée redoutables.

Le temps n'était plus où l'on devait ménager les uns et les autres. Les Allemands disaient bien haut leurs ambitions par la voix des Mohr (1), des Hartmann (2), des Rohrbach (3). Ils émettaient une théorie que M. Fidel formule ainsi : « Une grande puissance doit disposer dans différentes parties du monde de territoires d'une étendue proportionnelle au nombre de ses habitants et à sa force d'expansion (4) ». Le *Deutsche Kolonialzeitung* et la *Kolonial Zeitschrift* étaient les organes du parti colonial. Ces feuilles, protestant contre les tarifs différentiels de nos colonies, disaient : « Toute politique d'exclusion impose aux nations lésées le devoir de se tenir

---

(1) *Grosstaat und Weltpolitik*, de P. Mohr, dans *Mitteilungen vom technischen Komitee*, Berlin, 25 sept. 1910.

(2) *Krieg oder Frieden mit England*, de G. Hartmann, dans *Koloniale Zeitschrift*, mars et avril 1912.

(3) *Warum deutsche Weltpolitik*, de P. Rohrbach, dans *Berliner Bœrsen Courier*, 31 janvier 1914.

(4) G. Fidel, *L'Allemagne d'outre-mer*, p. 42.

prêtes et, en cas de nécessité, de conquérir par les armes la situation économique mondiale à laquelle leur donnent droit leur culture, leur industrie, leur navigation et leur commerce (1). Il était impossible, en de pareilles conditions, que le conflit n'éclatât pas un jour prochain...

Le conflit est venu : on va voir ce que l'Allemagne avait fait de ses colonies et comment la guerre coloniale, heureuse pour les Alliés, a fauché les ambitions de ce peuple de proie.

---

(1) C. Fidel, *L'Allemagne d'outre-mer*, pp. 49 et 50.

CHAPITRE II

Les Colonies allemandes.

SECTION PREMIÈRE

Le Togo.

Le 5 juillet 1884, le docteur Nachtigal arborait le drapeau allemand sur la côte du Togo. Ses voyages précédents, en Afrique Centrale, avaient rendu cet explorateur célèbre, et il revenait chargé d'une mission d'Etat. Pour précéder les Anglais sur les dernières terres libres du golfe de Guinée, il fallait se hâter. Bismarck jugeait le moment opportun de déclarer le protectorat de l'Empire sur les côtes du Togo et du futur Cameroun où quelques comptoirs avaient été fondés par des négociants de Hambourg et de Brême. Le Royaume-Uni protestait contre cette prise de possession, mais il l'acceptait. Le premier accord entre les deux Etats au sujet des limites de leurs terres contigües avait lieu en 1885,

après la Conférence de Berlin. Depuis lors des remaniements de frontières nombreux s'étaient succédés en 1886, 1894, 1900, 1901, 1904, 1909, soit avec la France, soit avec l'Angleterre.

Issu de ces négociations multiples, le Togo, en 1904, mesurait 87.200 kilomètres carrés. De forme allongée, comptant 550 kilomètres du nord au sud et une moyenne de 150 kilomètres de l'est à l'ouest, il était borné : au sud, par l'Océan Atlantique, à l'ouest, par la colonie anglaise de la Gold Coast, au nord et à l'est par le Dahomey. Il était situé entre les premier et troisième degré ouest du méridien de Paris et entre les sixième et douzième degrés de latitude nord, en pleine zone tropicale. Ses frontières lui étaient très défavorables. Le fleuve Monu, qui le séparait du Dahomey, était possession française sur les deux rives; les limites est et nord suivaient ensuite une ligne en grande partie arbitraire; à l'ouest également, les Anglais avaient conservé les deux rives du Volta; enfin, à quelque distance de la côte, la frontière quittait ce fleuve et, après un crochet artificiel, elle s'infléchissait à l'est et atteignait la mer à Lomé, de telle sorte que le Togo avait à peine 50 kilomètres d'ouverture sur l'Océan.

Les grands fleuves débouchaient tous en territoire étranger, tels le Monu et l'Oti, affluent du Volta; il n'y avait donc pas de voies de communications naturelles directes entre l'hinterland et la côte. Néanmoins, le pays n'offrait pas de difficultés

insurmontables, étant d'un faible relief. La principale élévation court du sud-ouest au nord-est et dépasse rarement 700 mètres. Atakpamé, située au pied est des monts Togo, se trouve à 200 mètres d'altitude, Jendi et Sansané-Mangu, au nord-ouest et au nord, sont à 150 mètres

Le pays offre ainsi trois régions distinctes : la zone côtière, la zone des montagnes et la zone nord. La côte est basse, d'un abord difficile. Elle renferme une lagune intérieure, le lac Togo : Il a fallu de gros travaux pour élever un wharf à Lomé. Le climat côtier est très sec. On explique ce phénomène par l'influence des courants marins froids qui, s'élevant des profondeurs, viennent à la surface, aux abords de la côte et condensent l'humidité des courants atmosphériques avant que ceux-ci aient atteint le continent. Les autres régions du Togo sont un peu mieux arrosées; cependant c'est un pays pauvre en pluies. L'aspect général du territoire s'en ressent. On n'y trouve guère que le steppe tropical, planté de palmiers aux bords de l'Océan, et au delà, couvert d'herbes et de buissons ou parsemé d'arbres, parmi lesquels l'adamonia gigantesque. L'eau manque totalement pendant la saison sèche, d'octobre à avril : les fleuves tarissent, sauf le Volta. Cela rend très mauvaises les conditions hygièniques; c'est la porte ouverte à la dysenterie. Sous ce climat tropical, que le relief trop faible n'atténue pas, la malaria sévit de façon endémique. Il faut lutter contre les moustiques, et la terrible tsétsé infeste la région côtière.

La contrée la plus saine est le district nord de Sansane-Mangu... plus arrosé, il est plus fertile et plus peuplé; libre de tsétsé; on y fait de l'élevage.

Il est évident qu'un pareil climat n'est pas favorable à la colonisation blanche : à peine comptait-on au Togo, en 1916 : 363 blancs, dont 327 Allemands. La population indigène est au contraire relativement nombreuse. Elle s'élève à 1.000.000 d'âmes, dont 229.000 dans la région du nord. Ce sont des nègres du Soudan et des nègres Bantous, teintés d'islamisme, du côté de Sansane-Mangu. De toutes les populations côtières de l'Afrique Occidentale, c'est une des plus travailleuses et des plus intelligentes. Elle est très docile et demeure dans les villages assez bien tenus.

Les ressources minières du Togo ne semblent pas abondantes. On a seulement découvert à Banjéli, près de Bassari, des couches de minerai de fer. Elles sont, paraît-il, à fleur de terre et renferment 50 % de métal. L'exploitation serait facile, la région étant peuplée; mais il faudrait que la voie ferrée soit prolongée jusque-là.

La faune est pauvre; l'élevage pratiqué dans l'arrière-pays, au nord, suffit aux besoins de la région. La principale richesse du Togo consiste dans les produits de son sol. La récolte de palme à huile y est satisfaisante sur la côte; la culture du maïs y fut très florissante, mais elle descendit aussi vite qu'elle avait monté. Le caoutchouc, le cacao, le sisal, le kola sont exportés en assez fortes quanti-

tés. Le coton y fut introduit par les soins du Comité colonial économique : rien ne s'oppose à son développement, sauf l'ignorance de la population. Seuls, les nègres peuvent travailler sous le climat du Togo, et comme ils sont nombreux, s'ils travaillaient à la culture du coton, du palmier à huile et du sisal, les résultats pourraient être très beaux. Dans ce but, le Comité colonial avait institué à Misahöhe une école d'agriculture où les nègres venaient s'instruire; un grand progrès consisterait dans le remplacement de la pioche par la charrue pour le labourage; cela serait facile dans le nord où l'on fait l'élevage des bœufs.

Les fleuves du Togo s'ouvraient tous en territoire étranger. Pour reconquérir le débouché des produits les Allemands ont construit un réseau de routes où l'on peut circuler à motocyclette et où le charroi peut se faire à l'aide de petites voitures à bras. Ils ont été servis dans ce dessein par la faible altitude du pays. Mais ils ne se sont pas contentés de ce premier résultat et ils ont construit des voies ferrées. La première ligne dessert la côte sur une longueur de 45 kilomètres entre Lomé et Anecho par Bagida, Porte-Seguro, Kpme. Cette voie fut achevée en 1905. En 1907, on construisit Lomé à Misahöhe, d'une longueur de 123 kilomètres, et en 1911, Lomé à Atakpamé, d'une longueur de 160 kilomètres. Cette dernière ligne demande à être continuée, au moins jusqu'à Bassari, centre d'une foire importante, pour unir complètement l'arrière-

pays à la côte. Tel quel, le réseau routier et ferré rendait de grands services.

Le Togo, dont la capitale était Lomé, était divisé en huit cercles administratifs, sous la haute autorité d'un gouverneur, assisté d'un conseil colonial purement consultatif. Les chefs de district étaient nommés par le gouverneur et reliés à la capitale par un réseau téléphonique. Deux stations de télégraphie sans fil, l'une à Atakpamé, l'autre à Kamina, dans la même région, et que les Allemands croyaient ignorées de nous, avaient été construites. Deux officiers et six gradés allemands formaient les cadres d'une troupe de police de cinq cents indigènes. Le Togo se reposait sur la force armée du Cameroun. Quand la guerre éclata le Togo était la colonie allemande relativement la plus prospère : elle était la seule à ne plus recourir à la subvention impériale pour équilibrer son budget.

Voici une statistique montrant l'augmentation des recettes financières (1) :

	Recettes ordinaires.	Subvention impériale.
1901	1.000.000 de marks	500.000 marks
1902	1.100.000 »	300.000 »
1903	1.100.000 »	1.100.000 »

(1) Dr Rohrbach, *Das Deutsche Kolonialwesen*, pp. 148 et 152. — Les statistiques, citées d'après l'ouvrage du Dr Rohrbach, proviennent du *Jahresbericht über die Entwickelung der deutschen Schutzgebiete*, document officiel publié à Berlin, par Mittler.

1904	1.600.000	»	néant
1905	1.100.000	»	»
1906	1.600.000	»	»
1907	1.800.000	»	»
1908	2.100.000	»	»
1909	2.600.000	»	»
1910	2.500.000	»	»
1911	2.900.000	»	»

Les chiffres suivants disent l'accroissement des voies ferrées :

1905	45 kil.
1907	168 kil.
1914	331 kil. ayant coûtés à

l'Etat 17.400.000 marks de participation ainsi répartis :

1904	2.700.000
1905	3.800.000
1906	900.000
1907	100.000
1908	2.200.000
1909	4.300.000
1910	3.300.000
1911	100.000

Quant au commerce du Togo, le tableau suivant, en marks, fera voir sa marche ascendante :

	Importations.	Exportations.	Total.
1900	3.500.000	3.100.000	6.600.000
1901	4.700.000	3.700.000	8.400.000
1902	6.200.000	4.200.000	10.400.000

1903	6.100.000	3.600.000	9.700.000
1904	6.900.000	3.600.000	10.500.000
1905	7.800.000	4.000.000	11.800.000
1906	6.400.000	4.200.000	10.600.000
1907	6.700.000	5.900.000	12.600.000
1908	8.500.000	6.900.000	15.400.000
1909	11.200.000	7.400.000	18.600.000
»	»	»	»
1911	»	»	23.600.000
1912	»	»	26.700.000

Une comparaison des chiffres globaux du commerce du Togo avec ceux du Dahomey, comparaison empruntée à M. C. Fidel, donnera une idée plus exacte de la capacité de ces pays (1).

	1905	1911	1912
Togo	11,717.000 fr.	23.671.000 fr.	26.731.000 fr.
Dahomey	18.367.000 fr.	41.632.000 fr.	41.761.000 fr.

Le Togo ne possédait ni l'étendue, ni les ressources du Dahomey; mais il se développait régulièrement. Les causes de cette prospérité résidaient dans la pénétration par les chemins de fer et dans l'abondance des produits du pays. Ceux-ci sont soumis à l'influence du climat et les années où l'on constate une baisse des exportations sont des années de sécheresse; deux fois par mois le courrier allemand

(1) C. Fidel, *L'Allemagne d'outre-mer*, p. 32.

passait à Lomé. Un câble spécial reliait cette ville à l'Allemagne et au Cameroun. Les nègres du Togo, très portés à user des produits de notre civilisation, faisaient d'assez gros achats, et c'est ce qui explique le chiffre relativement élevé des importations dans un pays où vivent à peine 350 blancs. Il ne faut cependant pas négliger dans le total des importations le matériel qui servit à la construction et à l'exploitation des chemins de fer et qui forme un chiffre important.

Le Togo se suffisait pour boucler son budget, et l'on fondait en Allemagne de gros espoirs sur l'extension de la culture du coton, du sisal, du kolatier et du palmier à huile. En somme, si cette colonie n'avait pas en elle-même un immense avenir, le partage de ses dépouilles viendra enrichir et parachever la Gold-Coast anglaise et le Dahomey français.

SECTION II

Le Cameroun.

Quelques jours après avoir pris possession du Togo, le 14 juillet 1884, Nachtigal plantait encore le drapeau allemand sur la côte du golfe de Douala. Nouvelles protestations du Royaume-Uni. Non loin du golfe, sur les pentes du Mont Cameroun, s'élevait une ville anglaise, Victoria Station, et des mission-

naires anglais étaient établis depuis longtemps dans la région. Bismarck insistait, et les Anglais, alors occupés au Cap contre les Zoulous, cédèrent. Le 13 octobre 1884, le protectorat de l'Empire fut proclamé sur ce pays. Dès septembre de la même année, un arrangement avec la France fixa en gros les limites sud du côté du Gabon. Le 7 mai 1885, un traité avec l'Angleterre traça la frontière entre le Cameroun et la Nigéria, jusqu'à la rencontre du Cross River, à Nsanakanga. L'année suivante, on prolongea les limites jusqu'au Bénoué supérieur et le Royaume-Uni conserva l'importante place d'Yola. En 1890 et 1894, la France et l'Angleterre accordèrent à l'Allemagne une pointe de territoire jusqu'au Tchad. La France conservait Binder et Léré. Au nord-est de ces stations, la pointe du Cameroun allemand, qui s'étendait jusqu'au Chari, portait le nom de bec de canard, à cause de sa forme bizarre. Vers l'Oubangui et le Congo français, le Cameroun était arrêté à Mbassaï et Koundé, et il rejoignait au sud-est la ligne frontière tirée du coin nord-est de la Guinée espagnole, à hauteur de Ouesso, au confluent de la Ngoko et de la Sangha. l'Espagne, en 1901, accorda à l'Empire allemand un droit de préemption sur l'île de Fernando-Po, située en face du golfe de Douala. En 1902 seulement, une mission allemande, commandée par le lieutenant Pavel, parvint enfin sur le Tchad. De nouveaux remaniements eurent lieu avec l'Angleterre en 1903 et 1909; mais le Cameroun devint

pour l'Allemagne un sujet de disputes avec la France. Il faut remonter à l'origine coloniale de ce conflit dont on a précédemment parlé à propos du Maroc et que le traité de 1911 vint clôturer — pour peu de temps.

Le Congo français était une colonie sacrifiée (1) ; quelques chiffres, mieux que de longs rapports, le montreront facilement. Notre effort s'était porté dans l'hinterland, au Congo moyen, sur le Chari et l'Oubangui, mais nous avions par trop négligé la région côtière. Nous n'avions même pas occupé le pays que les traités nous avaient reconnus : en 1908, M. Albert Lebrun, alors ministre des colonies, était obligé de reconnaître ceci (2) : « Il y a deux ans, presque rien n'avait été fait au Congo. Au début de 1908, un cinquième à peine était occupé ». De 1895 à 1911, la métropole avait donné 423 millions, dont 179 d'emprunts garantis, à l'Afrique occidentale, et 79 millions seulement, dont 21 d'emprunts garantis, à l'Afrique équatoriale. La première avait 12.500 hommes de troupe, la seconde 5.460. Au Gabon, en 1904, il n'y avait qu'une seule compagnie de tirailleurs. Ainsi, 20 ans après l'Acte de Berlin, nous n'avions encore pas occupé notre domaine équatorial. Or, depuis 1899, le Gouvernement avait concédé à la compagnie de la

(1) A. Tardieu, *Le mystère d'Agadir*, p. 163.
(2) Chambre des députés, 14 décembre 1911.

Ngoko-Sangha un vaste territoire limitrophe du Cameroun allemand, en lui en garantissant la jouissance et le monopole et en réservant à la colonie les charges de la police générale du territoire. On vient de voir que celle-ci était inexistante. Il arriva ce qui devait arriver, surtout avec des voisins comme les Allemands. Dès 1899 et 1900, ceux-ci envahirent notre colonie dans la région de la Ngoko, sur une étendue de 600.000 hectares, et plus à l'ouest, dans le bassin de l'Ivindo, sur une étendue de 2.000.000 d'hectares. Ils établirent là 35 factoreries, vivant à plus de 100 kilomètres à l'intérieur de nos terres et faisant prendre aux récoltes le chemin du Cameroun. Cette région, très riche en caoutchouc, était absolument dévastée, car, incertains du lendemain, les pillards coupaient totalement les lianes et les tiges, pour avoir une récolte plus abondante. En 1904, se produisit l'incident de Missoum-Missoum, où six de nos tirailleurs trouvèrent la mort. Au cours de ces escarmouches, on saisit la correspondance de quelques Sociétés allemandes : « Le pays est français, écrivait un employé; mais si les Français viennent, ce seront sans doute des commerçants qui, n'ayant pas de sextant, ne pourront pas prouver aux Allemands qu'ils sont en territoire français (1) ». Et un autre : « Cette situation ne durera guère : alors, profitez-en et ramassez tout ce

(1) Commission du budget, 19 décembre 1910.

que vous pourrez (1) ». La Compagnie de la Ngoko se plaignit et introduisit des recours en Conseil d'Etat. Le 30 mars 1905, le cabinet Rouvier, qui ne voulait pas « d'affaires », fit renoncer la Compagnie à ses recours, en augmentant ses concessions. Et cependant, il ne s'agissait pas seulement de la violation de droits privés, un territoire français avait été envahi; l'honneur national se trouvait engagé. Mais c'était si loin, en pleine Afrique; on préférait jeter du lest. Cette reculade ne porta pas bonheur au Ministère. Le lendemain, le discours de Guillaume II à Tanger souleva l'orage marocain. Naturellement, l'envahissement allemand, devant notre faiblesse, continua, et le capitaine Cottes, en 1906, étant allé sur les lieux, fit un rapport sensationnel qui fut définitivement reconnu exact après de pénibles incidents (2). Les empiètements continuant sur son domaine concédé, la Compagnie fit de nouvelles réclamations. En 1908, un accord rectifia la frontière en faveur de l'Allemagne, sans mettre fin aux violations de notre territoire. Le Gouvernement avertit la Compagnie que les dommages devraient être payés désormais par l'Empire allemand, responsable de ses nationaux; mais il ne fit rien pour

---

(1) Commission du budget, 19 décembre 1910.

(2) P. Deschanel, Chambre des députés, 5 avril 1911, « Commission des affaires extérieures », 1er juillet 1908, Rapport Violette.

soutenir ses revendications et l'obligea même à renoncer à un procès intenté à Hambourg. Ne voyant venir aucune solution, la Compagnie s'adressa au Parlement. Devant l'intervention de la commission parlementaire des affaires extérieures, le Gouvernement se vit acculé. Que faire ? Il ne voulait, ni se mettre sur les bras, exactement comme en 1905, une affaire désagréable, ni se déjuger. L'accord franco-allemand du 8 février 1909 au sujet du Maroc venait d'être signé. Le 15 mai suivant, on émit l'idée de l'étendre à d'autres régions. Le dernier paragraphe de l'accord contenait ces lignes : les deux Gouvernements « chercheront à associer leurs nationaux dans les affaires, dont ceux-ci pourront obtenir l'entreprise. » N'était-ce pas là le subterfuge désiré ? On amena la Compagnie de la Ngoko-Sangha à l'idée d'un consortium franco-allemand où l'on règlerait les dommages à l'amiable. Le Gouvernement impérial accepta aussi cette solution, et, immédiatement, constitua une Société qui se mit en rapport avec la Ngoko. Des statuts furent élaborés. Alors intervint la lenteur de l'administration qui réclama les dossiers pour leur vérification ; puis il fallut l'approbation des Chambres. Après avoir traîné l'affaire en longueur, malgré les rappels incessants du groupe allemand, la Chambre repoussa le projet de consortium, sous l'action d'une campagne de presse, menée de pair par les socialistes et par des intérêts anglais. Dans l'année qui suivit, d'avril 1910 en 1911, de nouveaux

pourparlers furent engagés au sujet d'un chemin de fer Congo-Cameroun, mais le Gouvernement français se montra définitivement hostile à ce projet. C'est sur ces entrefaites que, nos difficultés avec l'Allemagne au Maroc se renouvelant, donnèrent lieu à l'incident d'Agadir, terminé le 4 novembre 1911 par le Traité franco-allemand qui céda une partie du Congo français. Donc, si les Allemands, empêchés de s'établir au Maroc par l'intervention de l'Angleterre, se sont retournés vers le Congo, c'est parce que, depuis longtemps, devant l'inertie du Gouvernement français, ils en avaient occupé et exploité une partie considérable et riche; c'est parce que, non seulement le Gouvernement français n'avait pas protesté contre cette usurpation, mais avait proposé un accord qui en couvrait les empiètements; c'est parce que l'échec de cette transaction n'avait pas mis un terme à l'invasion de notre colonie. Les fautes se paient et nous ne pouvions, en 1911, que subir les conséquences des fausses manœuvres précédentes.

Voici le texte de l'accord du 4 novembre 1911 (2e partie) :

ARTICLE PREMIER. — La France cède à l'Allemagne les territoires dont la limite est fixée comme il suit : la frontière partira du côté de l'Atlantique d'un point à fixer sur la rive orientale de la baie de Monda, vers l'embouchure de la Massolié; se dirigeant vers le nord-est, la frontière obliquera vers l'angle sud-est de la Guinée espagnole; elle coupera la rivière Ivondo à son confluent avec la Djoua, suivra cette rivière jusqu'à Madjingo (qui restera français), et de ce point se dirigera vers l'est pour aboutir au con-

fluent de la Ngoko et de la Shanga, au nord d'Ouesso; la frontière partira ensuite de la rivière Sangha, à un point situé au sud du centre d'Ouesso (qui reste français) à une distance de six kilomètres au moins et de douze kilomètres au plus de cette localité, suivant la disposition géographique des lieux. Elle obliquera vers le sud-ouest pour rejoindre la vallée de la Kandéko jusqu'à son confluent avec la Bokiba. Elle descendra celle-ci et la Likouala jusqu'à la rive droite du fleuve Congo. Elle suivra le fleuve Congo jusqu'à l'embouchure de la Sangha et de façon à occuper sur la rive du Congo une étendue de six à douze kilomètres, qui sera fixée suivant les conditions géographiques. Elle remontera la Sangha jusqu'à la Likouala-aux-Herbes, qu'elle suivra ensuite jusqu'au Botungo. Elle continuera ensuite du sud au nord, selno une direction à peu près droite jusqu'à Bera-Ngoko. Elle s'infléchira ensuite dans la direction du confluent de la Bodingué et de la Lobaye et descendra le cours de la Lobaye jusqu'à l'Oubangui, au nord de Mongoumba. Sur la rive droite de l'Oubangui, et suivant la disposition géographique des lieux, le territoire allemand sera déterminé de façon à s'étendre sur un espace de six kilomètres au moins et douze kilomètres au plus; la frontière remontera ensuite obliquement vers le nord-ouest, de façon à gagner la rivière Pama en un point à déterminer, à l'ouest de son confluent avec le Mbi, remontera la vallée de la Pama, puis rejoindra le Logone oriental à peu près à l'endroit où cette rivière rencontre le huitième parallèle à la hauteur de Goré. Elle suivra ensuite le cours du Logone vers le nord jusqu'à son confluent avec le Chari.

ART. 2. — L'Allemagne cède à la France les territoires situés au nord de la limite actuelle des possessions françaises dans les territoires du Tchad et compris entre le Chari à l'est, et le Logone à l'ouest.

ART. 3. — Dans le délai de six mois à compter de l'échange des ratifications de la présente convention, une Commission technique, dont les membres seront nommés en nombre égal par les deux gouvernements français et allemand, déterminera le tracé de la frontière dont l'indication générale résulte du texte des articles 1 et 2. Dans le délai de dix-huit mois à compter de la signature du procès-

verbal des travaux de la Commission technique, il sera procédé, d'un commun accord et le plus rapidement possible, à l'abornement des frontières, conformément audit procès-verbal, ainsi qu'à la désignation et à l'abornement des terrains loués à bail au gouvernement français, comme il est dit à l'article 8 ci-après.

ART. 4. — La Commission technique et les agents chargés de l'abornement dont il est parlé dans l'article précédent pourront tenir compte, d'un commun accord, de la configuration du terrain et des circonstances locales, telles que, par exemple, la facilité de la surveillance de la frontière ou la communauté de race de la population. Ils devront, autant que possible, faire suivre à la frontière les limites naturelles indiquées par les cours d'eau, et, dans le cas où la frontière couperait la direction des rivières, lui faire suivre la ligne du partage des eaux.

Les procès-verbaux de la Commission technique et ceux des agents d'abornement ne seront définitifs qu'après ratification des deux gouvernements.

ART. 5. — Les présents échanges de territoires sont faits dans les conditions où ces territoires se comportent au moment de la conclusion du présent accord, c'est-à-dire à charge par les deux gouvernements de respecter les concessions publiques et particulières qui ont pu être consenties par chacun d'eux. Les deux gouvernements se communiqueront le texte des actes par lesquels des concessions ont été accordées.

Le gouvernement allemand est substitué au gouvernement de la République française dans tous les avantages, droits et obligations résultant des actes dont il est parlé ci-dessus au regard des sociétés concessionnaires qui passeront sous la souveraineté, l'autorité et la juridiction de l'Etat allemand. Une convention spéciale règlera l'application des dispositions ci-dessus.

Il en sera de même pour l'Etat français au regard des concessions qui seraient situées dans les territoires qui passeront sous sa souveraineté, son autorité et sa juridiction.

ART. 6. — Le gouvernement allemand n'apportera aucun obstacle à l'exploitation et à l'entretien; aux travaux de réparation et de réfection de la ligne télégraphique fran-

çaise existant actuellement le long de l'Oubangui, et qui restera française sur tout son parcours au travers du territoire allemand. Les autorités allemandes pourront transmettre leurs communications par cette ligne dans des conditions qui seront réglées ultérieurement.

ART. 7. — Si le gouvernement français désire continuer, au travers du territoire allemand, un chemin de fer entre le Gabon et le Moyen-Congo, et entre cette dernière colonie et l'Oubangui-Chari, le gouvernement n'y mettra pas obstacle. Les études ainsi que les travaux se poursuivront suivant les arrangements qui seront faits, le moment venu, entre les deux gouvernements, le gouvernement allemand se réservant de faire connaître s'il voudrait prendre une part dans l'exécution de ces travaux sur son territoire. Si le gouvernement allemand désire continuer, sur les territoires français, un chemin de fer établi au Cameroun, le gouvernement français n'y mettra pas obstacle. Les études ainsi que les travaux se poursuivront suivant les arrangements qui seront faits, le moment venu, entre les deux gouvernements, le gouvernement français se réservant de faire connaître s'il voudrait prendre une part dans l'exécution de ces travaux sur son territoire.

ART. 8. — Le gouvernement impérial cèdera à bail au gouvernement français, dans des conditions à déterminer dans un acte spécial et en bordure sur la Bénoué, le Mayo-Kébi, et en deça, dans la direction du Logone, des terrains à choisir en vue de l'établissement des postes de ravitaillement et de magasins destinés à constituer une route d'étapes.

Chacun de ces terrains, dont la longueur sur le fleuve aux hautes eaux devra être au plus de 500 mètres, aura une superficie qui ne pourra pas dépasser 50 hectares. L'emplacement de ces terrains sera fixé suivant la disposition des lieux.

Si, dans l'avenir, le gouvernement français voulait établir entre la Bénoué et le Logone, au-dessus ou au-dessous du Mayo-Kébi, une route ou une voie ferrée, le gouvernement impérial n'y ferait pas obstacle. Le gouvernement français et le gouvernement allemand s'entendront sur les conditions dans lesquelles ce travail pourrait être accompli.

ART. 9. — La France et l'Allemagne, désirant affirmer leurs bons rapports dans leurs possessions de l'Afrique Centrale, s'engagent à n'élever aucun ouvrage fortifié le long des cours d'eau qui doivent servir à la navigation commune. Cette prescription ne s'appliquera pas aux ouvrages de simple sûreté destinés à abriter les postes contre les incursions des indigènes.

ART. 10. — Les gouvernements français et allemand s'entendront pour les travaux à exécuter en vue de faciliter la circulation des bateaux et embarcations sur les cours d'eau dont la navigation leur sera commune.

ART. 11. — En cas d'arrêt de la navigation sur le Congo ou l'Oubangui, la liberté de passage sera assurée à la France et à l'Allemagne sur les territoires appartenant à l'autre nation au point où ceux-ci toucheront ces fleuves.

ART. 12. — Les deux gouvernements de France et d'Allemagne renouvellent les déclarations contenues dans l'acte de Berlin du 28 février 1885 et assurent la liberté commerciale et la liberté de navigation sur le Congo et les affluents de ce fleuve, ainsi que sur ceux du Niger. En conséquence, les marchandises allemandes transitant au travers du territoire français situé à l'ouest de l'Oubangui, et les marchandises françaises transitant à travers les territoires cédés à l'Allemagne ou suivant les routes indiquées à l'article 8, seront affranchies de tout droit.

Un accord conclu entre les deux gouvernements déterminera les conditions de ce transit et les points de pénétration.

ART. 13. — Le gouvernement allemand n'apportera aucune entrave au passage des troupes françaises, de leurs armes ou munitions, ainsi que de leur matériel de ravitaillement par le Congo, l'Oubangui, la Bénoué, le Mayo-Kébi, ainsi que par le chemin de fer à construire éventuellement dans le nord du Cameroun.

Le gouvernement français n'apportera aucune entrave au passage des troupes allemandes, de leurs armes et munitions, ainsi que de leur matériel de ravitaillement par le Congo, l'Oubangui, la Bénoué, le Mayo-Kébi et le chemin de fer à construire éventuellement de la côte à Brazzaville Dans l'un et l'autre cas, les troupes, si elles sont purement

indigènes, devront toujours être accompagnées par un gradé européen, et le gouvernement sur le territoire duquel les troupes passeront, prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter qu'aucune difficulté soit opposée à leur passage et pourra, au besoin, déléguer un agent pour les accompagner. Les autorités locales règleront les conditions dans lesquelles les passages de troupes se feront.

ART. 14. — L'égalité de traitement pour le transport des personnes et des marchandises sera assurée aux ressortissants des deux nations sur les chemins de fer de leurs possessions du Congo ou du Cameroun.

ART. 15. — Le gouvernement français et le gouvernement allemand cesseront, à partir du jour de la cession réciproque des territoires concédés à l'Allemagne par la France et à la France par l'Allemagne, d'exercer aucune sorte de protection et d'autorité sur les indigènes des territoires respectivement cédés par eux.

ART. 16. — Dans le cas où le statut territorial du bassin conventionnel du Congo, tel qu'il est défini par l'acte de Berlin du 26 février 1885, viendrait à être notifié du fait de l'une ou de l'autre des parties contractantes, celles-ci devraient en conférer entre elles comme aussi avec les autres puissances signataires dudit acte de Berlin.

Ainsi l'Allemagne recevait un territoire de 250.000 kilomètres carrés, peuplé de plus d'un million d'âmes, où les échanges s'élevaient de douze à quinze millions et qui rapportait à l'Afrique équatoriale près de trois millions de recettes. La valeur des terres abandonnées variait suivant les endroits. De la côte à Ouesso, et de Ouesso à La Lobaye, le pays est couvert par la forêt équatoriale ; c'est une contrée d'avenir, riche en bois, en caoutchouc, en ivoire, en huile de palmes. Une seconde région s'étend d'Ouesso jusqu'à Bonga, sur le Congo : elle est nue et marécageuse, peu fertile et

peu peuplée. C'est d'ailleurs la plus petite : elle renferme 50.000 kilomètres carrés seulement, et la première 80.000. Enfin, la troisième région, au nord de La Lobaye, couvre près de 150.000 hecatres. C'est un pays de terres légères, favorables à la culture et à l'élevage et habité par une population nombreuse et intelligente. La France gardait la faculté de construire un chemin de fer entre le Congo et l'Oubangui, elle obtenait sur la route du Bénoué et du Mayokébi au Logone, des postes de ravitaillement, enfin la cession de 16.000 kilomètres carrés de la pointe du bec de canard, entre le Logone et le Chari. Malgré ces assurances de libre passage, le grand inconvénient de ce traité consistait dans les deux coupures qui, désormais, séparaient en trois tronçons notre Afrique équatoriale. Mais, en 1911, il était trop tard pour échapper à cette mutilation ; nous subissions le poids des fautes précédentes et nous évitions même, grâce à la réaction de l'opinion publique, d'abandonner aussi le Moyen-Congo. Pour l'Allemagne, l'intérêt majeur, outre les riches territoires qu'elle acquérait, consistait dans le double accès au Congo et à l'Oubangui. Elle avait déjà exploité ce premier résultat par l'article 16 de l'accord, où elle nous avait forcé de renoncer à l'intégralité de notre droit de préemption sur le Congo belge en en soumettant l'exercice à la ratification des puissances signataires de l'acte de Berlin.

A la veille de la guerre, le Cameroun, ainsi complété par nos dépouilles, mesurait 750.000 kilomè-

tres carrés et possédait 4.000.000 d'habitants. Par l'antenne de Bonga il atteignait l'équateur et touchait au lac Tchad au 13e degré de latitude nord. Il s'étendait du 6e au 14e degré de longitude est du méridien de Paris. On connaît les frontières qui le séparaient de nos possessions, au sud et à l'est, à la suite de l'accord du 4 novembre 1911. A l'ouest, sur l'Atlantique, ses côtes s'étendaient, au fond du golfe de Biafra, de la baie de Monda à l'entrée du golfe de Calabar, avec une interruption de plus d'une centaine de kilomètres appartenant à la Guinée espagnole, qui formait une petite enclave dans la colonie allemande. Du golfe de Calabar au lac Tchad, une ligne conventionnelle et le cours du Yadséram, tributaire du Tchad, séparaient le Cameroun de la Nigéria britannique, abandonnant à cette dernière l'importante place d'Yola, sur le Bénoué. Dans le voisinage immédiat de la côte, au nord, s'élève le puissant massif du Cameroun. Il atteint 4.070 mètres d'altitude. Le golfe de Douala se dessine ensuite profondément dans le littoral. Plusieurs fleuves côtiers s'y jettent, entre autres le Mungo et le Wuri. A marée basse, la plus grande partie de ce bassin n'est qu'un marécage. Un profond chenal le traverse cependant, permettant l'accès aux plus gros navires, jusqu'à l'embouchure du Wuri. Là, une barre de sable ferme l'entrée, ne laissant que six mètres de tirant d'eau; et en amont, l'eau profonde continue jusqu'à Bouaberi, point initial du chemin de fer, sur la rive droite du fleuve.

Avec peu de frais, pour améliorer le passage de la barre, on aménagerait là, à une demi-heure de Douala, un des meilleurs ports de la côte d'Afrique. Sur le rivage, au pied ouest du Mont Cameroun, s'élève Victoria, dont la rade est ouverte aux vents du large; sur les flancs de la montagne, en dehors de la région marécageuse, on a construit Buéa, qui est devenue la capitale administrative du pays. Les autres fleuves côtiers sont la Sanaga et le Njong. Kribi et Campo, à l'embouchure de la rivière du même nom, étaient les deux autres ports de l'ancien Cameroun : leurs rades sont trop exposées à l'Océan pour être sûres. Cocobeach, dans l'extrême sud, cédé en 1911, s'élève à l'embouchure du Muni espagnol. Le territoire côtier est isolé du reste du pays, car de 50 à 75 kilomètres de l'Océan, de terrasse en terrasse, le sol s'élève jusqu'au haut plateau de l'intérieur et les fleuves sont coupés par des rapides et des cascades. Là commence aussi la zone de la forêt équatoriale qui sépare les deux pays sur 100 à 200 kilomètres de largeur. Dans le sud, cette forêt s'étend sur d'immenes espaces jusqu'à la frontière française. Elle est peu peuplée, mais extrêmement riche en essences diverses et en caoutchouc. Dans son cours supérieur, le Njong étant navigable y trace une voie naturelle de pénétration. A l'ouest, les fleuves Boumba et Dehna, qui forment le Ngoko et se joignent au Nana pour faire la Sangha, enfin les Likouala et la Lobaye ouvrent le pays vers la grande artère du Congo et de l'Oubangui. Ainsi

les terres marécageuses de la Sangha avaient une grande utilité comme moyen d'atteindre le Congo désiré. Ebelowa, Akoafin, Lomié, Moulundu, Djimbé, Nola sont les principaux centres de cete région forestière. Le plateau intérieur s'élève dans le nord de la colonie, entre le cours de la Sanaga et du Lom et la frontière de la Nigéria. Il atteint 2.000 et 2.500 mètres d'altitude. C'est une contrée riche et peuplée. Sur son versant nord elle renferme le cours supérieur du Cross-River et donne naissance à quelques affluents du Bénoué. Elle est couverte d'une végétation herbeuse qui atteint trois et quatre mètres de hauteur. On y trouve des places importantes : Ossidinje sur le Cross, Dchang, Bamenda, Fumban, Tibati, Kontcha, et au nord-est, à l'endroit où le plateau s'abaisse et où rayonnent de tous côtés les fleuves, le Logone occidental vers le Tchad, La Lobaye vers l'Oubangui, le Nana vers le Congo, et le Lom vers la côte, on rencontre le centre de Ngaoundéré. Des extrêmes contreforts du plateau vers le nord, le regard plonge dans la plaine du Bénoué supérieur, et à l'est vers celle du Logone. Sur le Bénoué s'élève Garoua; dans le nord s'allongeant vers le Tchad, la chaîne des Mandara se dresse. Les vallées des Logone, dès leur origine, sont très peuplées et fertiles; leur centre est le district de Kusseri près du Tchad. La région du Bénoué et les contrées avoisinantes du haut plateau et du Tchad forment le pays d'Adamaoua, l'un des plus riches, des plus denses, mais aussi des plus indépendants du Cameroun.

Cette colonie est soumise à un climat tropical très rigoureux. Il s'atténue quelque peu sur les hauteurs du nord-ouest, du côté de Bamenda; mais, alors, le froid nocturne descend parfois à 10° centigrades. Sur la côte, jour et nuit, il fait toute l'année une chaleur étouffante. La masse volcanique du Grand-Cameroun concentre les nuages ; c'est un des endroits les plus arrosés du globe. Toute la région côtière s'en ressent et la période des pluies y est plus longue qu'à l'intérieur et plus abondante. La chaleur y est humide et malsaine, la malaria est à redouter. La tsétsé s'y trouve aussi, comme dans la zone des forêts. A mesure qu'on pénètre à l'intérieur la période de sécheresse augmente; dans la région du Tchad les fleuves tarissent chaque année. La saison sèche s'étend de novembre à mars; septembre et octobre sont les mois pluvieux. Entre les deux périodes se glissent les tornades, orages brefs et violents.

Sous ce climat peu favorable vivaient à peine 1.500 blancs en 1910, dont 1.350 Allemands. Par contre, la population indigène s'élève à 4.000.000 d'âmes, nègres bantous et nègres soudanais. Les régions les plus peuplées sont celles du plateau, et dans le nord, le pays d'Adamaoua. Les populations de la côte et de la forêt appartiennent à la race bantoue. Dans la forêt, il est encore des peuplades sauvages et antropophages; la tribu des Yaoundé est l'une des plus puissantes et des plus avancées. Sur la côte, les Doualas sont d'habiles commerçants

intelligents et qui ont subi l'heureuse influence des missionnaires, soit évangéliques, soit catholiques. Sur le plateau, le district de Bamenda renferme un quart de la population totale de la colonie. Fumban, capitale des Bamoums, est une ville de 20.000 habitants, ceinte d'un rempart qui a 12 kilomètres de tour. Le peuple des Bamuls est relativement avancé; il possède une écriture propre et s'adapte facilement aux mœurs européennes. Les nègres du Soudan, dans l'Adamaoua, sont des fidèles de l'Islam. L'ancienne capitale était Yola, devenue anglaise. On y trouve Garoua et Ngaoundéré. Le district de Garoua renferme 530.000 âmes et celui de Kusseri, près du Tchad, 430.000. Parmi ces populations beaucoup sont guerrières et supportaient mal le joug allemand. De nombreuses petites révoltes se produisaient chaque année. Dans l'Adamaoua, la tyrannie allemande, comprenant le danger, n'avait pas osé s'appesantir.

Si le Cameroun renferme des richesses minières, elles n'ont pas encore été découvertes. La faune du pays est abondante. Les forêts sont peuplées de singes de grande espèce : gorilles et chimpanzés; de léopards, de serpents et, gibier plus important, d'éléphants; les fleuves cachent de nombreux alligators.

Une immense richesse réside dans les diverses et précieuses essences de la grande forêt équatoriale. Le caoutchouc qu'elle renferme est l'une des principales branches de l'exportation; malheureuse-

ment, l'exploitation rapace l'a déjà fait disparaître des régions côtières. Il se trouve encore en abondance à l'intérieur et surtout dans les terrains cédés par nous en 1911. Le palmier à huile pousse en grande quantité; on exporte chaque année pour plusieurs millions d'huile de palme et de noix de palme. Dans la région du Mont Cameroun, on a fait des plantations de cacaotier et de kikcia à caoutchouc; sur le plateau, on a essayé d'introduire la culture du coton. Celle-ci ne peut réussir sur la côte à cause des pluies abondantes qui pourrissent la récolte avant qu'elle ait séché. Sur le plateau, rien ne s'oppose à la réussite du cotonnier, à condition que l'on décide l'indigène à travailler et que l'on introduise la charrue comme au Togo. Celle-ci aidera aussi aux progrès de la culture dans les plaines du nord et du nord-est : le bœuf à bosse d'Adamaoua, dont on fait l'élevage, y servirait à la traîner en attendant l'importation de charrues à vapeur. Il ne peut être question de colonisation européenne dans ce pays, même sur les hauteurs, et en tous cas le travail manuel n'y saurait, nulle part, être l'œuvre du blanc. Il faut développer la population indigène pour qu'elle cherche, dans le travail, les moyens de subvenir à ses nouveaux besoins; mais cette pénétration, qui ne peut être que lente et ne doit pas s'imposer brutalement à des tribus nombreuses et guerrières, est soumise, ainsi que le développement économique de tout le pays, à l'extension des voies de communication.

Les fleuves côtiers, à cause des rapides qui les coupent à quelque distance de l'Océan, sont impropres à la navigation. Pour atteindre l'Adamaoua, le Niger et le Bénoué peuvent servir, de même que le Congo et l'Oubangui, pour pénétrer au sud-est et à l'est de la colonie, en vertu de la libre navigation stipulée dans l'Acte de Berlin pour les bassins du Congo et du Niger.

Ce sont là des voies détournées et longues : il faut deux mois pour monter à Garoua par le fleuve, un mois pour en descendre. Pour remédier à ces inconvénients les Allemands ont sillonné de routes et de pistes l'étendue du Cameroun, permettant ainsi un début d'exploitation. Mais, sur la plupart des routes, le transport des marchandises doit se faire par porteurs, à cause de la tsétsé, ennemie mortelle des bêtes de somme. Ce n'est là qu'un premier stade. Un vaste projet de voies ferrées venait d'être conçu. Une première ligne était établie depuis quelques temps entre Victoria et Suppo, sur 43 kilomètres; c'est une ligne d'intérêt local, permettant l'exploitation des plantations du Mont Cameroun. Une deuxième ligne avait été construite entre Douala et Dchang au pied des monts Manenguba, ouvrant le pays du haut Cross-River et la riche région de Bamenda. Cette voie devait être d'abord prolongée jusqu'à Bamoun, puis jusqu'à Garoua par Tibati et Kontcha ou Ngaoundéré. Elle était destinée à drainer tout le commerce du Tchad. De Douala à Dchang, elle mesure 160 kilomètres. Une autre

ligne part de Douala, passe à Edea et atteint le Njong, au-dessus des rapides, au point où il commence à être navigable. Cette ligne devait se prolonger jusqu'à Widimenge et Moulundu : elle aurait desservi toute la contrée forestière et même notre région d'Ouesso. A Widimenge, un embranchement devait partir vers Yaoundé et Bertua : là, une ligne était projetée vers Koundé, Mbassaï et Gore et devait nous enlever tout le mouvement commercial du Ouadaï et de la vallée du Chari, une autre vers l'Oubangui dans l'antenne allemande, au nord de Mongoumba. Celle-ci aurait emporté vers Douala tout le commerce du nord du Congo belge. De toutes ces lignes du sud et du centre, 293 kilomètres sont à peine construits : il nous appartiendra de les terminer.

L'ancien Cameroun était divisé en 24 provinces; le siège du Gouvernement était à Buéa. M. de Putkamer y fut longtemps gouverneur. Le pays était partagé en cercles administratifs et en commandements militaires. Douala possédait un tribunal colonial. Un conseil colonial assistait le gouverneur. Dans l'Adamaoua, une résidence militaire siégeait à Garoua, ayant la seule mission d'inspecter les chefs indigènes ou lamidos. La *Schutztruppe* comprenait 200 Allemands et 1550 indigènes; les forces de police 40 Allemands et 1.250 indigènes. Le Cameroun avait encore recours aux subventions impériales pour équilibrer son budget (1).

---

(1) Rohrbach, *op. cit.*, pp. 148-152.

	Recettes propres.	Subvention impériale.
1901	1.200.000 marks	1.900.000 marks
1902	1.800.000 »	2.300.000 »
1903	2.000.000 »	2.000.000 »
1904	2.400.000 »	1.800.000 »
1905	2.800.000 »	2.700.000 »
1906	3.500.000 »	2.900.000 »
1907	4.600.000 »	3.200.000 »
1908	4.400.000 »	3.100.000 »
1909	5.700.000 »	2.400.000 »
1910	4.800.000 »	2.400.000 »
1911	5.200.000 »	2.300.000 »

En 1912, ces recettes ont dû augmenter de plus de 2 millions de marks, chiffres des recettes fournies par le territoire que nous cédions. La marche ascendante des finances est la preuve des ressources abondantes que renferme le Cameroun.

La contribution impériale couvrait les dépenses de la force armée.

Pour la construction des voies ferrées on accorda :

en 1908	4.000.000
» 1909	5.000.000
» 1910	3.200.000
» 1911	12.400.000

Les statistiques commerciales, en marks, vont montrer le même essor :

	Importations.	Exportations.	Total.
1900	12.000.000	4.300.000	16.300.000
1901	9.500.000	4.600.000	14.100.000
1902	8.900.000	5.300.000	14.200.000
1903	11.200.000	7.100.000	18.300.000
1904	14.300.000	9.000.000	23.200.000
1905	17.700.000	9.900.000	27.600.000
1906	25.200.000	11.000.000	36.200.000
1907	23.800.000	12.500.000	36.300.000
1908	25.800.000	10.900.000	36.700.000
1909	33.900.000	13.000.000	47.000.000
1910	38.700.000	20.800.000	59.500.000
1911	36.646.000	26.563.000	63.209.000
1912	42.801.000	29.045.000	71.846.000

Le commerce total a presque quintuplé en 12 ans; les plus grosses exportations sont celles du caoutchouc, de l'huile de palme, de la noix de palme, du cacao, enfin, de l'ivoire. Toutes ces ressources doivent augmenter à mesure que les voies de communication permettront l'accès et l'exploitation du pays. Quant au cotonnier, il peut être cultivé sur le plateau intérieur.

Il faut comparer maintenant les chiffres globaux du commerce du Cameroun avec ceux de l'Afrique équatoriale française (1) :

---

(1) C. Fidel, *L'Allemagne d'outre-mer*, p. 32.

	1905	1911	1912
Cameroun :	28.177.000 fr.	63.209.000 fr.	71.816.000 fr.
A. E. F. :	24.984.000 »	47.039.000 »	48.923.000 »

On sait les causes de cette différence de développement. Le Cameroun est, en somme, un pays d'avenir. Situé au débouché des régions centre africaines il commande nos possessions du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari et du Tchad. Il serait nécessaire que le France le conservât à la conclusion de la paix.

SECTION III

Le Sud-Ouest africain allemand.

Cette colonie, comme son nom l'indique, était située sur la côte sud-ouest de l'Afrique, entre les 17e et 28e parallèles de l'hémisphère austral, et à cheval sur le 15e méridien est de Paris. Bornée à l'ouest par l'océan Atlantique, au sud par le fleuve Orange, à l'est par une ligne droite qui suivait d'abord le 17e, puis le 18e degré de longitude, au nord par les cours inférieurs du Cunéné vers l'Océan et l'Okawango vers l'est, elle mesurait 830.000 kilomètres carrés de superficie. A l'extrême nord-est elle lançait une pointe de territoire jusqu'au cours du Zambèze, à 50 kilomètres des chutes Victoria. Cette langue de terre s'appelait le bec de

Caprivi. Le Sud-Ouest africain allemand était entouré au sud et à l'est par les pays britanniques du Cap et du Béchuanaland, au nord par l'Angola portugais.

L'origine de l'emprise allemande remonte aux missions qui vinrent s'établir là, aux environs de 1850. En 1882, le commerçant Lüderitz fondait un comptoir dans la baie d'Angra-Pequéna, depuis lors appelée en Allemagne, baie de Lüderitz. Il acquérait ensuite des territoires et réclamait pour eux la protection de l'Empire. Bismarck en profitait pour inaugurer sa politique coloniale et proclamait le protectorat allemand sur le Sud-Ouest, le 24 avril 1884. En 1885 et 1886, des traités avec l'Angleterre et le Portugal réglaient les limites de la colonie. L'Allemagne se voyait forcée de renoncer à la baie de Sainte-Lucie, sur la côte sud-est, et l'Angleterre gardait une enclave commerciale sur la côte sud-ouest, c'était : Walfisch-Bay, ou la baie des baleines, le seul port convenable de cette côte inhospitalière.

Les deux tiers du pays sont situés dans la zone tropicale, et la caractéristique du climat, même dans le sud et sur les haust plateaux intérieurs, est une extrême sécheresse. Les vents d'est sont arrêtés par la chaîne des Dracken, sur la côte du Natal, et les nuages du sud et du sud-ouest se résolvent avant d'atteindre le continent. La côte, longue de 1.200 kilomètres, est nue, désolée, déserte. Une morne étendue qui atteint en moyenne une centaine de

kilomètres et s'élargit au nord, la suit dans toute sa longueur. C'est le désert de Namib formé de dunes de sable entre Lüderitzbucht et Wolfisch-Bay, de roches et de cailloux au delà. A l'est de cette bande de terrain où rien n'existe, le pays s'élève vers les hauts plateaux de l'intérieur qui atteignent 1.200 à 1.500 mètres de hauteur moyenne et sont coupés par de nombreuses chaînes de montagnes qui culminent à 2.700 mètres. Puis, toujours vers l'est, le pays s'abaisse à nouveau vers le grand désert du centre sud-africain le Kalahari. Des deux déserts, vers le centre du pays, peu à peu apparaît la végétation ; mais jamais elle n'est riche, à cause de la sécheresse. Elle se montre sous forme de touffes d'herbes et de buissons d'épines, de prairies plus étendues au sud. Aux environs des cours d'eau seulement se rencontrent des forêts. Les rivières tarrisent durant une longue période ; il suffit d'un orage pour les rendre torrentueuses pendant quelques heures. La période des pluies s'étend de décembre à mars; elle est plus longue au nord.

L'Angleterre ayant gardé Walfisch-Bay, les Allemands avaient dû se contenter de Lüderitzbucht. Swakopmund, à l'embouchure du Swakop, au débouché de la capitale Windhuck et des régions centrales, était dans une situation plus favorable. D'assez importants travaux avaient été faits pour améliorer la rade; les navires ne pouvaient accoster encore à cause des fonds trop bas, et le débarquement s'opérait à l'aide de grandes barques plates, tirées par des chalands à vapeur.

Dans le nord du pays, le plateau s'abaisse vers les fleuves Kunéné et Okawango : la vallée de ce dernier est la seule région du Sud-Ouest où la culture du sol soit possible sur une vaste échelle. La pluie est là, plus abondante qu'ailleurs; mais le climat tropical est malsain pour l'Européen. Une population relativement nombreuse demeure dans ces plaines et déborde en territoire portugais. C'est le peuple des Owambos, estimé à 200.000 âmes; de la race des nègres bantous, les Owambos sont divisés en huit tribus fort soumises à leurs chefs. Ils cultivent leurs terres et sont industrieux : des poteries et des vanneries fines sont exportées par eux. Dans les régions pauvres de l'est rôdent des bandes de Buschmens; ces nègres sont sauvages et arriérés, ils semblent destinés à disparaître par leur inaptitude à se perfectionner.

Le centre du Sud-Ouest appelé Damaraland est une région très élevée. La capitale, Windhuck, y est située à 1.600 mètres d'altitude. De nombreuses chaînes de montagnes rayonnent en tous sens autour de ce point. Les pics Bismarck et Empereur Guillaume atteignent 2.700 mètres. Vers le nord, le relief diminue et le plateau s'abaisse progressivement. Il est creusé de cuvettes appelées vleys, qui se remplissent d'eau à la saison des pluies et la conservent quelque temps. L'une d'elles est très importante, bien qu'elle s'évapore presque complètement; c'est le bassin d'Etoscha. En s'évaporant, les eaux déposent du sel, et chaque année le Sud-Ouest peut

s'approvisionner de sel à Etoscha. C'était le pays des Hereros, dont la capitale, Okahandja, était située légèrement au nord de Windhuck. Les Hereros sont de beaux échantillons de la race nègre. Grands, bien bâtis, l'air intelligent, ils ne sont plus que 35 à 40.000. Ils étaient un peuple de 80.000 âmes, divisé en tribus soumises à un seul chef. Ils s'adonnaient à l'élevage, seule source de richesse qui leur fut permise, l'agriculture étant rendue impossible par la sécheresse. Leurs villages étaient formés de huttes, appelées pontocks, formées de clayonnage et de boue séchée. De bonne heure, les missionnaires avaient pénétré chez eux et les avaient convertis en grand nombre. Leur nourriture consistait en herbes. Leurs troupeaux ne servaient que pour les échanges et appartenaient aux tribus. Chaque individu participait à la richesse collective : ce qui explique l'indépendance que les Hereros conservèrent longtemps. Parmi eux vivaient 30.000 Damaras; ceux-ci étaient une classe inférieure : ils étaient des serviteurs, des artisans. La principale voie de jonction du pays intérieur avec la côte était la vallée du Swakop. Dans le nord du Damaraland, on rencontre des plaines couvertes par les curieuses huttes des termites.

Le Namaland s'étend au sud de la colonie. Les chaînes montagneuses s'y déroulent parallèles à la côte, interdisant son accès. Les vallées sont parcourues par le grand fleuve des Poissons et ses affluents. A part le grand Fischfluss, qui se jette dans

l'Orange, les autres rivières sont intermittentes; les eaux s'infiltrent dans le sol et doivent suivre des parcours souterrains. Les vallées du Nosob et de l'Auob sont orientées vers l'intérieur du continent. Au sud, le fleuve Orange et ses deux rives appartenaient à l'Angleterre. Ici, comme au Damaraland, sévit la sécheresse et l'herbe seule pousse, une herbe drue et bonne pour la pâture. Le peuple des Hottentots habite la région. Ils sont 15 à 20.000 et les principales tribus sont celles des Witbois et des Bondelswarts. Le centre des premiers est à Gibeon; les seconds se trouvent dans le sud, autour de Warmbad. Ce ne sont pas des nègres : ils ont le teint jaune et le type mongol. On ne peut s'expliquer d'où ils viennent. Ils sont petits, plus intelligents et plus cultivés que les nègres. C'était une race de pillards. Au lieu de pratiquer l'élevage, ils vivaient des razzias qu'ils faisaient chez les Hereros. Autour de Rhéoboth se trouve la tribu des Bastards, issus du croisement des nègres avec les femmes boërs. Ils sont à peine 3.000. On rencontre aussi des Buschmens dans le Namaland. Les Allemands se sont trouvés au Sud-Ouest africain en face d'une population globale de 330.000 habitants. En négligeant les Owambos qui habitent au nord un pays malsain où ils sont restés indépendants, on ne compte plus que 130.000 habitants pour la plus grande partie de la colonie. Sur ce chiffre, une centaine de mille de ces indigènes : les Hereros au centre, les Hottentots au sud, jaloux de leur liberté,

riches et guerriers, suffirent pour s'opposer longtemps à la pénétration allemande. Des Sociétés à Chartes s'étaient établies au Sud-Ouest. En 1895, Lüderitz céda ses droits à la *Deutsche Kolonial-Gesselschaft für Sudwest Afrika*. Ces sociétés passèrent des traités avec les chefs indigènes et pour des sommes dérisoires s'emparèrent de gros avantages. Les nègres, avides des nouveautés qui leur plaisaient, se dépouillaient de leurs possessions comme de grands enfants. Le chef Herero d'Okahandja, Samuel Maharero, abandonna peu à peu toutes les terres de sa tribu pour satisfaire ses penchants. Ce Samuel Maharero était un beau nègre viveur et jouisseur, qui désolait les bons Pères missionnaires par sa conduite : il se révéla un chef habile et redoutable pendant la guerre. Peu à peu, quelques colons allemands vinrent s'établir au Sud-Ouest. Les compagnies privilégiées ne voulurent point leur donner des concessions sur les terres qu'elles avaient acquises. Ils s'adressèrent à leur tour aux indigènes, et, pour de la verroterie, contre des carabines, ils obtinrent ce qu'ils voulaient. Ainsi, lentement, mais sûrement, les nègres se ruinaient et un moment viendrait où ils n'auraient plus rien. Certaines tribus qui avaient cédé de nombreuses terres, une fois passé l'engouement des perles ou des fusils ainsi acquis, se trouvaient lésées et murmuraient contre les envahisseurs. Les missionnaires, qui se rendaient compte de la situation, en avertirent le gouverneur. Jusqu'en 1892,

malgré la déclaration du protectorat de 1884, l'Empire allemand s'était entièrement reposé sur les Sociétés à Charte pour l'administration du Sud-Ouest. Depuis lors, un gouverneur avait été nommé, qui était assisté d'une troupe blanche d'un nombre infime, n'atteignant pas 500 hommes. Le gouverneur, le général Leutwein, comprit les inquiétudes des missions et élabora un projet pour parer au danger pressant. Il s'agissait de déclarer inaliénable une grande partie des possessions indigènes qu'on appelait réserves, en laissant aux nègres toute latitude d'habiter ou de vendre le reste de leurs terres. Ce projet ne fut pas compris des indigènes et suscita leur mécontentement. Les colons allemands n'en furent pas satisfaits également. Ce qu'ils voulaient, c'était l'expropriation complète des autochtones; ils considéraient les réserves comme des parcs de concentration où devaient être retenus les noirs. Ils accusaient le gouverneur de favoriser l'indigène à leur détriment. Une autre raison venait compliquer la situation. Les colons, comme les Sociétés, avaient trouvé avantageux de vendre à crédit aux Hottentots. Ils leur vendaient des armes, y trouvant leur profit immédiat et ne voulant pas comprendre le danger de ce commerce. Le gouverneur interdit ce trafic, et voyant dans la vente à terme une exploitation éhontée de l'indigène, les Européens estimant très au-dessous de leur valeur les bêtes amenées en paiement, il l'interdit aussi et déclara que toutes les dettes des indigènes, non

payées dans le délai d'un an, seraient périmées. Nouveau mécontentement des colons. Cette mesure, comme celles des réserves, devint une cause de la révolte. Pour être payés avant le terme fixé, les colons violentèrent les populations et les troubles éclatèrent. Leutwein, accusé d'avoir laissé couver l'insurrection par la faiblesse de sa politique, dut céder le commandement des troupes au général de Trotha.

En 1892, on avait dû diriger une petite expédition contre les pillards Hottentots de Hendrick Witbois; surpris et battu, ce chef avait signé la paix et s'était, depuis lors, montré favorable aux Allemands. Il ne se joignit aux révoltés que dans la seconde période de la guerre. Celle-ci éclata soudain vers la fin de 1903 dans le sud de la colonie, chez les Bondelswarts. Un lieutenant allemand qui malmenait un chef de tribu, Abraham Christian, pour le vol d'un mouton, fut tué. La révolte se propagea dans toute la région. Ce fut une guerre d'embuscades, pénible, dans un pays sans eaux et sans ressources. Le fameux chef Morenga, après avoir capitulé, réapparaissait soudain à la tête d'une nouvelle bande de guerriers. Les quelques troupes disponibles ayant été attirées dans le sud, Samuel Maharero, chef Herero d'Okahandja, décidait de se joindre aux révoltés. Il donnait des ordres dans le plus grand secret, et en janvier 1904, tous les Allemands isolés du Damaraland étaient assassinés : Anglais, Boërs, Hollandais n'avaient rien à redouter du soulèvement.

En Allemagne, l'opinion publique ne s'était pas encore intéressée à la politique coloniale (1). Au Reichstag, on demandait toujours la réduction au minimum des dépenses coloniales. Quand on sut l'ampleur de la révolte ce fut un moment de stupeur; puis, l'honneur national se trouva engagé dans la lutte; on ne recula plus devant l'envoi de troupes nombreuses. Il fallait se rendre maîtres des coupables, leur montrer la force de l'Empire et les châtier sévèrement. On intéressa le public aux dures fatigues des troupes dans cet immense pays aux communications difficiles. L'opinion fut gagnée et soutint le Gouvernement. Cette guerre lui avait fait comprendre que les colonies étaient nécessaires à la grandeur de l'Allemagne, qu'elles étaient les assises d'une politique mondiale, une branche du plan pangermaniste. Ainsi, quand en 1906 le Reichstag refusa les crédits coloniaux réclamés par le chancelier, toute la presse soutint la ferme politique de l'Empereur, qui proclama la dissolution de l'Assemblée. Pour lutter contre les Hereros et les Witbois, il fallut envoyer des troupes de la métropole. Il fut nécessaire d'amener au Sud-Ouest un effectif de 15.000 hommes. Une ligne de chemin de fer avait été construite en 1902 entre Swakopmund et Windhuck. Les Hereros essayèrent de la détruire; mais ils furent peu à peu refoulés grâce aux

(1) Dr Rohrbach, *Das Deutsche Kolonialwesen*, pp. 15 et suiv.

renforts successifs. En août 1904, ils étaient acculés au nord, à Waterberg, et livraient une grande bataille aux Allemands. Ils soutinrent le choc pendant deux jours, puis s'enfuirent dans le désert de l'est avec leurs troupeaux, leurs femmes et leurs enfants. Ils périrent de soif en grand nombre et les vainqueurs ne les épargnèrent pas. Le général de Trotha mena impitoyablement la répression. Il fallait détruire cette race rebelle qui s'opposait à la pénétration allemande; on fit si bien que, sur 80.000 Hereros, il n'en survécut pas la moitié. Cette hécatombe fut funeste aux massacreurs; ils manquèrent de main-d'œuvre par la suite. A la fin de 1904, les Hereros, qui avaient mis en ligne huit mille guerriers armés, n'étaient plus à redouter. Il n'en fut pas de même chez les Hottentots : Witbois, Bondelswarts luttèrent sans relâche pendant deux ans encore. Ils firent aux Allemands une guerre de surprises, d'embuscades, capturant leurs petits postes, enlevant leurs convois. Mais Hendrick Witbois fut tué dans une rencontre, et les partisans de Morenga se lassèrent et firent leur soumission. Le 31 mars 1907, la cessation de l'état de guerre au Sud-Ouest était proclamée par le général de Lindequist qui avait remplacé de Trotha.

Pendant la durée de la révolte, les Bastards étaient restés soumis et les Owambos n'avaient pas bougé. En 1914 encore, les Allemands n'avaient pas osé pénétrer chez ces derniers, craignant le soulèvement de leur nombreuse population. Le reste des

tribus vaincues fut soumis à un régime sévère. Sans autorisation du gouverneur les indigènes ne pouvaient plus posséder ni terres, ni troupeaux. Sans passeport ils ne pouvaient séjourner dans un district ni passer dans un autre. Ils étaient ainsi livrés à la merci des colons blancs et contraints à travailler pour eux.

Ceci amène à la question de la colonisation allemande au Sud-Ouest. Si le climat est sec sur les hauts plateaux du Damaraland et du Namaland, il est aussi très sain. La température y est très supportable. Même en hiver les journées sont tièdes, et en été la chaleur ne dépasse pas 35 degrés en moyenne. L'air est si pur, aux environs de Windhuck, qu'on y avait installé des sanatoria. Voulant conduire l'émigration allemande sur un sol où elle resterait soumise à l'Empire, la *Deustche Kolonial Gesselschaft* faisait de la réclame pour le Sud-Ouest africain. En 1903 on y comptait 3.000 colons; en 1911, 12.500; en 1914, 15.000, en très grosse majorité allemands. C'était un piètre total, mais qui s'expliquait facilement.

La seule ressource du colon est l'élevage. Il doit être fermier et se livrer à l'élevage extensif : c'est à peine s'il peut, sur ses vastes hectares, cultiver de quoi suffire à sa propre subsistance. Il faut donc qu'il arrive là-bas avec 30.000 francs d'avances au minimum pour l'achat du terrain et des bêtes et pour couvrir ses frais des deux premières années ; or, peu d'émigrants ont une pareille somme à leur

disposition. A la veille de la guerre, on comptait au Sud-Ouest 1.250 fermes et quelques cent mille moutons, chèvres, vaches et bœufs. Les Allemands espéraient dans un avenir rapproché se ravitailler dans leur colonie en viande frigorifiée. Ce qui avait augmenté le courant de l'immigration, c'était la découverte des mines de cuivre d'Ottawi et de Tsumeb, puis, en 1908, celle des champs de diamants.

De toutes les possessions allemandes, c'est le Sud-Ouest qui renferme le plus de colons venus de la mère-patrie et, bien que leur nombre soit infime, ils avaient réussi à se faire donner un semblant de *Selft-Governement*. Un conseil du pays, à moitié électif et à moitié choisi par le gouverneur, avait voix purement consultative. Le gouverneur était tenu de lui faire part du projet de budget, et c'était tout. Les communes venaient d'être récemment organisées : la colonie leur avait cédé des terres. Au-dessus des communes, le Sud-Ouest était divisé en districts, administrés par des assemblées élues par ses colons. Ces assemblées de district choisissaient une moitié des membres du conseil du pays.

Les ressources de la colonie avaient beaucoup augmenté depuis la découverte des mines. A Ottawi et Tsumeb, au nord du Damaraland, on exploitait d'importants gisements de cuivre. Les champs de diamants avaient été trouvés dans le désert de Namib, aux environs de Luderitzbucht, lors de la construction du chemin de fer. Ils s'étendent très loin vers le nord. Leur exploitation avait déjà donné de

beaux résultats. Généralement, les diamants de Namib sont d'une belle eau, mais petits. Le Sud-Ouest avait produit : en 1911 pour 25.486.100 francs de diamants; en 1912 pour 32.577.300 francs; en 1913 pour 53.828.250 francs. Sur ces ventes la part de la colonie était considérable : elle atteignait 18.750.000 francs en 1914. De l'or existe aussi dans la chaîne de l'Ugab, près de la station de Franzfontein. La faune comprend les moutons, les chèvres, les vaches et les bœufs dont on fait l'élevage, ainsi que des autruches et des antilopes. Il faut se défier des chacals et des léopards qui pullulent.

Pour asseoir leur domination autant que pour mettre le pays en valeur, les Allemands avaient construit au Sud-Ouest africain un important réseau ferré. En 1902, une ligne unissait Windhuck à la côte. On fut obligé de la refaire, les pentes étant trop fortes et l'écartement de rails faible. Pendant la révolte on constata l'utilité qu'il y aurait à être desservi par un bon réseau. On se mit au travail et l'achèvement des projets fut poursuivi avec ténacité. Le Sud-Ouest possédait 2.165 kilomètres de chemin de fer, dont 1.262 à voie de 1 mètre 067, comme au Cap, et 903 à voie de 0 mètre 60. De Swakopmund, une ligne desservait au nord Ottawi et Tsumeb. Un embranchement l'unissait à Karibib à la ligne de Swakopmund à Windhuck. Au sud, Lüderitzbucht était relié à Keetmanshoop et de Windhuck, par Rehoboth et Gibeon, la voie rejoignait Keetmanshoop et atteignait Kalkfontein, non loin

du fleuve Orange. Ainsi l'union était faite de deux points de la côte avec le centre du pays, et les communications étaient facilitées du nord au sud. Des travaux d'irrigation et des postes d'eau avaient été faits en grand nombre.

Le Sud-Ouest est la colonie qui a coûté le plus cher à l'Allemagne par les dépenses de la guerre et celles du réseau ferré. Voici une statistique en millions de marks (1).

	Recettes propres.	Subventions impériales.
1901	1,9	9
1902	2,2	7
1903	2,2	10,2
1904	2,1	108,1
1905	2,6	166,6
1906	3,2	134,4
1907	6,3	139,2
1908	6,9	144,7
1909	15,5	16,3
1910	17,1	14,4
1911	18,6	11,4

Ces chiffres permettent de constater les gros sacrifices exigés pour couvrir les frais de la rébellion, entretenir l'armée, indemniser les colons. Ils montrent aussi la hausse des ressources propres, corres-

(1) Rohrbach, *op. cit.*, pp. 147 et 152.

pondant avec l'exploitation des champs de diamants. Aux subventions impériales il faut ajouter un crédit de 150.000.000 de marks voté en 1908 pour les chemins de fer du Sud-Ouest.

Quel fut, durant ce temps, le mouvement commercial de la colonie? C'est ce que va dire le tableau suivant, en millions de marks.

	Importations.	Exportations.	Total.
1900	7	0,9	7,9
1901	10,1	1,2	11,3
1902	8,6	2,2	10,8
1903	8	3,4	11,4
1904	10,1	0,3	10,4
1905	23,6	0,2	23,8
1906	68,6	0,4	69
1907	32,4	1,6	34
1908	33,2	7,8	41
1909	34,7	22,1	56
1910	44,3	34,7	79

Les importations avaient beaucoup augmenté durant la guerre, et les exportations étaient alors presque nulles. En 1910, grâce aux diamants de Namib, celles-ci sont passées à près de 35 millions de marks, et en 1912 elles dépassaient de 8 millions les importations.

Le Sud-Ouest africain était la colonie préférée des Allemands, en raison des sacrifices qu'ils y avaient consentis, par l'espoir qu'ils entretenaient

d'y développer la colonisation, et comme point de départ de l'extension à venir de la puissance de l'Empire en Afrique. Un service régulier de navigation l'unissait à la métropole. La Compagnie Woërmann desservait la côte occidentale d'Afrique.

SECTION IV

L'Est africain allemand.

C'est au comte Behr-Bandelin et au Dr Karl Peters que l'Allemagne devait cette vaste colonie. Ils fondèrent, le 28 mars 1884, la *Gesselschaft für deutsche Kolonisation* qui se proposait : 1° la création d'un capital de colonisation ; 2° la recherche et l'acquisition des territoires propres à la colonisation; 3° la direction de l'émigration allemande vers les pays acquis. Le Dr Peters organisa une expédition dans l'Usagara, pays voisin de Zanzibar. Il devait acheter là des terrains appropriés au but commercial et agricole poursuivi par la Société; ces terrains devaient être indépendants pour permettre à l'Allemagne d'y établir plus tard sa souveraineté. Au début de novembre 1884, sans s'attarder à Zanzibar, Peters débarqua sur la côte d'Afrique. Là, pénétrant à l'intérieur dans l'Usagara, le Ngourou et l'Ouklami, en l'espace de trois mois, il signa douze traités avec les chefs indigènes qui lui faisaient cession de leurs droits moyennant une pro-

tection aléatoire et des rentes ridicules. Mais la zone côtière était sous la souveraineté nominale du Sultan de Zanzibar. L'autorité de ce prince ne s'exerçait pas, en fait, au delà des ports; mais il suffisait qu'il en fut ainsi pour que les acquisitions de la Société de colonisation allemande manquassent d'ouverture sur l'Océan. Peters revint à Berlin, où il eut à subir les critiques d'une partie de la presse, et où il fut couvert de louanges par ses partisans. Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, le 27 février 1885, l'Empereur accordait à la Société une Charte impériale l'autorisant à exercer tous les droits découlant des traités, ainsi que la justice, mais sous l'autorité supérieure de l'Empire. Ce fut alors que Saïd Barghasch, sultan de Zanzibar, sur les conseils du consul anglais Kirk, envoya à Bismarck une protestation contre l'occupaton des pays d'Usagara qui, disait-il, lui appartenaient. Une petite troupe était débarquée sur le continent pour reprendre ces territoires. L'Allemagne ne s'émût pas. Elle envoya une escadre à Zanzibar, sous le commandement de l'amiral Knor; le 11 août le sultan renonçait à ses réclamations, et le 29 septembre il donnait la jouissance du port de Dar es Salam aux Allemands. Un traité de commerce était signé le 20 décembre 1885. Dans le courant de l'année, la société de colonisation avait cédé la place à la *Deutsch Ostafrikanische Gesselschaft,* et Peters et ses lieutenants retournaient en Afrique agrandir leurs possessions.

Ils organisèrent onze expéditions, et, fidèles à leur tactique, passèrent encore des traités avec les chefs indigènes. Ils étendirent ainsi leur influence dans le sud jusqu'au Rufigi et à la Rovuma, dans le nord, jusqu'au golfe d'Aden. Sur le Tana, le protectorat allemand avait été déclaré au Sultanat de Vitou, mais devant l'attitude de l'Angleterre Bismarck ne le proclama pas sur tous les nouveaux territoires de la Société et il proposa aux Gouvernements français et anglais la création d'une commission chargée d'examiner les droits du Sultan et de fixer les limites de ses Etats; celle-ci arriva à Zanzibar en décembre 1885. A la suite du procès-verbal des commissaires, des négociations s'engagèrent entre l'Angleterre et l'Allemagne qui aboutirent à la Convention du 1er novembre 1886. L'Angleterre reconnaissait à la *Deustch Ostafrika* les terres du Rovuma au Tana et des sphères d'intérêts s'étendant jusqu'au lac Victoria et au lac Tanganyika. L'Allemagne adhérait à la déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862 qui proclamait l'indépendance du Sultanat de Zanzibar. Sur le continent une zone côtière de dix milles de profondeur était reconnue à ce dernier. La négociation avait été favorable aux Allemands. Le 30 novembre 1886 ils fixaient, avec le Portugal, leurs sphères d'influences dans l'Afrique du Sud. La *Deustch Ostafrika* était considérablement gênée par les territoires côtiers du Sultan qui la clôturaient dans l'intérieur des terres.

Les Anglais obtinrent de Zanzibar la cession à bail de cette bande côtière, au long de leurs possessions, et le 28 avril 1888 le Dr Karl Peters obtenait le même avantage pour sa société. Celle-ci pouvait donc, là aussi, lever les impôts et nommer les fonctionnaires; elle pouvait exiger des taxes d'entrée et de sortie sur tous les navires. La durée du bail était de cinquante ans, moyennant une rente annuelle proportionnelle à la valeur des recettes douanières. Bientôt, sur la côte, une insurrection éclata dans la population mélangée de nègres, d'indiens et d'arabes. Tous étaient mécontents des impôts, des droits d'entrée et des procédés des fonctionnaires allemands. L'interdiction d'importer des armes et les efforts pour supprimer la traite mirent un comble à l'exaspération de la population. Un arabe de Zanzibar, Buchiri ben Salem, se mit à la tête de la révolte. A la fin de 1888 la *Deustch Ostafrikanische Gesselschaft* avait vu détruire ses factoreries et ses plantations : tous ses efforts étaient à recommencer. Cette situation émut le Reichstag, qui vota, le 2 février 1889, un crédit de deux millions de marks destinés à supprimer la traite et à venir à bout des révoltés. Buchiri avait brûlé Pangani et Bagamoyo, lorsque le capitaine Hermann von Wissmann, commissaire du gouvernement, arriva avec ses troupes. Il conclut, avec le directeur de la société, un arrangement destiné à fixer leurs attributions respectives, et, appuyé par la flotte de l'amiral Dernhart, il se lança à la pour-

suite des révoltés. Saadani, Uwindji, Pangani, Tonga tombèrent successivement aux mains des Allemands. Buchiri fut fait prisonnier et pendu. Le 6 avril 1890 l'insurrection était définitivement vaincue. La Compagnie de l'Afrique orientale pouvait se remettre au travail; mais le 14 juin 1890, un nouveau traité avec l'Angleterre lui enlevait quelques-uns des avantages reconnus précédemment en 1886. Caprivi venait de remplacer Bismarck, et l'opinion, impressionnée par les dépenses causées par la révolte, se désintéressait de l'Afrique orientale. L'Angleterre en profitait, et, pour gagner la partie, abandonnait l'îlot d'Helgoland. Les deux puissances fixaient leurs frontières du nord et du sud. L'Allemagne renonçait aux visées de Peters sur l'Ouganda, au protectorat de Vitou, aux îles Patta et Manda, elle reconnaissait le protectorat britannique sur Zanzibar, moyennant quoi le Royaume-Uni lui permettait de s'étendre jusqu'au Congo belge et de se faire céder l'île Mafia. Par une convention du 20 novembre 1890, la *Deutsch Ostafrikanische Gesselschaft* voyait limiter ses droits de souveraineté, et le Gouvernement allemand lui accordait en échange certains privilèges, surtout d'ordre financier, sur le territoire de la colonie. Néanmoins, la société, durant les années suivantes, fut arrêtée dans le développement de son œuvre de colonisation par une crise monétaire et par le manque de main-d'œuvre. Elle possédait de droit tous les territoires sans maître; aussi, devant des deman-

des de concessions de particuliers et de sociétés commerciales nouvelles, le Gouvernement allemand était très embarrassé. Le 15 novembre 1902 le comte de Bülow signait, avec l'*Ostafrikanische,* un nouveau traité. Moyennant certaines stipulations financières la Société renonçait aux privilèges qu'elle possédait, et en partie à son droit d'occupation et à ses redevances sur les mines. Depuis lors de nombreuses firmes allemandes s'étaient établies dans la colonie, et quand, en 1894, le prince de Hohenlohe arrivait au pouvoir, Wismann revenait dans l'Est africain et soumettait de nouvelles tribus, créant des stations militaires jusqu'aux lacs.

En 1914, l'Est africain allemand ou Afrique orientale allemande mesurait 995.000 kilomètres carrés de superficie, c'était la plus grande des colonies de l'Empire. On évaluait sa population au chiffre de 7 à 10 millions d'âmes. L'Est africain allemand était situé entre les premiers et 12e degrés de latitude australe, entre les 27 et 38e degrés de longitude est du méridien de Paris. Il était borné à l'est, du cap Delgado au port de Tonga, par l'océan Indien; de la côte, à hauteur du 4e degré de latitude, une ligne droite le séparait de l'Afrique orientale anglaise, qui laissait à l'Allemagne le massif du Kilimandjaro et atteignait le lac Victoria au croisement du premier degré. Ce premier degré se confondait avec la frontière depuis la rive est du lac Victoria Nyanza jusqu'à un point situé au nord du lac Albert Edouard. La frontière traversait ensuite le lac

Kivou, suivait son déversoir, traversait le lac Tankanyika et Nyassa; puis, de la rive est de ce dernier, rejoignait le cours de la Rovuma. Au nord-est et au nord, l'Est africain allemand touchait à l'Afrique orientale anglaise, à l'ouest au Congo belge, au sud-ouest à la Rhodésia britannique, au sud au Mozambique portugais.

Ce pays comprend deux zones distinctes : la région côtière et le plateau intérieur. La première, très étroite dans le nord, s'élargit vers le sud jusqu'à cinq cents kilomètres de l'océan Indien. Ce n'est pas une contrée uniformément basse et plate; elle renferme d'assez fortes différences de niveau et quelques montagnes isolées comme le mont Uluguru. Le plateau s'élève ensuite, soit en pente douce, avec des élévations plus brusques dans la région du Nyassa, soit d'un seul jet comme aux monts Utschungwe, soit par des chaînons successifs. Une première dépression coupe ce plateau du nord au sud; elle s'étend de l'Afrique orientale anglaise au lac Nyassa, on y trouve, au nord, les lacs Natron et Manjara. La région de Kilimatinde est située dans ce fossé. Le plateau se redresse pour ne plus s'abaisser insensiblement que vers le lac Victoria au nord et vers le lac Tanganyika à l'ouest. Il porte encore de curieuses cuvettes sans écoulement, telles au nord celle du lac Njarasa, au sud-ouest celle du lac Rukwa. Ce dernier est tantôt à sec et tantôt long d'une centaine de kilomètres, suivant les saisons et les années. Le Tanganyika s'écoule par la Lukuga, qui est

une des sources du Congo, avec les hautes eaux; mais, quand son niveau diminue, il ne s'écoule plus. On a constaté, dans presque tous les lacs africains, des différences de niveau fréquentes, sans pouvoir encore en déterminer la cause. L'Est africain renferme plusieurs groupes de hautes montagnes volcaniques. Ce sont, au sud, les monts du Rukwa, au nord-est, le massif du Kilimandjaro qui atteint 6.000 mètres d'altitude et celui du Méru, au nord-ouest les volcans Virunga entre les lacs Kiwu et Albert Edouard. L'aspect du pays est monotone, les distances sont immenses. C'est partout le steppe avec ses diverses nuances; les herbes, les buissons, la forêt, mais la forêt miombo, c'est-à-dire la forêt sèche, de petite hauteur. La sécheresse est une caractéristique du climat; elle cause l'absence des belles forêts équatoriales, touffues et luxuriantes : on ne les trouve guère que sur les bords des lacs et les flancs des montagnes. Quelques régions plus arrosées offrent une végétation plus riche; elles sont aussi les plus peuplées. Ce sont les pays d'Usagara, du Kilimandjaro, de l'Unyamwesi et du nord-ouest. Le système orographique est complexe : l'Est africain envoie ses eaux aux trois mers qui entourent l'Afrique; il est tributaire de l'océan Indien par ses fleuves côtiers et les quelques affluents du lac Nyassa. Le Pangani est alimenté par les neiges du Kilimandjaro et du Méru : ses eaux servent à l'irrigation et sont utilisées comme force motrice : il n'est pas navigable. Le Rufiji est fermé à la naviga-

tion par les cataractes de Pangani, en aval de son confluent avec le grand Ruhaha, qui vient de la dépression orientale d'où il s'échappe par une gorge étroite, au pied du mont Rubeho. La Rovuma, qui forme la frontière du sud, le Wami et le Matandu sont les autres fleuves côtiers. Par le Kagera, affluent du lac Victoria d'où s'échappe le Nil, l'Est africain est tributaire de la Méditerranée. Le Kagera prend sa source dans la Ruanda et parcourt 500 kilomètres avant d'atteindre le lac; il a un très fort débit. Enfin, par l'Ugala qui se jette au lac Tanganyika, les eaux de l'Est africain arrivent à l'océan Atlantique. Le climat tropical du pays est quelque peu différencié. Dans la région nord-ouest c'est le véritable climat équatorial; il comporte deux saisons pluvieuses : d'octobre à décembre et de mars en mai, séparées par une très courte interruption. La saison sèche dure de mai à octobre. Dans le nord-est le climat est semblable; la séparation entre les périodes de pluies est plus longue et les moussons de l'océan soufflent avec fréquence. Il en est ainsi de Dar es Salam jusqu'au Kilimandjaro. Dans le reste du pays, d'une manière générale, on ne trouve qu'une seule période de pluies : de décembre à avril; elle est précédée par les plus fortes chaleurs. Etant donnée sa situation tropicale, l'Est africain est relativement pauvre en pluie; c'est dans cette sécheresse qu'il faut chercher la cause de la différence de végétation avec le Cameroun, par exemple. Outre les chutes de pluies, il y a des

différences sensibles du climat, causées par l'altitude, l'éloignement de la mer, l'influence des vents. Sur les hauteurs, exposées aux courants atmosphériques de l'océan Indien, on constate une température assez favorable aux Européens. Dans les régions basses sévit la malaria.

Les vastes étendues de l'Est africain allemand renferment une population d'une dizaine de millions d'habitants. Elle est très irrégulièrement répartie : la moitié se trouve sur les territoires élevés de Ruanda, d'Irundi et d'Ua, dans le nord-ouest. Ces plateaux ont une altitude de 2.500 mètres en moyenne; c'est la région la plus fertile : les conditions climatiques y permettent l'agriculture, et l'élevage des moutons et des chèvres y est pratiqué. Les bords du lac Victoria et le plateau de l'Unyamwesi, les environs du Rovuma et quelques points du nord de la côte sont les autres endroits de population dense. Les indigènes appartiennent à la race bantoue. La tribu la plus prospère et la plus nombreuse est celle des Unjamwesi qui habitent au centre du pays le plateau qui porte leur nom. Dans le sud, les tribus Wanganis, de race zouloue, étaient nomades et pillardes. Dans le nord-ouest vivent des peuplades hamitiques, plus développées et plus guerrières aussi. Parmi celles-ci on cite la tribu des Massaïs, très turbulente et dangereuse, et celle des Watussis, au Ruanda. Cette dernière forme une caste guerrière qui domine la population bantoue. Sur la côte on rencontre des Arabes et des Indiens.

Les Arabes ont rayonné de Zanzibar et les premières révoltes contre les Allemands furent fomentées par eux. Les Indiens sont tous de petits trafiquants, de petits marchands. La langue parlée par cette population mélangée de nègres, d'Indiens et d'Arabes, n'est pas, comme sur la côte occidentale d'Afrique, une sorte d'anglais négrifié, c'est l'idiome suhaheli, dialecte nègre, enrichi de mots arabes, portugais et allemands.

Une question qui avait préoccupé nos ennemis était celle de la possibilité de la colonisation blanche. Des études nombreuses avaient été faites sur ce sujet. Les régions, reconnues comme les plus favorables, étaient celles déjà les plus peuplées d'indigènes; néanmoins, comme sans voies de communications rapides il n'était pas possible aux colons d'aller s'établir, soit au plateau d'Uhéhé, soit dans le nord-ouest, la colonisation allemande s'était portée dans le massif du Kilimandjaro et au plateau d'Usagara dans la même région. Sur les flancs du Méru on avait même déterminé les zones réservées aux blancs et celles laissées aux indigènes. Le chemin de fer de Moschi à Tanga facilitait l'exploitation. Il ne faut pas croire, cependant, que les colons allemands aient afflué. Il n'y avait, en 1911, que 3.756 blancs dans l'Est africain, et sur ce nombre 2.500 étaient allemands. A la veille de la guerre le chiffre des Allemands avait augmenté, mais artificiellement, par l'envoi progressif d'une force armée qui atteignait près de 5.000 hommes de

la métropole. Jusqu'alors la troupe était formée par 2.000 indigènes, encadrés par 275 Allemands et répartis dans des stations militaires, à travers le pays. Celui-ci était divisé en 19 districts administratifs et en 3 districts de résidence. Le siège du Gouvernement se trouvait à Dar-es-Salam.

Les lacs sont des moyens de communication naturels; vers eux convergent les produits des régions avoisinantes, et de là le courant général des échanges se porte vers la côte. Mais, autant que les transports devaient s'effectuer par porteurs, il ne fallait pas s'attendre à un essor de la colonie; la question des chemins de fer se posa donc. La première ligne fut établie dans la région où s'étaient portés les premiers colons. Du port de Tanga elle remonte la vallée du Pangani, elle dessert l'Usagara et atteint Moschi, sur les flancs du Kilimandjaro. Elle a 352 kilomètres, et 87 kilomètres de prolongement en construction allaient l'amener à Aroucha sur le Méru. Cette ligne était insuffisante, toute locale. Pendant longtemps on discuta sur l'établissement d'une voie centrale, ou d'une voie au sud, entre le lac Nyassa et la mer. Le Reichstag ne voyait pas d'un bon œil de gros crédits affectés à ces entreprises. Après 1906 ces hésitations cessèrent. Le Centralbahn fut décidé et sa construction poussée avec vigueur. Le rail part de Dar-es-Salam, passe à Kilossa, Mpapoua, Kilimatinde, Tabora, et arrive à Kigoma sur le Tanganyika, à quelques kilomètres d'Udjidji. Depuis 1900 le Hedwig von Wissmann

faisait le service du lac entre Albertville au Congo belge et Bismarckbourg, Usambara et Udjidji. A la même date, sur le Nyassa, était lancé l'Hermann von Wissmann. En 1914 des bateaux plus récents sillonnaient le Tanganyika. De Tabora un embranchement était projeté vers Muansa, sur le lac Victoria. Le rail avait atteint Kigoma le 1er février 1914. La longueur de cette ligne était de 1.270 kilomètres. La vitesse de construction a atteint 1 kilomètre par jour, et le prix de revient n'a pas dépassé cent mille francs au kilomètre. L'intérêt majeur que les Allemands voyaient dans cette ligne était qu'elle draînerait le commerce du sud-ouest du Congo belge, la riche région minière du Katanga.

On n'a pas découvert encore d'importantes richesses dans le sous-sol de l'Est africain allemand; ses ressources végétales, par contre, sont grandes : caoutchouc, copra, café, sisal, copal, sésame, sucre sont exportés en quantités diverses, ainsi que l'ivoire, les peaux, les bœufs, les cornes. La culture du caoutchouc a subi des alternatives de hausse et de baisse; c'est une branche importante de l'exportation; le sisal aussi. Ce dernier est une agave originaire d'Amérique qui s'est acclimatée; elle produit un suc qui peut servir à la distillation de l'alcool, mais sa principale richesse réside dans les fibres de ses feuilles qui donnent des fils d'excellente qualité, très demandés pour la corderie. Dans l'Usagara existent d'importantes plantations de café qui s'étendent vers le Kilimandjaro et le Méru. Le

Comité Colonial économique s'était occupé de développer la culture du coton; mais, pour qu'elle réussisse, il faut lutter d'abord contre la tsétsé qui détruit les bêtes nécessaires au labour, ou introduire la charrue à vapeur pour de vastes exploitations. La Société de tissage de Leipzig avait des plantations là-bas. Voici une statistique du mouvement commercial de l'Est africain allemand, en millions de marks (1) :

	Importations.	Exportations.	Total.
1900	12	4,3	16,3
1901	9,5	4,6	14,1
1902	8,9	5,3	14,2
1903	11,2	7,1	18,3
1904	14,3	9,0	23,2
1905	17,7	9,9	27,6
1906	25,2	11	36,2
1907	23,8	12,5	36,3
1908	25,8	10,9	36,7
1909	33,9	13,1	47
1910	38,7	20,8	59

Cette progression se retrouve dans le chiffre des recettes, et la subvention impériale diminuait d'importance :

---

(1) Rohrbach, *op. cit.*, pp. 148-153.

	Recettes propres	Subvention Impériale.
1901	3	5,2
1902	3,2	4,9
1903	3,6	5,6
1904	5,9	6,5
1905	6,9	8
1906	7,2	6,9
1907	7,9	6,9
1908	7,6	5
1909	9,6	3,6
1910	8,9	3,6
1911	9,9	3,5

Une ligne de navigation, l'*Ostafrika Linie*, reliait la colonie à la métropole, aux Indes et à l'Australie.

Les crédits pour les chemins de fer s'étaient élevés, en 1908, à 30 millions de marks, à 19 en 1909, à 17 en 1910, et à 17 en 1911. L'Est africain était une colonie encore à ses débuts et qui promettait beaucoup; les voies ferrées allaient permettre son exploitation méthodique. Il est certain que l'Angleterre saura en tirer tous les avantages que les Allemands avaient escomptés.

SECTION V

Protectorat de Tsing-Tao.

Vers la fin du XIXe siècle l'Europe s'attendait à la liquidation de l'Empire chinois. Déjà la France

et l'Angleterre avaient pris des mesures pour en profiter, lorsque la défaite de la Chine par le Japon sembla hâter l'échéance. Mais ce fut le contraire qui arriva. La France, la Russie et l'Allemagne intervinrent, et, par le traité de Shimonoseki, en 1896, le Japon dut se contenter de Formose, alors que la Russie s'emparait, l'année suivante, de Port-Arthur et de la Mandchourie. L'Allemagne était intervenue pour affirmer son intention d'étendre, en Extrême-Orient, son influence et son commerce. Elle abandonnait maintenant la formule de Bismark : « le soldat suit le marchand », formule bonne à son époque et qui lui avait permis de constituer un bel empire ; elle se sentait assez forte pour imposer sa volonté et la montrer au grand jour. Elle voulait être, à l'heure du partage de la Chine, sur le même pied que l'Angleterre, la France et la Russie, et, si ce partage ne devait pas se faire, elle voulait, comme ces puissances, avoir une base navale en Extrême-Orient, un point d'appui pour inonder la Chine de ses produits et draîner les matières premières de ces riches contrées. Il lui fallait donc prendre pied sur la côte chinoise. Dans le sud et dans le centre ce n'était guère facile. On eut éveillé la jalousie de la France et de l'Angleterre, déjà installées dans ces régions ; dans le nord, Port-Arthur était aux mains des Russes. Le choix était restreint ; mais, dans les limites où il pouvait s'exercer, se trouvait précisément une baie que le voyageur von Richtoffen avait explorée vers 1869 et dont il avait

décrit tous les avantages : la baie de Kiao-Tchéou, dans la presqu'île du Chan-Toung. La riche province du même nom pouvait devenir l'hinterland de ce port. Non loin se trouvaient des mines de houille, et, dans la province voisine de Chan-Si, d'innombrables richesses minières. Kiao-Tchéou avait été déjà, dans des temps reculés, le premier port de la région, et seul l'ensablement avait détourné le mouvement commercial vers Tche-Fou et Weihaiveï, ce dernier aux Anglais.

Quand les Allemands se furent décidés à s'établir en Chine ils se souvinrent des conseils de Richtoffen. Les concessions qu'ils avaient obtenues en 1895 à Tientsin et à Hankéou ne leur suffisaient pas; ils voulaient être chez eux, là-bas. Au début de 1897 le Gouvernement allemand envoya en Chine une mission officielle chargée de rechercher le meilleur port à réclamer en concession. Les conclusions furent favorables à Kiao-Tchéou. Aussitôt l'Allemagne demanda à acheter la baie et ses environs; mais la Chine semblait décidée à faire traîner les choses en longueur : elle ne répondait pas et faisait garder la baie militairement.

C'est alors que se produisit, le 1er novembre 1897, dans la province de Chan-Toung, l'assassinat de deux missionnaires allemands; c'était le prétexte rêvé. Au lieu de réclamer la punition des coupables et de demander des assurances au Gouvernement chinois, on résolut d'intervenir brusquement et de hâter ainsi la solution. L'escadre allemande, qui, de-

puis un an, louvoyait sur les côtes chinoises, vint jeter l'ancre, le 14 novembre, devant la baie de Kiao-Tchéou. Le lendemain, le contre-amiral von Diedrichs envoyait un ultimatum au général chinois qui gardait la baie, lui enjoignant de se retirer dans les trois heures. Celui-ci, sans ordre supérieur, obéit aussitôt. Les Allemands débarquèrent, et, par le télégraphe chinois de Kiao-Tchéou à Chang-Haï, firent connaître au monde leur occupation sans coup férir; occupation faite en représailles de l'assassinat des religieux, disaient-ils, en faisant les bons apôtres. Personne ne fut dupe; mais le Gouvernement chinois, toujours aux prises avec des difficultés intérieures, ne protesta pas. Guillaume II envoya le prince Henri de Prusse en ambassade spéciale pour négocier un traité reconnaissant la prise de possession et accordant, si possible, de nouveaux avantages à l'Allemagne. Le traité fut signé le 6 mars 1898. La Chine cédait à bail (bail renouvelable), pour une durée de 99 ans, toute la baie de Kiao-Tchéou, les îles qui s'y trouvent, la presqu'île de Haï-Shi et le territoire de Tsing-Tao. En outre, le territoire du protectorat était entouré d'une zone neutralisée de 60 kilomètres de large, où les autorités chinoises ne pouvaient agir sans l'autorisation de l'Allemagne. Des clauses économiques, des concessions de voies ferrées étaient jointes au traité.

La baie de Kiao-Tchéou est située sur le 37e parallèle nord et sur le 118e méridien est de Paris. La baie mesure 22 kilomètres de large à marée haute,

18 à marée basse. Le tirant d'eau atteint 10 mètres au goulet et 15 à 20 mètres au centre et le long de la côte est. Les navires de grand tonnage y peuvent donc s'ancrer auprès de la côte. Celle-ci est dominée par des collines qui atteignent une centaine de mètres de hauteur, ce qui permet d'y établir des batteries de défense. L'ancien port de Kiao-Tchéou, ensablé aujourd'hui et séparé de la baie par plusieurs kilomètres de terres basses, fut délaissé par les Allemands. Ils s'établirent à l'entrée de la baie, sur la côte est, au village de Tsing-Tao. Là, sur la mer, une rade s'ouvrait, et à l'intérieur de la baie, un port sûr et abrité pouvait être construit. Enfin, la défense vers la terre était facilitée par l'étroitesse du front entre la mer et la baie et par le relief du sol Le territoire de protectorat était limité, sur la mer, à l'est de Kianko-Tchou; la frontière allait ensuite au nord, puis à l'ouest, où elle suivait le cours de la rivière Pai-Scha, jusqu'à son embouchure dans la baie. La superficie des terres du protectorat : presqu'île Haï-Shi, îles et Tsing-Tao, était de 550 kilomètres carrés; celle de la baie était à peu près semblable. Le protectorat de Tsing-Tao couvrait donc une étendue totale de 1.100 kilomètres carrés. La zone neutralisée, large de 60 kilomètres, n'avait rien de spécial : elle ressemblait à tout le Chan-Toung. Il reste à étudier les ressources de cette province et la situation de Tsing-Tao, pour comprendre tout ce qu'il était possible de tirer d'une pareille base. Tsing-Tao se trouve, par mer, à 21

heures de Chang-Haï, à 20 heures de Tien-Tsin. Dans le golfe de Petchili les eaux se congèlent en hiver; à hauteur de Kiao-Tchéou la mer est toujours libre; c'est un avantage sur Tche-Fou, le grand port du Chan-Toung, auquel Tsing-Tao fit une redoutable concurrence. Le mouvement commercial du Chan-Toung est très actif. Le pays est riche en produits : soies, cotons, arachides, et des mines de houille s'y trouvent. Pour capter ces richesses et les diriger sur Tsing-Tao, il suffira du rail et, ici comme partout ailleurs, les Allemands ont su se servir de ce moyen moderne de conquête. Bien plus, la population chinoise de la province s'élève à 30 millions d'âmes, avec une densité moyenne de 175 habitants au kilomètre carré. C'est un peuple de consommateurs ouvert au commerce allemand : voilà un débouché splendide pour l'Allemagne sursaturée de production. Le climat est tempéré; si le thermomètre descend à 5° centigrades, il s'élève rarement au-dessus de 25°.

Telle était la base qu'avaient choisie les Allemands pour fonder leur puissance en Extrême-Orient. A l'entrée d'une riche province elle pouvait devenir un port commercial de premier ordre. Dotée d'un port en eau profonde, admirablement protégé par une côte élevée, par un goulet relativement étroit, elle pouvait servir de station navale à la flotte de l'Empereur; mais cet avenir était à créer de toutes pièces. En 1898 Tsing-Tao était un pauvre village chinois; aucun travail d'art sur les côtes n'avait

été fait. Il était important, si l'on voulait obtenir les résultats envisagés lors de la prise de possession, de conduire avec méthode la mise en valeur du pays, et il fallait que l'aménagement commercial marchât de pair avec l'aménagement militaire. Pour atteindre ce but Tsing-Tao fut rattaché au ministère de la marine. Future base navale et commerciale, mais commerciale secondairement, Tsing-Tao doit sa prompte fortune aux méthodes de l'amirauté allemande. L'Office des colonies était encore un département des affaires étrangères, et les tâtonnements n'y étaient pas achevés. Au ministère de la Marine, on comprit immédiatement le parti à tirer de Tsing-Tao; un capitaine de vaisseau fut nommé gouverneur, et, dès lors, les travaux de la ville, les fortifications et les travaux du port furent poussés avec ensemble, esprit de suite, avec largeur de vue.

Le village chinois fut exproprié et sa population indigène dut s'abriter au nord-est. Sur son emplacement l'administration allemande avait projeté de bâtir la ville nouvelle de Tsing-Tao. La situation était excellente : face à la mer et abrité par les collines des vents poussiéreux et froids qui soufflent de la Mongolie pendant l'hiver. Tout fut prévu. Dès le début, pour éviter autant que possible la spéculation sur les terrains, un arrêté fut pris par le gouverneur, interdisant aux indigènes toute vente de terrain sauf au Gouvernement et fixant comme prix, en ce cas, le prix moyen d'avant l'occupation. Sur les terres ainsi acquises des sociétés éle-

vèrent rapidement une ville moderne, suivant les méthodes pratiques et rapides de l'Amérique. De larges rues se coupant à angles droits, mais des maisons limitées à trois étages, surgirent en peu de temps. Les plans prévoyaient une population de cent mille âmes. En 1913, 500 habitations nouvelles étaient encore construites; toujours sur la mer, mais plus à l'est, s'était créé un quartier de villas de plaisance : un bel hôtel moderne s'y dressait aussi. De vastes égoûts pouvaient draîner les eaux abondantes de la saison pluvieuse. La ville était éclairée à l'électricité. Un palais du Gouvernement avait été construit sur la hauteur.

De l'autre côté des collines, sur la rive est de la baie, un immense port moderne s'était monté. On rencontrait d'abord le petit port, pour les jonques chinoises et les bateaux de faible tonnage, muni de tous les perfectionnements modernes et longé par la voie ferrée. Plus loin est établi le grand port, à l'abri de deux môles. C'est un travail d'art remarquable. Une jetée circulaire de quatre kilomètres l'enclôt; elle est large de 15 mètres à sa partie supérieure et parcourue par la voie ferrée. A son extrémité on a construit un autre quai d'un kilomètre; c'est là que se trouvent les chantiers de réparations et de radoub, et un dock flottant de 16.000 tonnes qui n'a pas son pareil en Extrême-Orient et qui servit d'abord à réparer le cuirassé *Cesarevitch* pendant la guerre russo-japonaise. Avant la guerre actuelle il avait servi aux vaisseaux de l'amiral von

Spee et à l'*Emden*. Une armée de coolies a travaillé à ces constructions, et c'étaient des équipes d'ouvriers chinois, sous des contremaîtres allemands, qui remplissaient les ateliers de réparations.

A dater de 1905 on entreprit de couvrir de forts la ligne des collines pour se défendre à la fois contre une attaque par mer et contre une attaque par terre.

A la veille de la guerre, en dix-sept années, Tsing-Tao était devenue un port important, une base navale de premier ordre et une ville moderne, où bien des Européens de la Chine du sud venaient passer les mois de chaleur. La population du protectorat s'élevait à 60.000 âmes. A la tête du protectorat se trouvait toujours un capitaine de vaisseau gouverneur, assisté d'un conseil de Gouvernement. Celui-ci comprenait les chefs des grandes administrations et trois représentants de la colonie européenne. Le territoire était divisé en trois districts. On avait constitué des comités des écoles, des impôts, de la puissance publique. C'est à Tsing-Tao que les Allemands avaient appliqué la taxe sur la plus-value des propriétés foncières, en premier lieu. On avait organisé des tribunaux, formés par un magistrat de métier assisté de deux ou quatre assesseurs européens. Les indigènes chinois étaient jugés d'après le droit chinois.

Une autre série de travaux avait contribué à forger la fortune naissante de Tsing-Tao : c'étaient les chemins de fer. Dès le traité de 1898 les Allemands

s'étaient réservés la concession des voies ferrées au Chan-Toung et, dans un rayon de 15 kilomètres autour de ces voies, l'exploitation de toutes les mines qui se trouveraient. Des gisements de houille avaient été signalés à Vei-Shien; le combustible serait donc à portée. On se mit au travail immédiatement, et, en 1904, la voie ferrée était construite de Tsing-Tao à Tsinan-Fou par Kiao-Tchéou. Un peu plus tard un embranchement atteignit la ville de Pochan où des houillères considérables furent exploitées. A Tsinan-Fou, la voie ferrée rejoignait la ligne anglo-allemande de Tien-Tsin à Nankin. Elle devait se prolonger vers le Chan-Si jusqu'à Chountefou où elle aurait rejoint le Grand Central chinois Pékin-Hankéou. Enfin une ligne secondaire devait relier Kiao-Tchéou à Itchoufou, dans le sud du Chan-Toung. Tout le commerce de la province devait donc fatalement se diriger vers Tsing-Tao, et les Allemands allaient hâter la pénétration vers les richesses minières du Chan-Si. En attendant, l'exploitation des houillères était une source de gros revenus : les navires pouvaient s'approvisionner de combustible à Tsing-Tao, et les locomotives trouvaient sur place leur nourriture. La *Chang-Toung Bergbahn Gesselschaft,* qui exploitait les houillères, fut absorbée par la *Chang-Toung et Eisenbahn* qui porta son capital de 54 millions de marks à 60 millions. On venait encore de découvrir des minerais de fer dans le voisinage de la voie et la construction de hauts fourneaux était projetée. Les

Chinois s'étaient rapidement habitués au nouveau mode de locomotion et le trafic des voyageurs était très grand dans cette région peuplée, ainsi que le transport des marchandises. Verreries, poteries, émaux cloisonnés, oxyde de fer de Pochan, soie, huile, arachides, cuirs, nattes et moult autres produits dù Chan-Toung prenaient, par le chemin de fer, la destination de Tsing-Tao. Un fait qui montre la mégalomanie des Allemands dans tout ce qu'ils entreprennent, c'est qu'ils avaient songé à faire de Tsing-Tao la tête de ligne d'un transasiatique qui, de Russie, eût traversé la Mongolie. Un autre projet consistait dans une voie entre Bagdad et Tsing-Tao à travers la Perse. Ainsi, au milieu des réussites raisonnables se montrait cette folie de domination qui menaçait le monde et allait conduire à la guerre actuelle.

Pour se rendre compte des résultats de l'entreprise de Tsing-Tao, il faut étudier le budget du protectorat et les statistiques commerciales. Il convient, dans l'étude du budget, de faire la différence de Tsing-Tao et des colonies ordinaires. Tsing-Tao est une base navale, une station militaire, et dans ces conditions il devient évident que les dépenses d'installation et d'entretien seront très supérieures aux ressources du protectorat; mais cela n'enlèvera rien à son importance, et les ressources augmenteront en proportion du développement de l'influence et du commerce allemands.

Voici, en marks, les chiffres des recettes propres

de la subvention impériale et des dépenses de 1897 à 1910 (1) :

	Recettes propres.	Subvention Impériale.	Dépenses.
1897	néant	néant	néant
1898	273.851	3.071.261	3.071.261
1899	186.855	4.982.770	5,226.000
1900	271.862	8.320.223	8,507.000
1901	621.683	9.767.888	10.039.000
1902	468.587	10.737.463	11.359.000
1903	414.521	12.035.827	12.504.000
1904	914.033	12.347.000	12.762.000
1905	1.037.487	12.576.000	13.890.000
1906	1.644.762	14.655.000	15.693.000
1907	1.818.981	13.148.000	14.793.000
1908	1.445.895	11.715.000	13.534.000
1909	3.769.018	10.019.000	11.465.000
1910	4.840.535	8.031.000	12.872.000

Si les subventions impériales étaient encore le double des recettes propres du protectorat, en 12 ans celles-ci étaient passées du néant à près de cinq millions de marks. Ces ressources venaient des impôts établis sur la propriété mobilière et foncière, sur les revenus des maisons de commerce, des mines et des chemins de fer, enfin, elles venaient, en majeure partie, des 20 % abandonnés par la

(1) Rohrbach, *op. cit.*, pp. 155-156.

douane chinoise sur les droits qu'elle percevait. Au traité de 1898 les Allemands déclaraient Tsing-Tao port franc : les limites de la douane chinoise étaient reculées au delà de la zone neutralisée. Cet état de choses a été modifié par une convention du premier décembre 1905. La zone franche a été réduite au bassin du port, aux magasins des quais. En dehors de là, toutes les marchandises, même allemandes, payaient la douane chinoise. C'est en raison de l'abandon des droits de franchise que celle-ci laisse à Tsing-Tao 20 % du produit de ses recettes. D'ailleurs, l'Allemagne s'était réservé le droit d'introduire en franchise tout ce qui pouvait servir à l'intérêt public ou militaire, les machines, les colis postaux, les bagages des voyageurs. Les produits manufacturés à Tsing-Tao, avec des matières brutes du Chan-Toung, n'étaient soumis à aucun droit s'ils étaient réexpédiés à l'intérieur. Il faudra revenir à ce traité et se rappeler ces privilèges pour comprendre qu'ils déterminèrent le Japon à se débarrasser du voisinage allemand qui l'importunait déjà. Le commerce de Tsing-Tao comprend un commerce direct et un commerce de transit :

	Commerce total.
1900	12.000.000 de marks
1903	34.000.000 »
1905	64.000.000 »
1907	102.000.000 »
1910	130.000.000 »
1913	240.000.000 »

Tsing-Tao doit ce magnifique résultat aux aménagements de son port et aux voies ferrées qui le desservent. La valeur des importations et des exportations est à peu près égale. Il est difficile de se faire une idée du commerce direct des divers pays. On ne peut se fixer au pavillon, car il arrive chaque jour, par exemple dans des bateaux anglais, des marchandises étrangères. Si l'on considère le commerce direct sans transbordement, aux importations le Japon occupe la première place, puis l'Allemagne et les Etats-Unis; à l'exportation c'est la France qui est en tête, suivie de l'Allemagne.

Comme dans ses colonies, comme dans l'univers entier, l'Allemagne, pour développer son commerce, s'est servie de sa flotte marchande ou, pour mieux dire, les deux développements sont allés de pair. A peine Tsing-Tao était-il fondé, que M. Ballin, le directeur de la *Hamburg Amérika Linie,* venait le visiter et prolongeait les services maritimes, alors arrêtés à Hong-Kong. La ligne subventionnée des paquebots postaux de l'Empire y touchait à son tour. En 15 ans le pavillon allemand a pris à Tsing-Tao une place considérable. En 1900, sur 182 vapeurs, 140 étaient allemands, 22 anglais, 10 japonais. En 1904, sur 702 navires, 400 sont allemands, 200 anglais, 2 français. En 1903, Tsing-Tao a vu entrer 939 navires représentant 1.329.000 tonneaux. L'Allemagne, sur ce chiffre, comptait 572.000 tonneaux et 331 bateaux; la Grande-Bretagne 422.000 tonneaux et 247 navires; le Japon 223.000 tonneaux et 260 navires.

Ainsi, dans l'espace de dix-sept années, le rêve d'un grand port commercial était devenu une réalité; Tsing-Tao était le vaste entrepôt d'où les Allemands inondaient le Chan-Toung de leurs produits, et d'où ils tiraient des matières premières utiles à leur industrie. Leur pavillon disait, chaque jour, la grandeur et la force de l'Allemagne; insensiblement ils pénétraient le milieu chinois; ne négligeant rien, ils avaient créé des écoles d'allemand et une université où des Chinois nombreux venaient s'instruire. La puissance de la station militaire renforçait à Tsing-Tao le rayonnement de l'influence commerciale. Une vaste caserne abritait des troupes d'occupation et de protection, et les forts étaient munis de l'outillage le plus moderne et d'une artillerie à grande portée. Enfin, dans le port, les habitants du Céleste Empire pouvaient admirer l'escadre allemande d'Extrême-Orient, composée de croiseurs légers et rapides. Le ministère de la Marine pouvait être fier de son œuvre; à l'abri des à-coups de la politique, des changements de direction, elle s'était développée hardiment et le résultat justifiait les sacrifices consentis. Tsing-Tao était le point d'appui de l'Empire dans les mers lointaines; aussi, quel coup sensible sera sa perte pour l'orgueil allemand !

SECTION VI

Les Colonies Allemandes de l'Océan Pacifique.

C'est vers 1865 que des maisons de commerce allemandes établirent des comptoirs en Océanie; la maison Godeffroy, à Samoa, fut longtemps prospère; mais, en 1882, elle fut acculée à la faillite. Bismarck proposa, pour la sauver, de déclarer le protectorat allemand sur cet archipel; l'opinion publique n'était pas encore mûre pour une politique coloniale, et, devant l'attitude du Reichstag, le Chancelier retira son projet. En Mélanésie, d'autres firmes obtenaient des avantages de chefs indigènes, et même l'autorisation d'un dépôt de charbon. Sur ces entrefaites, le *Deutscher Kolonialverein* chargeait le Dr Finsch d'une mission scientifique en Nouvelle-Guinée. L'Angleterre, prévenue, dépêcha une mission de son côté, et la Nouvelle-Guinée se trouva hérissée de drapeaux anglais et allemands; un arrangement survint et, en 1884, l'Allemagne pouvait déclarer son protectorat sur la terre de l'empereur Guillaume, qui formait la partie est de la Nouvelle-Guinée, sur l'archipel Bismarck, les îles de l'Amirauté et la majeure partie des îles Salomon. En 1885, c'était le tour des îles Marschall, et en 1888, de l'île Nauru. Fidèle à sa méthode des Chartered Companies, Bismarck confiait à deux entreprises les terres nouvelles : le *Schutzebiet der Neu-Guinea*

Kompanie, le *Schutzgebiet der Marschall Inseln.* Les noms de Nouvelle-Bretagne et Nouvelle-Irlande furent changés contre ceux de Nouvelle-Poméranie et Nouveau-Mecklembourg. Ces possessions étaient bien éloignées de la métropole; aucune ne possédait un port susceptible de devenir une grande base navale : elles formaient la première étape de la marche de l'Empire en Extrême-Orient. La seconde étape sonna en 1897, lorsque l'Allemagne s'empara de la baie de Kiao-Tchéou : sûr de posséder une station militaire et navale, l'Empire allemand se vit en état d'augmenter sa puissance dans les mers de l'est. En 1899, il achetait à l'Espagne, pour une somme de 18.000.000 de marks en or, l'archipel des Carolines, l'archipel des Mariannes et les îles Palaos. En 1900, les Etats-Unis partageaient avec l'Allemagne l'archipel des Samoa; la dernière obtenait ainsi les îles Sawaï et Upolou. Quand la guerre actuelle éclata, les possessions allemandes du Pacifique comprenaient : en Micronésie, les îles Palaos, les îles Mariannes, le vaste archipel des Carolines, les îles Marschall, l'île Nauru; en Mélanésie, la terre de l'Empereur Guillaume, les îles de l'Amirauté, l'archipel Bismarck, les îles Salomon; en Polynésie, les deux plus grandes îles du groupe des Samoa. Il s'agissait, au total, de 244.000 kilomètres carrés seulement, peuplés en tout de 450.000 habitants.

La terre de l'Empereur Guillaume, ou Nouvelle-Guinée allemande, mesure, à elle seule, 181.650 ki-

lomètres carrés. Elle est située au nord-est de la grande île de même nom, dont elle couvre les 22/100. Elle se trouve, ainsi que les îles Bismarck et Salomon, immédiatement au sud de l'Equateur. C'est un domaine encore mal exploré, dont on connaît à peine le relief et les ressources. Deux grands fleuves l'arrosent : l'Impératrice Augusta et le Ramu, qui sont navigables. On a seulement sur le chiffre de la population de très vagues données : il est peu élevé. Le développement de ce territoire est encore primitif. Massueli, Stephanson et Gattelberg sont les principales localités du littoral.

L'archipel Bismarck, avec les Salomon et les Amirautés, mesure 47.000 kilomètres carrés, et on estime qu'il contient près de 250 à 300.000 habitants. Les principales îles sont : Nouvelle-Poméranie, Nouveau-Mecklembourg, Nouveau-Hanovre, et aux Salomon, Bougainville et Choiseul. Le centre du commerce et de la navigation ne s'éloigne guère du canal Saint-Georges qui sépare les deux premières. Le siège de l'administration avait d'abord été établi à Herbertshôhe en Nouvelle-Poméranie, puis, en 1905, transporté à Rabaul, port nouveau, construit sur la même île, par le Norddeustscher Lloyd.

Les Carolines forment un groupe d'îles très étendu, qui s'allonge sur 32 degrés de latitude et sur 7 de longitude en lui adjoignant le groupe des Palaos. Elles couvrent une étendue marine de 2.500.000 kilomètres carrés, mais seulement 1.450 kilomètres carrés de terres ferme. Et sur celles-ci,

à elles seules les îles Ponape, Kuseïe, Jap et Truck mesurent 800 kilomètres carrés. Comme toutes les îles de la Micronésie, elles sont situées au nord de l'Equateur, en pleine zone tropicale.

L'archipel des Mariannes, un peu plus au nord, est moins vaste. La principale des îles : l'île Guam, est aux Etats-Unis. Quelques douzaines d'autres îlots, qui étaient allemands, couvraient à peine 600 kilomètres carrés.

Les îles Marschall sont à l'est des Carolines, et l'île Nauru est isolée sous l'équateur. Les Marschall sont de simples atolls, ou récifs de coraux, au nombre de 32 et disséminés sur une étendue de mer de 1.200.000 kilomètres carrés. Les principaux ports sont : le port Frédéric-Guillaume et le port Finck en Nouvelle-Guinée, Rabaul en Nouvelle-Poméranie, Ponape sur la Caroline de même nom, Saipan aux Mariannes et Jaluit aux Marschall.

En Nouvelle-Guinée et dans l'archipel Bismarck, la population indigène est formée de Mélanésiens et de Papous, dans les Carolines de Micronésiens. Ces peuplades sont rebelles et peu aptes au travail. L'autorité allemande ne s'exerçait guère qu'aux environs des villes et des ports.

Le climat de la terre de l'Empereur Guillaume et des îles montagneuses est, sur les côtes, humide et tropical, à l'intérieur, et suivant la hauteur, plus modéré et même frais. On a reconnu en Nouvelle-Guinée des altitudes de 4.000 mètres.

Le commerce total de ce groupe de possessions

s'élevait, en 1911, à 12.000.000 de marks, et grâce à l'exploitation des phosphates de l'île Nauru, l'exportation dépassait l'importation. Après les phosphates, le principal produit est la coprah, puis viennent le caoutchouc, les bois, le café, les perles. L'importation se compose de denrées alimentaires, d'ustensiles et de tissus. Il y a 20.000 hectares de plantations comprenant 3 millions de palmiers à noix de coco.

Le groupe allemand des Samoa comprend les îles Savaï et Upolou, en tout 2.600 kilomètres carrés. Elles se trouvent sous le douzième degré de latitude sud, dans la Polynésie. La capitale est Apia, sur la côte nord d'Upolou. Le climat tropical est modéré par l'influence maritime et le souffle des alizés. La population indigène est de 35.000 habitants. On y trouvait des métis, des Chinois et 500 Européens, en majorité allemands. La situation économique était plus avancée que dans le groupe précédent; néanmoins, les indigènes n'étaient pas sûrs, et les colons allemands accusaient le gouverneur local de ne pas les traiter assez sévèrement.

Le principal produit d'exportation est encore, ici, la coprah : 2.500.000 marks en 1910 ; mais l'exportation totale n'était que de 3.000.000. La marge était petite pour les autres produits. Il y avait, à Samoa, 6.500 hectares de plantations, presque entièrement aux mains de la Société allemande de commerce et de plantation des îles du Pacifique, issue de la liquidation Godeffroy.

Les statistiques suivantes, en millions de marks, donnent une idée du mouvement commercial (1) :

Archipel Bismark

	Importations.	Exportations.	Total.
1900	1,7	1	2,7
1901	1,6	1,4	3
1902	2,3	1,1	3,4
1903	2,9	1,2	4,1
1904	2,3	1,2	3,5
1905	2,9	1,3	4,2
1906	3,3	1,6	4,9
1907	3,4	2	5,4
1908	3,1	1,7	4,8
1909	2,7	2,5	5,2

Carolines — Mariannes — Nauru

1901	1,2	1,2	2,4
1902	1	1	2
1903	1,3	1,3	2,6
1904	1,2	1,1	2,3
1905	2,5	1	3,5
1906	2,2	1,1	3,3
1907	2,3	1,5	3,8
1908	2	4,4	6,4
1909	3,8	5,9	9,7

(1) Rohrbach, *op. cit.*, pp. 143, 153-154.

La hausse constatée en 1908 aux exportations provient de l'exploitation des phosphates de Nauru.

Samoa

	Importations	Exportations.	Total
1900	2,1	1,3	3,4
1901	1,6	1	2,6
1902	2,6	1,7	4,3
1903	2,7	1,4	4,1
1904	2,3	1,7	4
1905	3,4	2	5,4
1906	2,9	3	5,9
1907	2,8	1,8	4,6
1908	2,5	2,7	5,2
1909	3,4	3	6,4

Le développement de ce domaine insulaire n'offre rien de remarquable. Il est juste de constater que, de toutes les colonies allemandes, celles-ci étaient les plus délaissées. Néanmoins, elles offraient encore des possibilités et formaient surtout des points d'appui pour l'expansion allemande en Orient. L'ouverture du canal de Panama allait leur donner une importance nouvelle, surtout aux Samoa et au port d'Apia, qui se trouvait déjà sur la route de Sydney à San-Francisco. La valeur stratégique de ces archipels comme bases navales, comme étapes sur les grandes lignes maritimes, suffisait pour les rendre précieux aux Allemands.

CHAPITRE III

L'Administration coloniale et ses résultats.

SECTION PREMIÈRE

Résultats économiques.

L'origine des premières colonies allemandes est dûe à des entreprises commerciales privées. Celles-ci, après avoir acquis des territoires, avaient demandé la protection de l'Empire et, dès 1884, Bismarck l'avait accordée. Le chancelier n'avait pas voulu faire assumer par le jeune Empire la charge de l'administration coloniale. Il ne voulut pas se lancer dans des aventures lointaines qui eussent alourdi les charges financières de ses peuples. Il trouva plus simple d'imiter l'Angleterre dans le système des *Chartered Companies.* Ce fut par des Chartes impériales, accordées aux Sociétés privées, que s'affirma le protectorat.

La première de ces Chartes fut accordée à la *Deutsch Ost Afrika,* du Dr Peters. Les principales

Compagnies privilégiées furent ensuite : la *Neu Guinéa Companie,* le *Nord Camerun,* le *Sud Camerun,* la *Gesselschaft für Deutsch Sud West Afrika,* etc., etc... D'une manière générale. ces sociétés recevaient de l'Empereur l'autorisation d'exercer tous les droits de souveraineté, y compris le droit de justice et de police, sous la condition de rester allemandes. L'Empereur se réservait la faculté d'introduire, à son heure, toute modification utile dans ce statut. On a beaucoup critiqué cette politique de Bismarck, en Allemagne, depuis que l'on a vu les piètres résultats obtenus par les sociétés. Celles-ci, en effet, n'avaient fait aucun effort pour développer leurs possessions. C'est à peine si le quart de leur capital avait été versé. Elles attendaient que des découvertes problématiques de mines vinssent leur donner une heureuse plus-value. Leur principal souci était de ne pas se hasarder dans de nouvelles opérations. L'idée des Compagnies à Chartes n'avait pas été favorisée par le succès : les Allemands n'avaient pas la même habitude que les Anglais des choses coloniales; ils en étaient à leurs débuts et il est probable que l'Etat eut tâtonné aussi. Quand ce dernier voulut prendre à son compte la gestion des colonies, il fut obligé de désintéresser les Compagnies privilégiées; cela lui coûta cher et le Reichstag ne vit pas ce rachat d'un bon œil. Le département colonial fut rattaché au ministère des Affaires étrangères et, après bien des tâtonnements, il inaugura, sous

la direction de M. Stuebel, une politique active. Le soulèvement du Sud-Ouest vint achever l'évolution. L'opinion publique s'intéressa, dès lors, aux colonies, et le gouvernement impérial en profita pour hâter leur développement. Sous l'habile direction de M. Dernburg, puis sous celle du général de Lindequist, les colonies allemandes prospérèrent. De 1900 et surtout de 1905 à 1914, on constate un immense progrès. Le commerce colonial fait plus que doubler, les voies ferrées se développent, une politique ferme et suivie déroule ses effets favorables. Pour se mettre au courant des affaires, M. Dernburg fait deux voyages aux colonies africaines.

En 1914, l'Empire colonial allemand mesurait 2.950.000 kilomètres carrés. Il était peuplé de 12 à 15 millions d'habitants, sur lesquels on comptait à peine 25 à 30.000 Européens, presque tous Allemands.

Depuis 1906 les capitaux s'étaient dirigés vers les entreprises coloniales, et les finances coloniales s'étaient améliorées. La statistique suivante donne les chiffres des dépenses et des recettes propres, en millions de marks, des colonies, de 1896 à 1911 (1) :

---

(1) Dr Rohrbach, *Das Deutsche Kolonialwesen*, p. 150.

	Recettes propres.	Dépenses.
1896	3	13,5
1897	3,6	8
1898	4,7	9,2
1899	5,9	14,6
1900	6,7	17,2
1901	7,5	28,9
1902	8,9	26,3
1903	9,7	29,6
1904	12,7	133,8
1905	13,4	196,6
1906	16,5	161,0
1907	21,7	167,4
1908	22,4	215,0
1909	35,3	99,5
1910	35,1	93,3
1911	38,8	104,4

Kiao-Tchéou, à cause de son caractère spécial de base militaire, n'est pas compris dans ces chiffres. Ce qui saute aux yeux, c'est l'augmentation des dépenses à dater de 1904. La cause en est toujours dans la guerre du Sud-Ouest. En éliminant cette colonie on se rend mieux compte de la progression des recettes par rapport aux dépenses, en millions de marks (1) :

---

(1) Rohrbach, *op. cit.*, p. 151.

	Recettes propres.	Dépenses ordinaires.
1901	5,6	16,3
1902	6,7	16,8
1903	7,5	16,1
1904	10,6	21,2
1905	11,7	26,8
1906	13,4	23,4
1907	15,4	24,5
1908	15,5	24,7
1909	19,8	27,2
1910	18,0	28,0
1911	20,2	30,2

Alors qu'en 1901 les recettes couvraient 1/5 des dépenses, en 1911 elles en couvraient les 2/5. Et, en enlevant aux colonies leurs charges militaires, elles arrivaient à payer leurs autres frais (1).

Les capitaux avaient été longs à se mobiliser; ils s'étaient enfin mis en branle. En 1913, le capital nominal global des Sociétés exploitant les colonies allemandes était de 663.400.000 francs, dont 352,275.000 francs pour les sociétés allemandes (2). Les Sociétés de chemin de fer figuraient pour 127.000.000 de francs, les Sociétés agricoles pour 90, les Sociétés commerciales pour 30, les Sociétés minières pour 66, les Compagnies mixtes

---

(1) *Deutsche Kolonialzeitung* du 15 février 1913.

(2) *Annuaire colonial* de Heydt pour 1913.

et diverses pour 138 (1). La rémunération moyenne de ce capital était de 8,1 %. 42 millions ne rapportaient encore rien. C'étaient des entreprises à leur début et que l'avenir promettait de rendre prospères. Le capital des banques coloniales se montait à 12.250.000 francs. C'étaient des filiales de la Deutschebank et de la Dresdner Bank. Les principales avaient leur siège en Afrique orientale et surtout au Sud-Ouest ; la direction de certaines d'entre elles se trouvait à Hambourg et à Berlin. L'afflux des capitaux avait permis la mise en valeur des colonies, et le premier stade de ce développement avait été la construction des voies ferrées.

En 1904, l'Allemagne ne possédait en Afrique que 479 kilomètres de chemins de fer, en 1913, elle en avait 4.176. Des crédits pour 375 millions avaient été affectés par l'Etat à ces constructions, et l'on a vu que les Compagnies avaient un capital global de 127 millions, dont 26 millions 250.000 francs pour *l'Ostafrikanische Eisenbahn Gesselschaft*, 20 millions 800.000 francs pour la *Kamerun Eisenbahn Gesselschaft* et 75 millions pour la *Schantung Eisenbahn Gesselschaft* (2). Ces voies ferrées permettaient le développement économique des régions traversées, la pénétration des colons vers

(1) *Koloniale Rundschau*, oct. 1913, Fr. Hupfeld.
(2) *Koloniale Rundschau*, mars et juillet 1914.

l'intérieur, la police des territoires. Les Allemands en faisaient les instruments de leurs visées politiques sur toute l'Afrique centrale.

Durant ce temps le mouvement des échanges augmentait et son accélération coïncidait avec l'établissement des voies ferrées. Le tableau suivant, emprunté à M. C. Fidel, montrera cette marche ascendante (1).

Importations (en francs).

Colonies	1905	1911	1912
Afrique Orientale	22.069.000	57.364.000	62 886.000
Afrique du Sud-Ouest	29.540.000	56.626 000	40 623.000
Cameroun	16.834.000	36.646.000	42.801.000
Togo	9.700 000	12.025.000	14.284.000
N.-Guinée et dépendances.	6.838 000	10.018·000	11.508.000
Samoa	3.234.000	5.082.000	6.242 000
Kiao-Tchéou	86.470.000	86.719.000	143.672.000
Total	175.685.000	264.480.000	322.016.000

Exportations.

Afrique Orientale	12.457.000	28 046 000	39.271.000
Afrique du Sud-Ouest	270.000	35 716 000	48.794 000
Cameroun	11.643.000	26.563.000	29.045.000
Togo	4.946.000	11:646.000	12.447.000
N.-Guinée et dépendances.	2.962.000	15.033.000	15.107.000
Samoa	2.536 000	5.486.000	6.305.000
Kiao-Tchéou	30.959.000	75.705.000	100.369.000
Total	65.753.000	198.191.000	251.338.000

(1) C. Fidel, *L'Allemagne d'outre-mer*, pp 30-31.

Commerce total.

Colonies	1905	1911	1912
Afrique Orientale	35.506.000	85.410.000	102.157.000
Afrique du Sud-Ouest	29.810.000	92.342 000	89.417.000
Cameroun	28 477.000	63.209 000	71.846.000
Togo	14 646.000	23.671.000	26.731.000
N.-Guinée et dépendances	9.800.000	25 051.000	26.615.000
Samoa	6.770.000	10 568 000	12.547.000
Kiao-Tchéou	117.429.000	162.420.000	244.041.000
Total	241.438.000	462.671.000	573.354 000

En l'espace de sept années le commerce total des colonies allemandes avait doublé. Le commerce direct de la métropole avec ces colonies était passé de 80.000.000 de francs en 1905, à 207.000.000 en 1911, et sa part dans le mouvement global, de 39 % à 45 %.

Ces possessions promettaient à l'empire un vaste débouché. Kiao-Tchéou hormis, les importations allemandes aux colonies s'élevaient, en 1911, à 112.500.000 francs, ce qui faisait 63 %. Elles consistaient en vêtements, linges, denrées alimentaires, matériel et outillage pour voies ferrées, etc...

C'était surtout comme productives de matières premières pour leur industrie et de denrées exotiques, en second lieu, que les Allemands envisageaient leurs colonies. Qu'en retiraient-ils à ce point de vue? Le Cameroun, en 1911, avait produit pour 13,750.000 francs de caoutchouc, l'Afrique Orientale pour 6.000.000 et le Togo pour 1.000.000; au total, 21 millions. L'Allemagne achetait à ses co-

lonies pour 27.500.000 francs de matières servant à fabriquer l'huile. C'étaient les noix et huiles de palme de la côte occidentale d'Afrique : Cameroun 7.000.000 de francs, Togo 6.500.000 francs, la copra de Nouvelle-Guinée 5,625.000 francs, les noix de coco de Samoa et de l'Afrique Orientale 4.500.000 et 2.300.000 francs. L'Allemagne demandait encore à l'étranger 625.000.000 de francs d'huile ou de matières premières servant à la fabriquer : aussi, le Comité économique colonial, « Le Kolonial Wirtschaftliches Komitee », s'était préoccupé d'augmenter le rendement colonial de ces produits et d'étendre la culture des palmiers à huile au Togo et au Cameroun. Ce programme se serait réalisé grâce à l'extension des chemins de fer. Au Cameroun, la production du cacao était passée de 1.143 tonnes en 1903, à 4.552 tonnes en 1912. L'Afrique orientale exportait pour 5.625.000 francs de chanvre de sisal. Enfin, c'était la culture du coton qui donnait de vastes espérances. Le Togo et l'Afrique orientale avaient donné, en 1912, 9.730 balles; en 1913, 14.000 balles (1). On devait ce résultat aux efforts patients du Comité économique colonial qui avait créé une école à Misahöhé. Cette production promettait de s'étendre beaucoup. Des richesses minières de leurs colonies les Allemands retiraient déjà quelques avantages. Les

(1) C. Fidel, *L'Allemagne d'outre-mer*, pp. 37 et suiv.

mines de diamants du Sud-Ouest Africain étaient prospères. Il faut mentionner le cuivre d'Ottavi, les phosphates de l'île Nauru, les houillères du Chan-Toung. Ainsi, ces colonies renfermaient des éléments de richesse que l'Allemagne commençait à exploiter et qui, avec le temps, eussent fourni à son industrie des matières premières à bon compte. Cela ne lui suffisait déjà plus; ses possessions étaient les points stratégiques d'où elle allait s'élancer à la conquête des vastes domaines qu'elle convoitait. Ses compagnies de navigation unissaient les colonies à la métropole. La plus grosse partie du commerce colonial se faisait sous le pavillon impérial. Tels sont les résultats favorables obtenus dans leur domaine colonial par nos ennemis.

SECTION II

Colons et Politique indigène.

Les Allemands n'avaient pas été aussi heureux au sujet de la colonisation. Ils s'étaient efforcés d'attirer leurs émigrants au Sud-Ouest Africain et en Afrique orientale. Malgré la propagande de la *Deutsche Kolonialgesselschaft,* l'Afrique du Sud-Ouest comptait à peine 15.000 colons. Il est vrai que c'était la nature des choses qui s'opposait à ce peuplement. A part le travail des mines au Sud-Ouest, l'élevage seul fait vivre et il fallut d'assez grosses avances aux fermiers. Au Cameroun, en

Afrique orientale, l'Européen ne peut pas travailler davantage; il n'est capable que d'un travail de direction, même sur les hauteurs. Le climat ne lui permet pas autre chose. Ce n'était donc qu'une élite, parmi les émigrants, qui pouvait s'établir sur le sol colonial allemand...

Certains même préféraient chercher fortune ailleurs, tel cet Allemand établi aux îles de la Sonde, afin d'éviter les tracasseries de l'administration coloniale germanique. On connaît les méthodes de caporalisme de nos ennemis; il ne faut pas s'étonner s'ils les employaient dans leurs colonies, à l'encontre de leurs propres colons aussi bien que des indigènes. En Afrique orientale et principalement au Sud-Ouest, les indigènes n'avaient pas eu à se louer des Allemands. Fonctionnaires et colons s'étaient entendus contre eux. Toute l'Allemagne avait proclamé la guerre de la kultur au Sud-Ouest, et l'extermination des Herreros avait achevé la campagne. C'était une lourde faute. A la veille de la guerre les colonies allemandes subissaient une crise de la main d'œuvre. La population indigène, qui n'était pas très dense, refusait de travailler; il n'était pas facile de la contraindre. C'est une question qui préoccupait les ligues coloniales et que les congrès coloniaux n'avaient pas négligée. Les uns étaient partisans du travail forcé, les autres non. Les premiers, qui étaient suivis en fait, avaient proposé l'impôt sur les nègres afin de les obliger au travail pour ob-

tenir de quoi se libérer. Cet impôt de capitation et l'impôt sur les huttes causaient, au Cameroun et en Afrique orientale, de nombreuses petites révoltes. Les maîtres allemands étaient détestés et les Anglais et les Français furent accueillis en libérateurs par les noirs dans l'Adamaoua.

Vingt ans de tâtonnements et de fausses manœuvres dans la gestion coloniale, pendant lesquels l'Empire s'est organisé et fortifié à l'intérieur, et depuis 1905 une politique ferme et suivie d'organisation économique : voies ferrées, cultures, mines, ayant en vue l'intérêt seul et la puissance de la métropole, politique où se retrouvent les qualités et les défauts de la race germanique : application et esprit de suite, caporalisme, brutalité, allant jusqu'au massacre des nègres — et qu'on légitime au nom de la kultur comme toutes les horreurs et tous les crimes de la guerre actuelle — telle est l'histoire du développement des colonies allemandes.

CHAPITRE IV

La guerre aux colonies.

Les Allemands avaient multiplié dans leurs possessions les postes fortifiés, les mitrailleuses et même les canons. C'était en prévision du grand conflit. Néanmoins, ils eussent préféré que la lutte fût limitée à l'Europe; ils comprenaient que si la guerre durait quelque temps, leurs colonies, encerclées, seraient fatalement conquises. Ils tenaient à conserver les postes de télégraphie sans fil qu'ils y avaient élevés et qui renseignaient, sur les Océans, leurs vaisseaux corsaires. Ce furent les premiers objectifs des Alliés, qui détruisirent les stations radiotélégraphiques, le 2 août 1914, à l'île Jap et à l'île Nauru, le 29 août à Tafaigata dans Samoa, le 12 septembre à Bitapaka en Nouvelle-Poméranie, celles de Togle-Koje et de Kamina au Togo, puis celles de Douala et de Garoua au Cameroun, de Windhuck au Sud-

Ouest et de Dar-es-Salam en Afrique orientale. L'Allemagne était ainsi coupée totalement de ses colonies; elle allait en être dépossédée bientôt.

SECTION PREMIÈRE

La conquête du Togo.

Dès le début des hostilités, le gouverneur du Togo, von Duering, proposait aux gouverneurs de l'Afrique occidentale et de la Gold Coast de maintenir leurs trois colonies dans la neutralité. C'est que le Togo, encerclé par les possessions françaises et anglaises, ouvert sur la côte aux maîtres de la mer, était dans une situation stratégique défavorable. Anglais et Français recevaient l'ordre de s'en emparer en combinant leurs opérations. Le lieutenant-colonel Bryant, de la Gold Coast, prenait le commandement des troupes.

Du côté anglais, les effectifs comprirent 4 compagnies de 120 hommes, une section d'artillerie avec trois canons. Trois autres compagnies arrivèrent de Kete Kratschi et deux autres du Nigeria, mais ne prirent point part aux opérations. Du côté français, la compagnie Castaing se joignit aux troupes britanniques et le commandant Maroix, major du Dahomey, avec deux autres compagnies, arrivait à Kamina en même temps que la colonne Bryant, tandis que, dans le nord, une brigade Mossi et une

compagnie du Niger formaient toute l'armée d'invasion. Les Allemands avaient au Togo 2 officiers, 6 sous-officiers et un millier d'indigènes armés. A ces troupes se joignirent des Allemands en résidence là-bas. Un radio fut intercepté, où von Duering avertissait l'Empereur de son intention de défendre la station de Kamina; c'était là qu'un poste de T. S. F. venait d'être installé. Le lieutenant-colonel Bryant prit ses dispositions en conséquence. La campagne dura 20 jours, du 7 au 27 août 1914.

Le 7 août, deux compagnies anglaises prenaient possession de Lomé, sans coup férir. Les Allemands se retiraient en utilisant la voie ferrée d'Atakpamé; Kamina étant située au nord de cette dernière ville, ils se concentraient dans cette région. Le 12 août, deux compagnies de renfort, avec la section d'artillerie, arrivaient par mer, sur le vapeur *Elélé*. Le lieutenant-colonel Bryant commençait alors la poursuite vers le nord. Une compagnie, détachée en avant-garde, capturait, le 15, un train rempli de troupes. Le 16, à Tsévie, la colonne anglaise battait l'ennemi qui se repliait. Elle restait au repos durant trois jours : elle venait de s'emparer de la voie ferrée d'Atakpamé sur 60 kilomètres de longueur. Il faut penser aux difficultés de la marche sur le sol marécageux de ce pays, dans la brousse, sous un climat malsain et se souvenir que les services d'arrière, d'armements et d'approvisionnements, nécessitant un grand nombre de porteurs, n'avançaient que très lentement. Durant ce temps,

les troupes du Dahomey avaient conquis la côte jusqu'à Anecho et Porto-Seguro, et, de là, le capitaine Castaing, avec une compagnie de tirailleurs, rejoignait les forces anglaises. Le lieutenant-colonel Bryant, pour lier les opérations des colonnes d'invasion, envoyait aux compagnies anglaises qui se trouvaient à Kete-Kratschi, sur le Volta, et au commandant Maroix, à Tchetti, l'ordre de se trouver, le 26 août, à 18 heures de marche de Kamina. Puis, le 18, il reprenait son avance. Il fallait réparer les ponts que les Allemands détruisaient. On rencontrait l'ennemi à Chra, le 22 août. La bataille était indécise; mais les Allemands se repliaient pendant la nuit. Ils faisaient sauter leur poste de Kamina le 25, et, dès le 26, la colonne Bryant et la colonne Maroix faisaient leur jonction devant cette station. Les Allemands, le 27, se rendaient sans conditions : leurs trois mitrailleuses Maxim étaient capturées et plus de 200.000 cartouches, ainsi que tout le matériel de chemin de fer avaient le même sort; on faisait 206 Européens prisonniers.

Dès le 15 août, Sansané-Mangu avait été occupé par une compagnie du Niger et une brigade Mossi; le 18, c'était le tour de Sokode. Les Allemands s'étaient retirés au sud pour se réunir à Kamina. Le Togo tombait donc entre nos mains dès le premier mois de la guerre. Anglais et Français partagèrent l'administration du territoire conquis en commun.

SECTION II

La conquête du Cameroun.

Comme le Togo, le Cameroun était entouré de territoires ennemis et la marche des colonnes convergentes devait assurer la victoire; mais l'immensité du pays et les difficultés des communications prolongèrent, ici, les opérations pendant un an et demi.

Les troupes allemandes comprenaient 11 compagnies et une escouade de police, à effectif de 200 hommes par unité, encadrées par 300 Européens. Chaque compagnie possédait de deux à quatre mitrailleuses. Des postes fortifiés émaillaient le pays. Dès le début des hostilités, ces postes étaient consolidés, et à Garoua, à Ngaoundéré, nos troupes furent étonnées de la grandeur des travaux de défense. De nombreux partisans indigènes étaient incorporés, ce qui élevait à 5.000 hommes le chiffre des ennemis.

L'effectif total des colonnes alliées fut de 11.600 hommes, y compris le détachement belge. Dès le mois d'août 1914 le Cameroun était attaqué de tous côtés. Les premiers assauts ne réussirent pas tous; mais, dans les mois suivants, tous les échecs étaient réparés et l'avance des troupes franco-anglaises ne s'arrêta plus.

Les croiseurs *Cumberland, Challenger, Bruix,* la

canonnière *Dwarf*, après avoir capturé et coulé de nombreux bateaux allemands dans le golfe de Douala, canonnaient cette ville qui capitulait le 27 septembre 1914. Un corps expéditionnaire franco-anglais, sous les ordres du général Dobell, débarquait et s'emparait de la région. Il était fort de 3.000 combattants. Il fallait dégager les abords de la station; les troupes anglaises s'en chargèrent vers le nord, le détachement français du colonel Mayer, au sud. Edea fut prise dès le 26 octobre, et, dans le nord, Victoria et Buéa étaient occupées le 13 novembre. Dchang, point terminus du chemin de fer du Nord, était atteint le 2 janvier 1915. Ainsi se trouvait dégagée la Nigeria. En août 1914, les colonnes anglaises avaient été repoussées à Nsanakanga et du côté de Calabar les Allemands s'étaient avancés sur le territoire britannique. Les troupes de Douala, combinant leur marche avec de nouvelles opérations ayant pour base Ikoum et Calabar, arrivaient à Mbong et à Ossidinge, et mettaient un terme à cette menace. Les postes de Kribi et Campo avaient été bombardés; un détachement était descendu à Kribi. Il devait faciliter la marche du groupe Mayer vers Iseka et Yaoundé en menaçant le flanc des ennemis. Une attaque allemande avait été repoussée le 5 janvier 1915 à Edéa. On savait que les Allemands s'étaient réfugiés à Yaoundé. Le général Dobell entreprit une marche dans cette direction. Les troupes françaises s'emparaient d'Iseka et atteignaient Youm-Biagas où les

forces anglaises les rejoignaient; mais la marche pénible à travers la forêt tropicale, les alertes perpétuelles avaient épuisé les hommes, il fallait se replier. On rejoignit Edéa en attendant de reprendre l'offensive, de concert avec les autres colonnes d'invasion. On était en juin; en octobre, Youm-Biagas était repris et, le 1er janvier 1916, les troupes entraient à Yaoundé, où les rejoignaient le colonel Brisset et les colonnes Hutin et Morisson. Dès le 24 août, une compagnie française, commandée par le capitaine Miquelard et soutenue par la canonnière *La Surprise,* s'était emparée de Cocobeach, dans le Muni allemand. *La Surprise* avait coulé les navires ennemis *Rios* et *Italo.* De Cocobeach, le capitaine Miquelard avait marché sur Ekdodo, Akoga, et avait rejoint à Mitzic des forces nouvelles; celles-ci menaçaient Ozem, mais éprouvaient un échec à Mibang, en septembre. Elles reprenaient plus tard leur offensive, la liant à celle du lieutenant-colonel Le Meillour, dont la base était Muadi, et à celle de la colonne Hutin. Ces forces atteignaient Minkéké, Ozem et Bitam.

Les antennes de Bonga et de Zinga, cédées par nous en 1911, étaient reprises les 6 et 8 août 1914. De Bonga partait le colonel Hutin, et de Zinga le colonel Morisson. Le colonel Hutin remontait la Sangha, réoccupait Ouesso, tenu quelques jours par l'ennemi, et ne pouvant à lui seul attaquer Moulundu, atteignait Nola, cherchant la liaison avec la colonne Morisson. Mais, de Moulundu, les Alle-

mands reprenaient Dzimou, coupant les communications de Nola. Le général Aymerich, accouru au secours, battait l'ennemi et de Nola et d'Ouesso les deux colonnes marchaient sur Moulundu, qui était pris.

Durant ce temps le colonel Morisson dépassait Zinga, Mbaiki, Ngoto, Bania, Carnot, se mettait en liaison, au sud à Nola avec la colonne Hutin, au nord à Koundé avec la colonne Brisset, s'emparait de Gaza et arrivait jusqu'à Batouri; de là, tandis que le colonel Hutin réussissait à prendre Yokadouma, Mossié, Bésam, et enfin Lomié et Dcha, le colonel Morisson s'emparait de Bertoua, de Doumé-Station et d'Abong-Mbang.

Enfin, du côté du Tchad, le colonel Largeau avait échoué, le 25 août 1914, devant Kusseri, et les Anglais devant Garoua. Le 20 septembre l'échec de Kusseri était vengé et le lieutenant-colonel Brisset poursuivait l'ennemi vers le sud. Il attaquait inutilement la forte position de Mora, laissait un rideau de troupes pour en faire le siège, arrivait à Maroua d'où l'ennemi s'était enfui, le bousculait, et, après avoir lancé une pointe jusqu'à notre ancien poste de Léré, il atteignait Garoua en janvier 1915. Des renforts anglais le rejoignirent, venus d'Yola, et le colonel Cunliffe prit le commandement. Après un siège de cinq mois le bombardement de la place par un canon de 95, envoyé de Dakar, causa un tel effroi aux soldats indigènes, que la garnison allemande se rendit le 10 juin. De Garoua, les An-

glais marchèrent ensuite sur Kontcha et Banyo, et le colonel Brisset sur Ngaoundéré, centre important, dont il s'empara. Anglais et Français se retrouvaient à Tibati, pour avancer sur Yoko, en direction de Yaoundé. Ainsi les colonnes parties des points extrêmes du Cameroun et dont les premières opérations étaient indépendantes, convergeaient peu à peu vers le même but; la liaison s'établissait entre elles, et les premiers jours de janvier 1916 elles se retrouvaient à Yaoundé, d'où les Allemands, battus et harcelés, se retirèrent vers la Guinée espagnole où ils furent désarmés. Pour établir l'union entre ces divers groupements, à deux reprises le général Dobell, les gouverneurs Fourneau et Merlin et le général Aymerich s'étaient réunis. Cette campagne coloniale offre un raccourci de la guerre européenne; puisse cette dernière finir aussi par une victoire complète !

SECTION III

La conquête du Sud-Ouest Africain.

On connaît les ambitions allemandes sur les colonies anglaises Sud-Africaines. Bien que le Royaume-Uni eut accordé le droit de « self-government » à l'Etat du Cap, au Natal, à l'Orange et au Transvaal, un élément hollandais restait inflexible. A sa tête était le général Hertzog. Le général Botha,

l'un des héros de la guerre de trois ans, s'était, au contraire, loyalement rallié, voyant dans le nouvel état de choses l'intérêt de son pays. Il était président de l'Union Sud-Africaine quand éclata la guerre européenne. Il avertit aussitôt le Royaume-Uni que l'Union veillerait à sa propre sécurité, libérant ainsi les 8.000 hommes de troupes métropolitaines en garnison là-bas. Quelques jours plus tard, à la demande de Londres, il accepta de faire campagne contre l'Afrique allemande du Sud-Ouest, et décréta la mobilisation. Ce fut, pour les intraitables, le signal d'un mouvement insurrectionnel qu'il fallut vaincre et qui retarda l'attaque de la colonie allemande. Pour apaiser les esprits le général Botha annonça qu'il ne ferait la guerre qu'avec des volontaires. Ceux-ci répondirent en nombre à son appel. L'Union put mettre ainsi plus de 50.000 hommes sous les armes. Les principaux chefs de la révolte disparurent peu après. Le général Delarey était tué par accident, le général Beyers, ancien ministre de la guerre de l'Union, se noyait en traversant une rivière, le général de Wet était capturé; il ne restait que le colonel Maritz, avec une troupe de rebelles, à Upington, dans le voisinage du Sud-Ouest allemand.

Ce Maritz s'était entendu depuis deux ans avec le gouverneur de Windhuck pour obtenir son appui et faire déclarer l'indépendance de l'Union. Le 3 février il était battu par le colonel van der Venter, s'enfuyait pour rejoindre les Allemands, et son com-

mando faisait sa soumission. La révolte était heureusement écrasée. Le général Botha allait pouvoir se consacrer à la lutte contre le Sud-Ouest. Dès le 19 septembre 1914, trois croiseurs, quatre torpilleurs et douze transports étaient apparus devant Lüderitzbucht; sous le commandement du colonel Müller, 8.000 hommes débarquaient et s'emparaient de la ville. Les Allemands s'étaient enfuis vers l'intérieur des terres. Les mois suivants se passèrent à préparer l'expédition à Lüderitzbucht et à Walfisch-Bay. Le 14 janvier 1915 les troupes de l'Union s'emparaient de Swakopmund.

Le résultat de la lutte n'était pas douteux. Le général Botha disposait de trente mille hommes et l'ennemi de 5 à 7.000 hommes, dont 3.000 de troupes régulières. Les plus grosses difficultés vinrent de l'immensité du pays, de la sécheresse et de l'irrégularité forcée du ravitaillement. En se retirant les Allemands empoisonnèrent les puits.

Le général Botha, maître de la côte, décida de marcher sur Windhuck, capitale du Sud-Ouest. Il se mit à la tête de l'armée concentrée à Swakopmund et à Walfisch-Bay et remonta la vallée du Swakop, en suivant la voie ferrée. Au sud, une colonne, venant de Lüderitzbucht, sous les ordres de sir Duncan Mackenzie, une autre de Warmbad, sous les ordres du colonel van der Venter, une troisième de Kimberley, devaient repousser les Allemands, faire leur jonction à Keetmanshoop, et de là, sous les ordres du général Smuts, marcher sur Windhuck.

Le 5 mai, Botha était à Karibib. Le 12 mai, Windhuck capitulait. Les troupes allemandes s'étaient retirées vers le nord, dans le district de Grootfontein. Après avoir rejoint les troupes venues du sud et s'être ravitaillé, Botha poursuivit l'ennemi; il atteignit Ottawi le 1er juillet et, le 9 juillet 1915, le gouverneur Seitz se rendit avec ses troupes : 82 officiers, 1.262 sous-officiers et soldats réguliers; 122 officiers, 2.904 hommes de réserve ou de police, 37 canons et 22 mitrailleuses.

Grâce au général Botha une grave révolte avait été vaincue et l'Union Sud-Africaine s'enrichissait d'un vaste territoire voisin; celui-ci commençait à être un rival dangereux pour les diamants du Cap : ses richesses font désormais partie du dominion africain et de l'empire britannique.

SECTION IV

La guerre dans l'Est Africain allemand.

L'Est Africain est la seule colonie allemande dont la conquête ne soit pas encore achevée. Toutefois, dans les derniers lambeaux de territoire où ils se maintiennent encore, les Allemands sont dans une situation désespérée. Les Anglais et les Belges, auxquels se sont joints les Portugais depuis qu'ils sont entrés en guerre, n'ont fait véritablement une campagne active que depuis le début de 1916. Jusqu'à

cette date ils s'étaient tenus sur la défensive et les Allemands, prenant les devants, avaient enregistré plusieurs succès locaux.

Les effectifs allemands comprenaient 4.000 Européens, soldats réguliers et soldats enrôlés. On estime qu'ils ont encadré de trente à quarante mille indigènes. Au début, les Anglais et les Belges n'avaient que peu de troupes à leur opposer; les Allemands avaient heureusement une immense frontière à garder. Le nombre de soldats belges, indigènes du Congo encadrés, s'est élevé, depuis, à 12 et 15.000 hommes, et les troupes anglaises, d'abord renforcées de contingents hindous, ont reçu l'appoint de forces nombreuses de l'Union Sud-Africaine. Dès le mois d'août 1914, après avoir subi un premier bombardement, le port de Dar-es-Salam fut pris par les Anglais. Un débarquement à Tanga échoua une première fois et réussit en novembre. L'île Mafia fut occupée. Les croiseurs *Chattam, Yarthmouth, Weymouth* et *Fox* surveillaient la côte. Le croiseur allemand *Kœnigsberg,* qui se trouvait à Dar-es-Salam à la déclaration de guerre, se fit corsaire. Il parvint à détruire le *Pegasus,* à l'ancre dans le port de Zanzibar, et disparut. Il se réfugia dans l'embouchure du Rufigi, où il fut découvert. Pour l'embouteiller, les Anglais coulèrent un navire charbonnier dans le chenal. Le *Kœnigsberg* remonta le fleuve, hors de la portée des canons des navires anglais. Il se cacha sous un amoncellement de plantes et de feuilles. Il fallut faire venir

un aéroplane pour le découvrir et deux monitors à fond plat, qui remontèrent le Rufigi et détruisirent enfin le *Kœningsberg*, le 11 juillet 1915.

Fin curieuse, celle de ce croiseur, démoli par une coque de noix, qui, en toute autre occurence, n'eut pas existé cinq minutes en face de lui !

Dans le nord, les Allemands essayèrent, en 1914, d'atteindre le chemin de fer de l'Ouganda; ils se heurtèrent aux Kings'African Rifles et aux Punjabs de l'Inde et ne purent y parvenir. Cependant, jusqu'au début de 1916, ils se maintenaient sur le territoire britannique, dans la région au nord du Kilimandjaro. Au nord-est du lac Victoria Anglais et Allemands marquaient tour à tour échecs et succès. Sur le Victoria les Anglais obtenaient rapidement la suprématie maritime.

A la frontière nord-ouest, les Anglais qui avaient pénétré dans les district de Bukoba; étaient refoulés, et les troupes belges aussi, au nord du lac Kiwou.

Les premiers jours de la guerre le gouvernement belge avait espéré maintenir la neutralité du Congo. Le 22 août, le bateau allemand l'*Hedwig-von-Vissmann* bombardait Albertville, sur le Tanganyika. Aussitôt la Belgique mettait les ressources militaires de sa colonie au service des Alliés. Ce n'est qu'après l'attaque d'Albertville qu'elle nous donna pour la conquête du Cameroun des renforts qui s'élevèrent par la suite jusqu'à 600 hommes. Elle prêta aussi son concours aux forces britanniques de la Rhodesia et s'organisa pour défendre ses frontières

entre les lacs au nord-est du Congo. Les Allemands lancèrent dans cette région des hordes pillardes de Vatussis qu'ils avaient armés et qui se livrèrent à toutes les horreurs : mais, bientôt, ces bandes étaient balayées par les renforts belges qui se heurtaient, en novembre 1914, aux troupes allemandes régulières. Les Belges repoussaient l'ennemi; cependant la sécurité n'était pas assurée et des escarmouches se livraient sans cesse. Sur le Tanganyika, les Allemands gardaient encore la maîtrise. Dans le sud-ouest, à la frontière du Rhodésia, les Allemands avaient attaqué Abercorn, et avaient reculé devant l'intervention des troupes belges du Katanga. Dans la même région, à Saisi, une bataille se livrait encore en juin 1915; mais ici, non plus, les Allemands ne pouvaient avancer. Sur le lac Nyassa, un aviso britannique avait détruit, dès le début, *l'Hermann-von-Wissmann.*

Le dernier semestre de 1915, des deux côtés, à part quelques petites actions locales, on resta sur les positions acquises. Durant ce temps, si les Allemands augmentèrent le nombre de leurs tirailleurs indigènes, Anglais et Belges préparèrent leur campagne de 1916. Des troupes de l'Union Sud-Africaine vinrent, en nombre, renforcer les effectifs de l'Ouganda, et le général Smuts, ministre de la guerre de l'Union, l'un des vainqueurs du Sud-Ouest Africain, prit le commandement de toutes les troupes d'invasion.

Il fallait d'abord conquérir la maîtrise des eaux

du lac Tanganyika, pour permettre aux troupes du Congo belge d'avancer sur le littoral et assurer ensuite leurs communications. Quelques canonnières anglaises eurent raison du *Kingani,* le 15 décembre 1915, et le 11 janvier 1916 du *Graf-von-Goëtzen* et de *l'Hedwig-von-Wismann;* les eaux étaient libres. Les grandes opérations allaient commencer.

En mars 1916 le général Smuts ouvrait la campagne dans le nord. En quinze jours il chassa l'ennemi du territoire britannique qu'il occupait depuis le début des hostilités et s'emparait du massif du Kilimandjaro. A la fin de juin tout l'Usambara était en son pouvoir. En même temps le général van der Venter avait marché de Moschi sur Kondoa-Irangi, où il battait les Allemands. Les refoulant toujours il atteignait Kilimantinde sur le chemin de fer central. Les Allemands étaient repoussés vers l'ouest.

En juillet le général Crewe s'emparait du port de Muansa, sur le lac Victoria.

A la même date les forces belges prenaient possession des ports de Kigoma et Udjiji.

Du Rhodésia un détachement rejoignait les Belges, et une colonne, sous les ordres du général Northey, marchait, au nord-est, à la rencontre des troupes de van der Venter.

Toutes ces forces convergèrent alors vers Tabora, importante station de radiotélégraphie où se repliaient les Allemands. Au début de septembre Tabora tombait aux mains des Alliés, ainsi que les

ports de Sagani et de Bagamoyo, sur la côte, où l'ennemi s'était encore maintenu.

Les forces allemandes réussissaient à échapper à l'encerclement et battaient en retraite dans le sud-est; c'est la région où manquent totalement les voies de communication et où, très prochainement, elles seront acculées.

Les Allemands avaient pénétré dans le Mozambique dès 1914, sans déclaration de guerre. Dernièrement des combats se livraient encore sur la frontière. Bientôt les Portugais, renforcés, pourront prendre les Allemands à revers : ce n'est qu'une question de jours. La conquête de l'Est Africain allemand doit, par conséquent, être considérée comme terminée. On peut compter sur la détermination du Royaume-Uni pour la mener à bien en peu de temps.

Avec la résistance de l'ennemi, préparée d'avant la guerre, l'immensité des espaces à conquérir, la difficulté des communications, l'éloignement des colonnes d'attaque, la nécessité d'employer ses forces à des objets plus pressants : telles sont les causes de la longueur de cette campagne.

SECTION V

La prise de Tsing-Tao.

Le 15 août 1914 le Japon adressait un ultimatum à l'Empire d'Allemagne. Il le sommait de faire éva-

cuer les eaux chinoises par ses navires et de lui remettre le protectorat de Tsing-Tao. C'était un coup sensible porté à l'orgueil germanique. Le Japon, qui n'avait pas supporté le voisinage de la Russie, n'admettait pas davantage celui de l'Allemagne. Il profitait de l'occasion pour s'en débarrasser. Le 24 août, l'Allemagne ne répondant pas, le Japon lui déclarait la guerre et, les jours suivants, une escadre japonaise paraissait au large de Tsing-Tao.

Le corps expéditionnaire comprenait 29.800 officiers et soldats, et 142 canons. La colonne anglaise qui prit part au siège avait 1.360 hommes, sous le général Bernardiston. Le commandant en chef était le général japonais Kamio. L'escadre allemande du Pacifique, sous les ordres de l'amiral von Spee, avait pris le large au début d'août. Il ne restait dans la baie qu'un croiseur léger autrichien : le *Kaiserin-Elisabeth,* deux torpilleurs et quelques canonnières. Le gouverneur von Meyer Waldech, fit mouiller des mines à l'entrée du goulet et prépara la résistance du côté de la terre en faisant creuser des lignes de tranchées. La garnison allemande, forte de 2.500 hommes en temps ordinaire, atteignait plus de 5.000 hommes par l'adjonction des équipages des bateaux inutilisés et l'arrivée de nombreux allemands du protectorat et du nord de la Chine.

Un débarquement n'était pas possible, à Tsing-Tao même, du côté de la mer : les défenses naturelles étaient trop fortes. Les navires de la flotte

devaient se borner à soutenir l'effort des troupes de terre en bombardant les forts et les bateaux dans la baie. Dans le travail de la relève des mines un croiseur japonais et des canonnières furent coulés.

Les Japonais avaient débarqué au nord du Chan-Toung et traversé le territoire chinois sans s'inquiéter des protestations du gouvernement. Le 12 septembre ils s'emparaient de Tsimo, le 13 de Kiao-Tchéou. Ils resserraient peu à peu leur étreinte, et le 27 septembre Tsing-Tao était investi par un cordon de troupes japonaises qui allait de Kiang-Ko-Tchou sur la mer, à Tsanghou sur la baie. La colline du Prinz Heinrich était enlevée d'assaut. On y installait l'artillerie lourde, qui écrasait, de là, la ville et le port. Avant le bombardement qui commença le 16 octobre, le général Kamio autorisa les non-combattants à s'en aller. Dès lors les casernes Moltke et Bismarck, les forts Kaiser et Iltis, la ville toute entière, furent criblés de projectiles. Le cuirassé anglais *Triumph* détruisit, en quelques coups, le fort Bismarck. Le 6 novembre l'attaque générale était ordonnée, les Japonais partaient à l'assaut avec leur fougue ordinaire, et le 7 la garnison se rendait sans conditions. On lui accorda les honneurs de la guerre. Ainsi disparut le protectorat de Tsing-Tao que les Allemands considéraient comme le point d'appui de leur puissance en Extrême-Orient. Les pertes japonaises étaient de 236 tués, 1.280 blessés; celles de la colonne anglaise, de 12 tués et 61 blessés. Le Japon garda l'administration du territoire conquis si brillamment.

SECTION VI

La conquête des îles du Pacifique.

A l'annonce de la déclaration de guerre le gouvernement de Nouvelle-Zélande s'était hâté d'organiser une expédition pour s'emparer des Samoa allemandes. Un corps de 1.500 hommes s'embarquait à Wellington; le 15 août il était rejoint par les croiseurs britanniques *Psyché, Pyramus, Philomel.* Les mers n'étaient pas sûres : l'escadre de von Spee était signalée dans le Pacifique et on ne savait pas exactement où elle se trouvait. On fit escale à Nouméa, et le *Montcalm,* croiseur français, se joignit à l'escadre que vinrent renforcer encore les croiseurs australiens *Melbourne* et *Australia.* Le 29 août, sous le commandement du vice-amiral sir George Patey, l'expédition arrivait devant Apia. Le gouverneur rendait la ville sans résistance, lui épargnant un inutile bombardement.

De son côté le gouvernement australien préparait une expédition contre la Nouvelle-Guinée allemande. La direction de ce groupe colonial était à Rabaul, en Nouvelle-Poméranie. Une première fois une partie de la flotte australienne avait croisé dans ces parages, le 18 août; elle y reparaissait le 10 septembre avec le corps de débarquement, sous les ordres du colonel Holmes. Pour épargner Rabaul et Herbetshöhe, le gouverneur allemand s'était

retiré dans l'intérieur, à Toma. Les Australiens débarquaient sans difficulté, mais éprouvaient une forte résistance dans le voisinage de la station radiotélégraphique de Bitapaka. Ils l'enlevaient, et devant Toma, sous la menace de l'artillerie australienne, le gouverneur allemand, qui disposait d'une seule mitrailleuse, se rendait.

En août l'escadre anglaise avait bombardé et détruit les postes de télégraphie sans fil de Jap et de Nauru. Le 6 octobre les Japonais débarquaient à Jaluit, et le 20 octobre ils s'étaient emparés des Marschall, des Mariannes, des Carolines et des Palaos. Cette occupation fut provisoire. En novembre 1914 un détachement australien alla prendre possession de ces archipels, et le 9 décembre l'île Bougainville, la dernière qui restât, fut prise à son tour. La conquête relativement rapide et facile de ces possessions insulaires semble indiquer que l'Allemagne ne s'attendait pas à l'entrée en guerre de l'Angleterre et qu'elle n'avait rien préparé là-bas, à l'encontre de ce qu'elle avait fait en Afrique, pour réaliser ses projets contre les colonies françaises, belges et portugaises (1).

---

(1) La petite possession allemande de Brunei, à Bornéo, a été absorbée par les colonies anglaises de Saravak et de North-Bornéo qu'elle séparait.

SECTION VII

Les atrocités allemandes aux colonies (1).

Il est impossible d'écrire le récit d'une guerre contre les Allemands sans réserver un chapitre spécial aux crimes abominables qu'ils commettent froidement. Leurs atrocités sont réfléchies, leurs violations du droit des gens et des Conventions de La Haye sont voulues. Ces abominations rentrent dans leur doctrine de la guerre (2).

La Belgique et le nord de la France ont été victimes de toutes les exactions et de tous les pillages. Les deux Gouvernements ont fait des rapports détaillés où la responsabilité des chefs allemands et de leurs hordes est solidement établie (3). En Pologne, en Lithuanie, en Serbie, en Roumanie, les

---

(1) Voir : Documents relatifs aux atrocités et aux violations du droit de la guerre commises par les Allemands en Afrique; — Rapport officiel anglais, traduit dans le fascicule des renseignements de *l'Afrique française*, 1 et 2, 1917, p. 3; — *Un document français :* Rapport du colonel Brisset, *item*, p. 45.

(2) Voir Ch. Andler, *Les usages de la guerre et la doctrine de l'état-major allemand*

(3) *Les violations des lois de la guerre par l'Allemagne*, Berger-Levrault; — *Les Allemands destructeurs de cathédrales et de trésors du passe*, Hachette; — *Commission officielle du gouvernement belge*, Berger Levrault; — *Le Livre rouge*, Bibliothèque des ouvrages documentaires; — *Le Livre rouge belge, ibid.*

mêmes horreurs se sont reproduites : on se souvient des cultures de microbes nocifs trouvées à Bucarest dans le jardin de la légation germanique. Elargissant le cercle, c'est dans tous les Océans, à l'aide de leurs sous-marins, que les Allemands ont transporté leurs procédés, s'aliénant ainsi peu à peu tous les peuples menacés par leur folie du massacre.

Il en fut de même dans leurs colonies. Ils ont déshonoré leurs troupes jusqu'en leurs plus lointaines possessions. Le gouvernement anglais vient de publier un rapport sur ce sujet, traduit dans la revue l'*Afrique Française* de janvier et février 1917. Les faits cités plus loin en sont tirés ainsi que du rapport du colonel Brisset. Le bref résumé qu'on va lire ne doit pas dispenser de remonter aux sources où l'on retrouvera tous les détails et les textes et quelques photographies qui sont des documents accablants.

La sauvagerie avec laquelle les Allemands ont traité leurs sujets noirs, au Cameroun, est incroyable. Quiconque était suspect de favoriser les Anglais était assassiné. Si, pendant quelques heures, les troupes alliées étaient obligées d'évacuer certains villages, à leur retour elles trouvaient des cadavres pantelants. La tribu des Doualas eut le plus à souffrir de ces atroces procédés. Par la frayeur, les Allemands enrôlèrent un grand nombre de noirs, qu'ils laissèrent armés de flèches empoisonnées. Le capitaine Parker affirme avoir vu un Allemand assassiner deux blessés anglais. Dans les combats où nous

fûmes obligés de reculer quelques heures nous ne retrouvâmes jamais un blessé vivant. Dans l'Adamaoua, les capitaines von Roben et Dühring firent tuer les principaux chefs noirs et incendier leurs camps, si bien que nos troupes furent reçues en libératrices par la population. Enfin, à Garoua, on trouva plus d'un millier de « balles expansives » (balles à pointe molle et à demi-ceinture de nickel). Sur la vaste étendue du Cameroun il n'est pas un village qui n'ait eu sa victime. Voilà comment les Allemands savent se faire aimer.

Au Sud-Ouest Africain, les puits furent empoisonnés. Au général Botha, qui se plaignait, le gouverneur Seitz répondait : nous devons considérer ici les postes d'eau comme du matériel de guerre, et donc les rendre inutilisables. Quel euphémisme! ils ne les empoisonnaient pas, ils les rendaient inutilisables! Et avec quoi? Presque rien,... avec du « kopper dip » qui est une solution de cuivre, ou avec de l'arsenic, comme à la ferme Bullsbout. Et les Afrikanders leur en voulaient pour si peu! Comment ? mais ils mettaient des écriteaux pour avertir de la contamination! Il est vrai que les troupes de l'Union ne les ont jamais trouvés. Les officiers et les hommes de troupe faits prisonniers par les Allemands eurent une nourriture insuffisante. Certains perdirent 15 et 20 livres de leur poids. Des officiers furent incarcérés dans la prison civile et mis en cellule, au mépris de toutes les lois de la guerre. Enfin, pages 41 et 42 du fascicule de l'*Afri-*

que Française, on peut lire un discours du gouverneur Seitz aux officiers anglais prisonniers qui est un chef d'œuvre d'inconscience et de goujaterie... C'est l'Allemand peint par lui-même.

Les populations noires respirent aujourd'hui sous l'administration anglaise et française; elles espèrent ne jamais revoir leurs anciens maîtres. On frémit en pensant à quelles vengeances les Allemands se livreraient s'ils pouvaient revenir. Dans l'intérêt des nègres du Cameroun et de l'Afrique orientale la victoire des Alliés en Europe doit consolider le résultat de la campagne coloniale.

***

De toutes les colonies allemandes, c'est à peine s'il reste encore, et pour peu de jours, quelques lambeaux du sud de l'Est Africain. Cet empire, si jalousement édifié, et seulement considéré comme l'embryon des possessions convoitées outre-mer, s'est effondré sous les coups des Alliés. Japonais, Français, Anglais et Belges ont concouru à cette reprise. Les troupes des dominions de la Grande-Bretagne ont apporté l'aide la plus loyale et la plus précieuse à leur métropole. Toutes les races, sous toutes les latitudes, ont combattu l'hégémonie allemande.

C'est à la maîtrise des mers, à la suprématie navale du Royaume-Uni que l'Entente est redevable de ce succès.

Qu'adviendra-t-il de ces possessions à l'heure de

la paix? Il paraîtrait désirable de ne plus admettre les Allemands au partage de l'Afrique, où leurs ambitions ont si souvent troublé les Français et les Anglais, les Belges et les Portugais. Nous aurions de gros avantages à conserver le Cameroun, qui commande nos territoires de l'Oubangui et du Tchad; quant au Royaume-Uni, pour réaliser le Cap au Caire, il a besoin de l'Est Africain, et l'Union Sud-Africaine semble, à juste titre, vouloir garder le Sud-Ouest qu'elle a conquis.

En Asie l'Allemagne se heurterait au Japon et l'Entente ne saurait imposer le voisinage germanique à son fidèle allié d'Extrême-Orient.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande repoussent aussi cette promiscuité gênante en Océanie...

M. Walter-Long, ministre des colonies britanniques, a déclaré le 31 janvier 1917 à Westminster : « Aucune colonie ne sera rendue à l'Allemagne ». Le dernier mot est encore à dire et le sort définitif de ces territoires se joue sur le vieux continent.

CONCLUSION

Quelques réflexions suggérées par l'étude de la colonisation allemande et de la rivalité coloniale franco-allemande.

Après une première période d'ignorance et de tâtonnements pendant laquelle l'Empire s'était fortifié à l'intérieur, militairement et économiquement, il a développé ses possessions coloniales. Un plan arrêté fut appliqué; les lignes de chemins de fer furent construites rapidement; la mise en valeur des pays fut poursuivie avec ténacité. L'Allemagne, pour arrondir son domaine, n'hésita pas à nous chercher querelle à propos du Maroc; elle réussit à nous arracher un vaste lambeau du Congo. Son développement économique était considérable, son commerce augmentait chaque année, il avait atteint vingt-quatre milliards; sa marine marchande s'était accrue en proportion, ses lignes de navigation desservaient toutes les régions de la terre : la Compagnie « Norddeutscher Lloyd » était la seconde compagnie du monde. Cette expansion se faisait à l'abri

d'une force armée et d'une marine de guerre qui suivaient une même courbe d'accroissement.

Cette liaison harmonieuse de toutes les forces nationales n'était pas due au hasard. Cependant, pas plus que les autres peuples, les Allemands n'ont le génie instinctif de l'organisation : ce qu'on peut leur accorder, c'est une plus grande facilité d'adaptation et de discipline. Point n'est besoin de faire appel à la métaphysique, à des qualités innées dont serait douée la race germanique : la raison ne saurait être satisfaite ainsi. Elle voit ailleurs la cause profonde de ce développement général : dans le Gouvernement impérial. Comme ils ont fait la fortune de la Prusse, les Hohenzollern ont présidé à la grandeur de l'Allemagne contemporaine. Au-dessus des divers Etats, au-dessus des divers services de l'Union, au-dessus des assemblées de l'Empire, reliant tous les efforts, les faisant tous converger vers un seul but, il faut reconnaître l'action du Gouvernement impérial. Celle-ci a pu s'exercer par des chanceliers divers, l'Empereur en a été l'inspirateur souverain. Il n'a pas hésité à dissoudre le Reichstag en décembre 1906 pour faire triompher le programme colonial (1). Sous la continuité de sa direction, les scandales coloniaux, car scandales il y a sous tous les

(1) Déjà, en 1893, le Reichstag avait été dissous pour avoir refusé de voter des crédits militaires et le programme naval que les nouveaux élus s'empressèrent d'adopter.

régimes, n'ont pas arrêté la marche des affaires, et là est l'essentiel.

On ne peut pas refuser à Guillaume II d'avoir géré admirablement son Empire : c'est que, plus que tout autre, il y était intéressé; avec la grandeur de l'Allemagne, c'était sa gloire assurée, l'avenir de sa dynastie affermi; toute décadence, par contre, eût rejailli sur lui. Sans distinction de parti ou de confession, il était porté à faire contribuer toutes les activités à l'œuvre nationale. L'adhésion de la Sozial Démocratie à la politique actuelle a montré son ascendant. Fort de son autorité, sûr de ses armées, il n'a pas laissé passer une occasion d'augmenter la fortune allemande; et c'est pour assurer l'hégémonie de l'Allemagne sur le monde, qu'il s'est décidé à déchaîner le conflit en 1914; depuis lors, par l'invasion de la Belgique et par tous les crimes de ses armées, son nom et celui de son pays sont couverts d'opprobre dans le monde civilisé. Mais il est essentiel de bien comprendre, pour que peuple et chef supportent leur part de responsabilité, que Guillaume II n'a pas déclaré cette guerre de conquête et de suprématie parce que monarque, mais parce que monarque allemand. Ce faisant, il réalisait le vœu de tout son peuple, les aspirations de l'âme allemande. C'est parce que l'orgueil germanique lui cachait une claire vision des choses qu'il n'a pas su arrêter ces folles ambitions, qu'il n'a pas compris que le monde se dresserait contre elles ou qu'il a cru pouvoir dompter l'univers.

« Il ne serait peut-être pas exagéré de dire, écrivait, le 15 août 1907, un ancien ambassadeur (1), que si l'Allemagne jouissait d'un régime démocratique, les incidents les plus fâcheux se seraient déjà produits. C'est, en effet, un phénomène bien curieux de voir que le gouvernement, et en première ligne l'empereur lui-même (2), sont obligés de mettre un frein aux manifestations d'inquiétude et de colère qui se succèdent sans interruption, non seulement dans la presse, mais surtout dans les échanges de vues quotidiens des citoyens... Tout ce que le Gouvernement peut faire maintenant pour créer des ennuis à l'Angleterre ou à la France, est sûr de trouver les applaudissements du peuple. Il n'y a pas d'autres raisons au réveil stupéfiant des idées nationalistes jusque dans les couches les moins belliqueuses de la population. » En effet, c'est l'Allemagne tout entière qui aspirait à dominer le monde. Par le culte des souvenirs historiques, par l'action des Ecoles, des Universités, des ligues pangermanistes, l'âme allemande s'était imbue de l'idée de sa supériorité; elle frémissait du désir de l'imposer (3). Toutefois, c'est grâce à l'action intéressée, continue et prévoyante de son Gouvernement monarchique, que l'Allemagne est entrée dans la lutte avec un maximum de moyens. Dans la conduite de

---

(1) *La Revue*, 15 août 1907.

(2) M. Muret, *L'évolution belliqueuse de Guillaume II.*

(3) H. Andrillon, *L'expansion de l'Allemagne et la France*, pp. 261 et suiv.; — Ch. Andler, *Le Pangermanisme*, Colin.

cette longue guerre on constate encore l'avantage que lui procure l'unité de la direction.

Tandis que, fermement gouverné, l'ennemi héréditaire faisait contre nous ses derniers préparatifs de guerre, que se passait-il en France? Le discours de Guillaume II à Tanger, en 1905, résonait dans les Chambres françaises comme un coup de tonnerre. C'était un rappel brutal à la réalité. On s'apercevait qu'il y avait autre chose que « des luttes politiques intérieures » (1), cette plaie mortelle des démocraties, et qu'il fallait se défendre dans le monde. M. Delcassé était violemment attaqué par MM. Jaurés, de Castellane, Vaillant et d'autres encore. Nous dûmes accepter le principe de la Conférence internationale pour régler le différend, ce qui occasionna la démission de M. Delcassé, le 6 juin 1905. C'était une défaite. Quelle était sa cause? Notre faiblesse militaire uniquement. Des ministères imprudents avaient désorganisé la marine et l'armée. Il fallut, en hâte, demander des crédits supplémentaires pour 224.190.200 francs, ainsi répartis :

Munitions	93.849.000	francs
Places fortes de l'Est	33.695.000	»
Armement des armées	41.409.000	»
Habillement	29.156.000	»
Divers (dont 1.650.500 francs pour les chemins de fer)	26.081.000	»
	224.190.000	

(1) M. Sembat, *Faites la paix, sinon faites un roi.* — C. Maurras, *Kiel et Tanger*, N. L. N., 1913.

Ce n'étaient pas des dépenses imprévues : c'était « pour exécuter, en quelques mois, des commandes qu'on aurait dû échelonner sur plusieurs années; c'était pour combler des vides énormes dans des stocks de munitions, pour mettre en état nos quatre grandes places fortes, pour compléter l'armement et l'équipement des armées, pour des travaux de chemins de fer absolument indispensables à la concentration telle qu'elle est prévue par le plan de la mobilisation » (1).

La conférence d'Algésiras avait ouvert ses assises. On était au milieu des difficultés que faisait surgir, pour la discussion du projet de police du Maroc, l'intransigeance allemande. Un espoir d'entente apparaissait cependant, dû en partie à l'intervention du Président Roosevelt quand, le 7 mars 1906, le ministère Rouvier tombait sur la question des inventaires (2). L'Allemagne en profitait pour tout remettre en question et nous créer de nouveaux embarras. M. de Radowitz revenait sur son acceptation. Une campagne de fausses nouvelles était montée contre nous : campagne de presse et campagne diplomatique tendant à nous faire passer comme rebelles à toute transaction auprès des Gouvernements étrangers. Le 14 mars le cabinet Sarrien

---

(1) P. Baudin, *L'alerte*, pp. 1 à 23.

(2) A. Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*, pp. 298-299 et suiv.

était constitué et M. Bourgeois succédait à M. Rouvier au ministère des affaires étrangères. Le nouveau ministre confirmait purement et simplement les instructions de son prédécesseur à M. Révoil (1). En acceptant de transiger sur le projet de banque nous obtenions l'accord pour la police; mais, pendant huit jours, la France avait été à la merci de la moindre fausse manœuvre; elle avait côtoyé l'abîme.

On a vu, en étudiant le Cameroun, que la faiblesse du Gouvernement français avait permis l'invasion du Congo par les Allemands. Le 30 mars 1905, plutôt que de soutenir vis-à-vis de l'Allemagne les demandes de la Ngoko-Sangha et de lui demander réparation pour l'atteinte portée au territoire national, le ministère Rouvier préférait augmenter la concession de cette Société, afin d'obtenir son silence. Dans les années suivantes les ministères successifs observaient la même tactique de prudence et de renoncement. En 1909 un projet de consortium franco-allemand qui eût couvert les empiètements antérieurs était en formation. Ce projet était né de l'accord du 9 février 1909 que nous avions consenti au sujet du Maroc, avec l'Allemagne, lui reconnaissant ainsi un droit spécial, plus important que ceux des autres puissances si-

---

(1) A. Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*, pp. 299 et suiv.

gnataires de l'acte d'Algésiras. Ce projet, après avoir contribué à ébranler le ministère Briand, était enterré par le cabinet Monis, devant l'acharnement des ennemis du régime des concessions. Ainsi, pour éviter des embarras de politique intérieure, on n'hésitait pas à courir au-devant de nouvelles difficultés extérieures.

L'accord de 1909 nous laissait au moins libres, au Maroc, d'aider le Sultan à maintenir l'ordre. Nous n'en profitions pas. Par craintes d'interpellations gênantes, le Gouvernement réduisait les troupes du général Moinier de 15.000 hommes à 6.000. Il ne faisait pas appliquer le plan du général Lyautey, que Jaurès dénonçait comme un « factieux ». « Pour n'avoir rien créé à Fez en 1909 et 1910 et évité par là des discussions à Paris, nous avons dû marcher sur Fez en 1911. C'est l'insuffisance de notre action qui en a déterminé l'extension. Les possibilités inemployées ont eu pour contre-coup les initiatives forcées. Nous avons dû jouer la difficulté, faire trop pour avoir fait trop peu (1) ».

Cette expédition sur Fez, ajoutée aux désillusions qui avaient suivi pour elle l'accord de 1909, déterminait l'Allemagne à nous braver encore. Une fois de plus elle profitait d'un changement de ministère pour nous mettre en présence d'un gros incident.

---

(1) A. Tardieu, *Le mystère d'Agadir*, pp. 155 et suiv., 365 et suiv.; — P. Albin, *Le coup d'Agadir*, pp. 102-175.

C'est le 1er juillet 1911, deux jours après la constitution du cabinet Caillaux, qu'elle envoyait le *Panther* à Agadir. On sait de quel prix nous fûmes obligés de payer son désistement au Maroc : mais pourquoi en fut-il encore ainsi? Parce que la leçon de 1905 avait été inutile, et que notre faiblesse militaire avait continué. La loi de deux ans avait été appliquée; nos troupes de couverture étaient, de ce fait, insuffisantes : nous n'avions ni approvisionnements, ni surtout artillerie lourde, comme la guerre l'a démontré (1).

Ce qui nous a manqué, c'est l'organe qui unit les efforts de tous et les fait concorder. C'est le centre servo-moteur, c'est l'unité, la continuité et l'autorité de la direction. Un socialiste, Mr M. Sembat, a reconnu qu'il existait, en France, « un trou par en haut » (2).

L'expérience a trop prouvé déjà, à notre détriment; qu'il n'y avait pas de clef de voûte à notre

---

(1) Sous le ministère Clemenceau, les budgets de guerre étaient :

1907	92.000.000	contre Allemagne	193.000.000
1908	60,000.000	—	241.000.000
1909	66.000.000	—	215.000.000

Dans ces trois années, l Allemagne employa 431 millions de plus que nous pour accroître son matériel d'artillerie. C'est alors que fut réellement creusé le gouffre (*Officiel*, 27 mars 1914, p. 1973, Rapport Bénazet).

(2) M. Sembat, *Faites la paix, sinon faites un roi.*

édifice. L'histoire de la rivalité coloniale franco-allemande le démontre une fois de plus. La guerre actuelle corrobore ces conclusions.

Il faut que le Gouvernement se place au-dessus des partis afin de pouvoir gérer, en toute liberté, l'intérêt national et, pour en assurer la réalisation, qu'il possède l'autorité nécessaire.

Le développement colonial dépend de la politique générale; il réclame impérieusement, pour sa part, de la compétence, de la méthode, de l'esprit de suite, toutes qualités qui ne peuvent exister en dehors d'une direction durable. Par sa renaissance économique, par la rénovation de sa marine marchande, sous la protection de son armée et de sa flotte, la France verra ses colonies florissantes. Sa puissance continentale, son prestige mondial renforceront les liens qui l'attachent à ses possessions d'outre-mer. Une condition est nécessaire pour réaliser ce programme, c'est de boucher « le trou par en haut ». Il faut que le pouvoir central soit fortement constitué pour agir dans sa sphère déterminée. Coordonner les énergies et les ressources de la métropole et des colonies, assurer l'ordre, la police générale, les finances, la politique extérieure et la Défense Nationale : voilà la fonction propre de l'Etat.

Dégagé des préoccupations « politiques » qui ont gêné trop longtemps son libre fonctionnement, renforcé dans son domaine propre, l'Etat français, après la guerre, devra favoriser les initiatives pri-

vées, utiles à la mère-patrie, et protéger l'essor des groupements professionnels et locaux des sociétés et des ligues métropolitaines et coloniales.

Telles sont les conclusions de politique intérieure qui semblent se dégager de cette étude et qui trouvent, dans le domaine colonial, une application saisissante.

Vu : *Le Président de la thèse*,
Toulouse, le 9 février 1917.
A. MÉRIGNHAC.

Vu : *Le Doyen*,
M. HAURIOU.

Vu et permis d'imprimer :
Toulouse, le 16 février 1917.
Le Recteur,
Président du Conseil de l'Université.
Pour le Recteur : *Le Doyen délégué*.
F. DUMAS.

Dubois et Sieurin. Cartes d'études, Masson, éditeur.

Dubois et Sieurin. Cartes d'études, Masson, editeur.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

BIBLIOGRAPHIE 7

CHAPITRE PREMIER. — **Historique de la colonisation allemande** 11

Section première. — Historique général 11
Section II. — L'Allemagne contre la France au Maroc et au Congo 21
Section III. — L'Allemagne dans l'Afrique australe et centrale 31
Section IV. — L'Allemagne et la Turquie 35
Section V. — L'Allemagne en Extrême-Orient et sur les Océans 36
Section VI. — L'hégémonie mondiale 37

CHAPITRE II. — **Les colonies allemandes** 40

Section première. — Le Togo 40
Section II. — Le Cameroun 48
Section III. — Le Sud-Ouest africain allemand 71
Section IV. — L'Est africain allemand 87
Section V. — Protectorat de Tsing-Tao 101
Section VI. — Les colonies allemandes de l'Océan Pacifique 116

CHAPITRE III. — **L'administration coloniale et ses résultats** 123

Section première. — Résultats économiques. 123
Section II. — Colons et politique indigène..... 132

CHAPITRE IV. — **La guerre aux colonies**..... 135

Section première. — La conquête du Togo..... 136
Section II. — La conquête du Cameroun..... 139
Section III. — La conquête du Sud-Ouest africain.. 143
Section IV. — La guerre dans l'Est africain allemand 146
Section V. — La prise de Tsing-Tao..... 151
Section VI. — La conquête des îles du Pacifique.... 154
Section VII. — Les atrocités allemandes aux colonies..... 156

CONCLUSION. — **Quelques réflexions suggérées par l'étude de la colonisation allemande et de la rivalité coloniale franco-allemande** 161